



Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

**Séance ordinaire du
lundi 12 avril 2021**

PROCES-VERBAL

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021 - Visioconférence

Adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal du 12 avril 2021

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 14 décembre 2020

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 8 février 2021

Application des articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code général des collectivités territoriales

1. Finances - Taux d'imposition des taxes directes pour 2021 - Adoption
2. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes - Convention pluriannuelle n°971 avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) et d'autres partenaires - Approbation - Autorisation de signature
3. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Affirmation d'un nouveau projet de ville durable à inscrire dans le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Climat
4. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Lancement d'une démarche citoyenne d'Habitat participatif - Approbation
5. Protection de la population et tranquillité publique - Plan Pauvreté - Attribution d'une subvention visant à améliorer la sanitation du bidonville de Zénith 2 - Exercice 2021 - Autorisation de signature
6. Relations internationales - Adhésion à la Plateforme des collectivités solidaires françaises et attribution d'une subvention à l'association SOS Méditerranée - Approbation et autorisation de signature
7. Renouveau démocratique et innovation sociale - Démocratie participative - Composition des Conseils de quartier pour le mandat 2020-2026
8. Vie associative et Maisons pour Tous - Conditions d'utilisation des locaux des Maisons pour Tous et des salles municipales - Modification - Approbation
9. Vie associative et Maisons pour Tous - Mise à disposition des salles des Maisons pour Tous à titre gratuit - Approbation
10. Ville fraternelle et solidaire - Développement de l'habitat intercalaire en faveur de personnes en difficulté - Convention d'occupation temporaire - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature
11. Egalité et droits des femmes - Convention de don de protections périodiques au collectif Montpelliérain de lutte contre la précarité menstruelle - Approbation - Autorisation de signature
12. Ressources humaines et dialogue social - Plan d'actions égalité professionnelle femmes-hommes - Ville de Montpellier - Approbation

13. Ressources humaines et dialogue social - Rémunération des professionnels de santé dans le cadre de la vaccination Covid-19 - Conventionnement avec l'Agence Régionale de Santé - Approbation
14. Ressources humaines et dialogue social - Convention sportif de haut niveau - Autorisation de signature
15. Santé - Contrat de préfiguration du Contrat Local de Santé (CLS) - Approbation - Autorisation de signature
16. Protection de la population et tranquillité publique - Lutte contre la LGBT+ phobie - Convention avec l'association " FLAG ! " - Approbation - Autorisation de signature
17. Protection de la population et tranquillité publique - Programme de Vidéoprotection Urbaine - Année 2021 - Extension - Approbation
18. Protection de la population et tranquillité publique - Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM) ayant pour coordonnateur la Ville de Montpellier - Partage des Systèmes de la Vidéoprotection - Modification de la délibération n° V2019-012 et autorisation du versement d'une prime aux entreprises non retenues dans le cadre du dialogue compétitif - Avenant n° 2 - Autorisation de signature
19. Protection de la population et tranquillité publique - Délégation de service Public - Fourrière Automobile - Avenant n°4 - Adhésion au nouveau système d'information national des fourrières automobiles - Approbation - Autorisation de signature
20. Protection de la population et tranquillité publique - Convention entre la Ville de Montpellier et la Société Protectrice des Animaux (SPA) de Montpellier Méditerranée Métropole relative à la mise en place du contrat de garde - Approbation - Autorisation de signature
21. Relation aux usagers - Convention de gestion au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole concernant le cimetière métropolitain sis à Grammont - Approbation - Autorisation de signature
22. Relation aux usagers - Élections - Rémunération des secrétaires des bureaux de vote lors de scrutins concomitants - Approbation
23. Vie associative et Maisons pour Tous - Mise à disposition de locaux associatifs - Loyer minoré - Convention - Approbation - Autorisation de signature
24. Petite enfance et enfant dans la Ville - Création d'un 7ème Relais d'Assistants Maternels (RAM) dans le quartier Port Marianne - Demandes de subventions d'équipement - Approbation
25. Jeunesse - Bourse Initiatives Jeunes 2021 - Participation de la Ville - Approbation
26. Jeunesse - Carte Été Jeunes 2021 - Attributions à titre gratuit - Approbation
27. Jeunesse - Dispositif d'aide au financement du permis de conduire de catégorie B - Modifications - Approbation
28. Ville éducative et réussite scolaire - Attributions de subventions - Projet Classes de Découverte Vertes/Neige - Exercice 2021 - Approbation
29. Ville éducative et réussite scolaire - Convention de Partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les Services Départementaux de l'Éducation Nationale et le Réseau Canopé - Parution du recueil de nouvelles « Mystères de Montpellier, Tome 12 » en lien avec La Comédie du Livre 2021 - Approbation - Autorisation de signature
30. Ville éducative et réussite scolaire - Écoles privées sous contrat d'association - Participation financière de la Ville pour l'année 2020-2021 - Approbation
31. Culture et culture scientifique - Convention pluriannuelle d'objectifs entre la Ville de Montpellier, la société ViàOccitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 - Autorisation de signature
32. Culture et culture scientifique - Soutien au secteur culturel - Adhésion au Groupement d'Intérêt Public (GIP) Cafés Cultures - Convention constitutive - Désignation de représentants

- Approbation - Autorisation de signature
- 33. Culture et culture scientifique - 800ème anniversaire de la Faculté de médecine - Don de 65 exemplaires du Bulletin historique de la Ville de Montpellier n°42 à l'Université de Montpellier pour envoi gratuit aux doyens de médecine francophones - Approbation
- 34. Culture et culture scientifique - Convention d'édition en langue anglaise du catalogue de l'exposition "I am a man" avec l'University Press of Mississippi - Approbation - Autorisation de signature
- 35. Culture et culture scientifique - Comédie du Livre 2021 - Convention de partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation de la manifestation - Approbation - Autorisation de signature
- 36. Culture et culture scientifique - Théâtre Jean Vilar - Convention pluriannuelle de partenariat 2021 2023 avec le lycée Jules Guesde dans le cadre d'un atelier théâtre - Avenant 2021 - Approbation - Autorisation de signature
- 37. Patrimoine historique - Convention plan-objet pour la connaissance, la préservation et la mise en valeur des œuvres dans les églises - Partenariat avec la Direction des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie - Approbation - Autorisation de signature
- 38. Hors Délégation - Dénomination des voies et des espaces publics
- 39. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Mise en œuvre de la commission de sélection pour l'attribution des chalets de Noël - Approbation
- 40. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Modulation des redevances des conventions d'occupation du domaine public de la Ville de Montpellier afin de limiter les conséquences de la crise sanitaire due à l'épidémie de Covid-19 - Approbation
- 41. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Montpellier Grand Cœur - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions - Approbation
- 42. Politique alimentaire et agriculture urbaine - Mise en place d'une nouvelle gouvernance des jardins familiaux - Nouveaux critères d'attribution - Approbation
- 43. Politique alimentaire et agriculture urbaine - Convention entre la Ville de Montpellier et l'Association des Jardins Agro-écologiques Partagés pour la distribution alimentaire d'inventus dans le square du Père Bonnet - Approbation - Autorisation de signature
- 44. Politique alimentaire et agriculture urbaine - Récolte d'olives au profit de l'association « Pour un Sourire d'Enfant » - Autorisation
- 45. Politique alimentaire et agriculture urbaine - Cession de véhicules dans le cadre du marché de livraison des repas dans les restaurants scolaires de la Ville - Approbation
- 46. Nature en ville et biodiversité - Convention « Printemps des hirondelles » entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Jeune Chambre économique de Montpellier - Installation et rétrocession d'un nichoir-composteur au bénéfice de la Ville de Montpellier - Autorisation de signature
- 47. Nature en ville et biodiversité - Création d'un comité de pilotage pour l'Agriparc du Mas Nouguier - Approbation
- 48. Nature en ville et biodiversité - Mise à disposition d'une parcelle de maraîchage biologique sise dans l'Agriparc du Mas Nouguier au bénéfice de l'Association Les Compagnons de Maguelone - Approbation - Autorisation de signature
- 49. Administration générale - Convention de gestion de service entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relative à la compétence "Fontaines - cours d'eau et ouvrages hydrauliques - barrage du Lac des garrigues" - Approbation - Autorisation de signature
- 50. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Projet de modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Avis simple
- 51. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Acquisition des locaux de la Maison de la Justice et

- du Droit - 222 rue François d'Orbay - Quartier Celleneuve à Montpellier - Approbation
52. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions - Approbation
 53. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Déclassement du domaine public parcelle IL 69 Rue William et Catherine Booth à Montpellier - Propriété « Commune de Montpellier » - Approbation
 54. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Déclassement partiel du domaine public parcelles SD 145 et SD 151 Rue du Mas Rouge à Montpellier - Propriété « Commune de Montpellier » - Approbation
 55. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Classement dans le domaine public et transfert à Montpellier Méditerranée Métropole - Chemins ruraux n° 11, 30, 31 et 38 « Commune de Montpellier » - Approbation
 56. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Vente de la parcelle cadastrée SK 387 de 44 m² à la SA3M - ZAC Port Marianne - Hippocrate - Approbation
 57. Urbanisme durable et maîtrise foncière - ZAC Beausoleil - Lot III - Modification du statut et du nom du bénéficiaire de l'agrément de candidature - Approbation
 58. Urbanisme durable et maîtrise foncière - ZAC Port Marianne-République - Cession à la SA3M des parcelles cadastrées SC 72, SC 49, SC 34 et SC 80 - Avenue Raymond Dugrand - Approbation
 59. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Concession d'aménagement Ville « ZAC Port Marianne - Parc Marianne et sa future extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier » - Garanties d'emprunts à la SERM - Approbation
 60. Urbanisme durable et maîtrise foncière - ZAC Restanque - Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la SA3M - Garantie d'emprunt à la SA3M - Approbation - Autorisation de signature
 61. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Concession d'aménagement Ville de Montpellier "Opération d'aménagement Nouveau Grand Cœur" - Garantie d'emprunt à la SA3M - Approbation
 62. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Hauts de la Croix d'Argent - Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la SA3M - Garantie d'emprunt à la SA3M - Approbation - Autorisation de signature
 63. Administration générale - Convention relative à la mise en œuvre de la médiation dans le ressort du Tribunal Administratif de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature
 64. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Conventions d'installation, gestion, entretien et remplacement de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur les bâtiments appartenant à la Ville de Montpellier avec l'opérateur "Orange" - Approbation - Autorisation de signature
 65. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Engagement dans la démarche de labellisation « Commune économe en Eau » - Charte d'engagement - Approbation - Autorisation de signature
 66. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Copropriété Ensemble Centre Commercial et Parking du Polygone - Travaux de Rénovation - Autorisation de participer au titre de budget complémentaire
 67. Administration générale - Ville de Montpellier - SARL MASSILIA Étanchéité - Construction de vestiaires au Domaine de Grammont - Protocole transactionnel - Autorisation de signature
 68. Finances - Exonérations tarifaires de la Ville de Montpellier afin de limiter les conséquences de la crise sanitaire due à l'épidémie de Covid-19 - Approbation
 69. Finances - Certification des comptes - Avenant entre la Ville de Montpellier et la Cour des Comptes - Autorisation de signature
 70. Finances - Certification des comptes - Synthèses des examens ciblés réalisés par la Cour des

Comptes - Communication à l'assemblée délibérante

71. Finances - Attribution de subvention à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
72. Finances - Cotisation à l'Ordre des Architectes - Exercice 2021 - Approbation
73. Ressources humaines et dialogue social - Création d'un service commun de Direction des Relations Institutionnelles et de l'Évènementiel - Avenant à la convention de service commun - Autorisation de signature
74. Ressources humaines et dialogue social - Modification du tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation
75. Ressources humaines et dialogue social - Instauration de la prime de responsabilité des emplois administratifs de direction - Approbation
76. Ressources humaines et dialogue social - Mise à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès de l'association Le Relais - Maison des Enfants dans la Ville - Approbation
77. Ressources humaines et dialogue social - Mise à disposition d'un agent de catégorie A après du service Protocole de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
78. Ressources humaines et dialogue social - Mise à disposition d'agents municipaux auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) - Approbation
79. Ressources humaines et dialogue social - Régime indemnitaire du cadre d'emplois des masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes territoriaux - Approbation
80. Ressources humaines et dialogue social - Adhésion à titre révocable à Pôle Emploi - Approbation
81. Hors Délégation - Représentations du Conseil municipal - Désignations
82. Finances - Réhabilitation du Skatepark de Grammont et création d'un centre d'entraînement BMX freestyle - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n° 2 à la Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Montpellier et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation et autorisation de signature
83. Finances - Réhabilitation de la serre amazonienne et travaux d'urgence - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation
84. Finances - Mise en sécurité et réhabilitation du parc de Lunaret - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n° 2 au mandat - Autorisation de signature
85. Finances - Mise en accessibilité des Établissements Recevant du Publics (ERP) du patrimoine immobilier communal - Mandat de Maîtrise d'ouvrage déléguée Ville - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation
86. Finances - Réalisation des travaux liés à la pérennité de l'ancienne mairie - ZAC Pagézy - Mandat Ville de Montpellier - Société d'Aménagement Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation
87. Ville fraternelle et solidaire - Subventions dans le cadre de l'appel à projets du contrat de Ville de Montpellier au titre de l'année 2021 - Approbation
88. Ville fraternelle et solidaire - Attribution des subventions aux associations dans la cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2021 - Approbation
89. Accessibilité universelle - Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "Accessibilité universelle" - Exercice 2021 - Approbation
90. Vie associative et Maisons pour Tous - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Vie associative" - Exercice 2021 - Approbation
91. Santé - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2021 - Approbation
92. Ville éducative et réussite scolaire - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Ville éducative" - Exercice 2021 - Approbation

93. Petite enfance et enfant dans la Ville - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Enfance" - Exercice 2021 - Approbation
94. Nature en ville et biodiversité - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Nature en ville" - Exercice 2021 - Approbation
95. Bien-être animal - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Bien-être animal" - Exercice 2021 - Approbation
96. Culture et culture scientifique - Attribution de subventions le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2021 - Approbation
97. Jeunesse - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Jeunesse" - Exercice 2021 - Approbation
98. Ville sportive - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2021 - Approbation
99. Relations internationales - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "International" - Exercice 2021
100. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Commerce" - Exercice 2021
101. Affaires militaires - Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "Commémorations" - Exercice 2021 - Approbation



Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Procès-verbal

L'an deux mille-vingt et un, le douze avril, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

Monsieur le Maire : Bonjour à tous et à toutes. Merci de votre présence en visioconférence, y compris, le calendrier scolaire ayant été bousculé – enfin, bousculé pour les raisons que nous connaissons – pour certains, de s’être organisés avec les gardes d’enfants, y compris le personnel qui nous accompagne dans la mise en œuvre de ce Conseil municipal. Je voudrais, avant de procéder à l’appel, vous donner quelques informations liées à l’actualité entre nos deux séances.

D’abord, vendredi dernier, j’étais avec la Présidente de Région, Madame Carole DELGA, au Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier, où il lui a été présenté – et nous avons eu en Conseil municipal la présence du professeur TAOUREL et du directeur Thomas LE LUDEC – le Livre blanc du CHU. Carole DELGA y a apporté son soutien en disant que c’était, je cite cette phase, « *le temps de Montpellier pour l’hôpital public* ». En effet, notre CHU, depuis un peu plus de dix ans, n’a pas bénéficié d’investissements majeurs. Je me réjouis de recevoir ici le soutien de la Présidente de Région pour ce grand équipement public.

On en a profité naturellement – comme je l’avais fait pour la deuxième vague – pour rencontrer les soignants des services de réanimation, d’hospitalisation critique, notamment le service du professeur CAPDEVILA, et de pouvoir mesurer que la réalité épidémique est bien là. Nous sommes bien sur la troisième vague. À la fois, il y a un très grand engagement, un très grand professionnalisme des soignants, évidemment, mais aussi de la fatigue, puisqu’ils sont confrontés à la fois à la prise en charge des patients Covid-19 d’une part, et d’autre part à tous les patients qui ont subi de nombreuses déprogrammations. L’intensité de travail est extrêmement importante pour eux. Qu’il me soit permis, en votre nom, une nouvelle fois, de leur rendre hommage, tout comme de saluer nos personnels des crèches, des écoles et tous ceux qui se sont mobilisés dans le week-end de Pâques pour pouvoir organiser la continuité du service public et accueillir les familles. Nous sommes allés les saluer avec Madame DOMBRE-COSTE et Madame AKBARALY. Là aussi, les agents font preuve d’un engagement qui doit être salué.

Nous aurons une semaine importante dans ces murs, puisque nous sommes en dialogue et en mobilisation totale pour nous efforcer d’amplifier la vaccination sur le territoire de la Métropole. Nous avons déjà, d’ores et déjà, un certain nombre de centres qui vaccinent : le CHU, le Centre de vaccination municipal, la Maison médicale de garde, Bouisson-Bertrand, le Service Départemental d’Incendie et de Secours (SDIS) à Vailhauquès. Demain, outre l’engagement de la Clinique du Parc, la Clinique Saint-Jean va mettre en place un drive pour la vaccination, permettant d’aller chercher les patients en auto et de pouvoir les faire vacciner dans l’auto. Il y a une montée en puissance. Comme partout, il faut des doses. Ces doses arrivent et la Mairie de Montpellier, la Salle des rencontres, va être mobilisée pour être centre de vaccination. Nous allons pouvoir commencer à 1 000 doses distribuées, pour pouvoir monter en puissance. La Salle des rencontres sera donc un centre de vaccination, pour avoir un rythme important : 1 000 doses dès les premiers jours ; objectif, 2 000 doses. Et je veux ici remercier la coopération SDIS / CHU / Préfecture / Agence Régionale de Santé (ARS), qui va nous permettre d’avoir ce centre de vaccination à grande échelle. L’Hôtel de Ville a une vertu : c’est qu’il est desservi par trois lignes de tramway ; au sous-sol – vous le connaissez tous – il existe un parking. Nous allons pouvoir vacciner, seul moyen de sortir de cette longue épreuve. Aujourd’hui on annonce que la Covid-19 a tué près de 100 000 personnes. C’est la vaccination qui est l’issue. Il y a un certain nombre de centres, et à partir de jeudi l’ouverture de la Salle des rencontres 7 jours sur 7 pour pouvoir vacciner ; et dans les jours qui viennent, demain ou après-demain, seront ouverts les créneaux pour les rendez-vous. C’est aussi dans la salle des rencontres que les publics qui doivent être vaccinés, comme les enseignants, les personnels travaillant dans les écoles, pourront également avoir des rendez-vous, mais cela dépend des décisions du Gouvernement.

Autre point d'information que je voulais évoquer l'actualité écoulée entre nos deux conseils. Vous le savez, nous sommes engagés sur un projet de réaménagement de la centralité métropolitaine, la Place de la Comédie, et malgré le contexte, avec un site internet pour faire part des contributions des Montpelliérains, des Montpelliéraines, des habitants de la Métropole, des Montpelliérains de cœur qui habitent loin de Montpellier ou qui ne vivent pas à Montpellier mais qui sont attachés à notre chère ville. Ils peuvent déposer leurs contributions et je veux remercier ici le travail de Séverine SAINT-MARTIN et Jean-Dominique DELAVEAU pour mener cette concertation. Nous verrons dans ce conseil d'ailleurs que les modalités de participation des citoyens vont être renforcées comme une première étape, parce que nous ferons, nous mettrons en œuvre d'autres dispositions au fil du mandat. Là nous sommes au huitième mois, donc il y a beaucoup de travail.

Beaucoup de travail d'ailleurs, et là je voudrais également remercier tous ceux et celles qui se sont impliqués dans ce dossier, parce que, quand nous l'avions évoqué fin août, en disant qu'au printemps prochain, pour le squat des Beaux-Arts, une solution serait trouvée, les délais ont été tenus. Le 31 mars, pour l'ensemble des familles, des enfants, une solution de relogement, de remise en droit, d'accompagnement a été trouvée. Je veux remercier l'ensemble des partenaires, la Fondation Abbé-Pierre, l'association Luttopia, qui nous a permis de trouver une solution et de remettre en dignité l'ensemble des personnes qui vivaient dans des conditions très difficiles et qui, année après année, étaient laissées à l'abandon. Aujourd'hui, nous avons pu y répondre. Cette stratégie d'action sur l'habitat insalubre ou sur les squats, nous allons la poursuivre, et les équipes se mobilisent pour travailler sur le bidonville dit « *de Celleneuve* » qui, là aussi, depuis de trop longues années, est présent dans notre ville. C'est un travail long et fastidieux parce qu'il y a des situations très particulières, mais sur lesquelles nous allons nous engager. La stratégie est « l'un après l'autre », parce qu'on ne peut pas tout faire d'un coup. Ceux qui scandent cela sont dans des confort de langage, mais bien éloignés des réalités et des difficultés qu'il faut surmonter. Donc maintenant, nous allons travailler sur la résorption du bidonville de Celleneuve, puis, ensuite, pour un autre.

D'ailleurs, puisque je parle du bâtiment des Beaux-Arts, aux alentours, vous savez que se construit le Conservatoire, qui sera inauguré au mois de septembre, et qu'autour de ce Conservatoire, il y avait, juste à proximité, un projet immobilier. Celui-ci ne verra pas le jour, puisqu'un parc avec un théâtre de verdure va être aménagé pour faire dialoguer le Conservatoire avec le quartier. Ce théâtre de verdure sera aussi une aire de jeux pour enfants consacrée au thème de la musique. Les petits bambins qui sont à proximité à la crèche pourront utiliser ce parc, et cela s'inscrit dans notre programme de Montpellier Ville nature – je veux saluer le travail des équipes là-dessus. Dans ce quartier, cela apporte un certain nombre de changements pour améliorer la qualité de vie.

Ce week-end, nous avons été confrontés à une difficulté, un nouveau drame. Des enfants, justement, qui jouaient dans un parc, se sont retrouvés piqués par une seringue, ce qui en dit long. Je veux remercier ici Sébastien COTE et Élodie BRUN-MANDON, qui se sont mobilisés. La question des addictions dans notre ville est un vrai problème. Nous devons donc agir et, actuellement, un tour de table est organisé pour pouvoir accompagner la prise en charge des personnes toxicomanes et pour essayer de trouver des solutions pour éviter que les espaces publics ne se retrouvent vulnérables en raison de dépôts de seringues. Nous nous concertons donc avec l'ensemble des associations, notamment les Centres d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction de risques pour Usagers de Drogues (CAARUD) pour pouvoir trouver des solutions. J'ai adressé un petit message au grand-père de ces deux petites filles qui sont sous surveillance et dont, *a priori*, les nouvelles sont rassurantes. Mais évidemment, nous pouvons mesurer combien cela peut être anxiogène. En tout cas, face à ce problème-là, comme sur d'autres, nous ne devons pas faire l'autruche.

D'ailleurs, en parlant de cela, je veux remercier les entreprises qui travaillent actuellement, cité Gély, sur le site de l'ancienne Maison pour tous qui était en ruine et complètement à l'abandon, et qui était devenu un des hauts lieux de vente de drogue, et qui avait connu un événement absolument tragique fin décembre avec cet adolescent qui s'était retrouvé poignardé. Cette situation d'abandon est en train de se terminer, puisqu'avec les entreprises, et avec le soutien des habitants du quartier – je les en remercie – nous détruisons ce lieu pour essayer de retrouver un espace public appréciable et agréable pour les habitants, qui sera aménagé dans un temps de concertation. Mais nous nous employons à faire disparaître ce lieu qui, hélas, était un lieu trop connu et qui participait à la délinquance dans notre ville. Je rappelle que les marchés de destruction de ce lieu avaient été notifiés fin 2012. On peut comprendre, parfois, qu'il y ait des retards, mais là, trop c'était trop. Je veux vraiment remercier les équipes qui ont accepté de s'attaquer à ce problème à bras-le-corps.

Dans la série « *les problèmes et les solutions* », nous avançons également sur le relogement de la Tour d'Assas, pour pouvoir tenir le calendrier de destruction. Juin 2024 : je répète cette date, pour être très ferme sur les engagements. 175 logements sont concernés. Il ne reste maintenant plus que 46 logements occupés. Parmi ces 46 logements occupés, d'ores et déjà 10 familles ont accepté une offre de relogement. Il en reste à ce jour 36, et les équipes sont mobilisées pour opérer ce relogement. Parallèlement, nous avons pris une Déclaration d'Utilité Publique (DUP) pour travailler sur les commerces.

Autre point d'information : nous avons, avec Michel ASLANIAN, rencontré les organisations syndicales. Je le ferai, en tant que Maire, tous les six mois, afin de faire un point sur les grandes avancées et évolutions internes. Je rappelle que la responsabilité de la gestion du personnel revient au Directeur Général, Olivier NYS ; mais j'ai voulu, avec l'ensemble des organisations syndicales, préciser les conséquences des choix budgétaires qui sont les nôtres, et essayer de poser avec elles un dialogue respectueux, apaisé, constructif dans l'intérêt du service public territorial. Lors de cet échange-là, j'ai pointé la nécessité de construire un agenda social pour améliorer la protection sociale des agents. Sur les 1 607 heures qui concernent la fonction publique territoriale, sur les enjeux liés à l'absentéisme – qui est l'un des grands défis qui se posent pour notre collectivité, sur lequel nous devons travailler pour le résorber. Cela va des conditions de travail et d'accompagnement des agents aux questions de mobilité et de formation des agents de la collectivité, mais aussi à la capacité à pouvoir traiter de manière objective, de manière impartiale, le traitement et les évolutions des agents. C'est l'un des choix budgétaires que je défendrai, que je vous proposerai, mes chers collègues : augmenter la possibilité d'accorder des promotions, des évolutions de grade aux agents, et notamment ceux qui ont fait l'effort de passer un concours, pour qu'on puisse les accompagner lors de la Commission Administrative Paritaire (CAP). Nous avons évoqué à ce moment-là, je le reconnais, un point de débat avec les organisations syndicales. Je leur ai fait part de mon souhait de ne pas présider la CAP. Le choix qui est le mien, qui doit être le nôtre, c'est permettre de créer les évolutions de carrière, mais pour garantir l'impartialité de traitement des agents il faut faire des choix d'évolution sur des critères objectifs et pas sur de l'interventionnisme politique. Il ne peut pas y avoir d'un côté les agents qui croisent le Maire ou qui connaissent le Maire qui verraient une évolution, et les autres. C'est sur une base objective que l'on doit promouvoir nos agents. C'est aussi l'une des conditions de la confiance. Je veux ici saluer l'ensemble des personnels qui sont mobilisés à l'occasion de la crise, et mobilisés aussi pour accompagner le nouvel exécutif dans la mise en œuvre de ce projet. Et je voudrais vraiment saluer le dialogue avec les organisations syndicales. Chacun fait valoir son point de vue – c'est bien normal.

Nous aurons également dans l'agenda une discussion sur le télétravail, qui s'est généralisé par la force des choses. Vous le savez : 3 000 postes informatiques ont été déployés dans la collectivité (Ville et Métropole) pour favoriser le télétravail. Nous savons qu'après la crise de la Covid-19, il y aura de

profonds bouleversements. Cela peut être l'un des moyens de concilier cadre de vie personnelle et cadre de vie professionnelle. Nous devons pouvoir discuter avec les organisations syndicales pour savoir comment le télétravail peut occuper une place plus importante. C'était quelque chose de demandé depuis très longtemps. Bien sûr, nous devons être attentifs au lien social pour les agents et au caractère d'équipe professionnelle, etc.

Voilà quelques informations, aussi quelques félicitations que je voudrais adresser. D'abord pour ZeratoR, qui a encore obtenu un titre, et le studio indépendant The Game Bakers, qui a remporté deux statuettes pour « *Haven* » et qui montre la dynamique de notre Ville sur les Industries Culturelles et Créatives (ICC), notamment dans le secteur de l'École d'Application de l'Infanterie (EAI). Je voudrais avoir un salut très spécial à un de nos agents de la collectivité, Mohamed KANI, qui est un sportif très généreux de notre ville. Monsieur MARTIN, Monsieur ASSAF et Monsieur MANSOURIA étaient à ce match à Bougnol. Il a remporté pour la troisième fois le titre de champion de France de boxe dans la catégorie « *welters* ». C'est un agent de la collectivité. C'est un sportif montpelliérain. Je voudrais, en votre nom, le féliciter, comme saluer nos équipes qui ont de très bons résultats sportifs. Ce match Montpellier-Marseille, 3-3, avec ce but de DELORT dès les premières secondes et cette égalisation en toute fin de match, nous a fait vibrer. Par les temps qui courent, on a besoin de cela. Saluer évidemment le Montpellier Hérault Rugby (MHR) aussi, le Montpellier Volley Castelnau qui poursuit une lancée, mais aussi notre équipe de handball qui vogue encore vers l'Europe, ce qui d'ailleurs nous posera des questions, à la Métropole, de choix, pour pouvoir les accompagner dans leur capacité à jouer l'Europe.

Voilà quelques informations d'entrée de Conseil. Je vous propose de désigner comme secrétaire de séance Monsieur MANSOURIA et de procéder à l'appel.

Monsieur le Maire procède à l'appel.

Monsieur le Maire : Le quorum étant atteint, nous pouvons délibérer.

Monsieur le Maire déclare la séance ouverte.

Adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal du 12 avril 2021

Monsieur le Maire : Je vous propose d'adopter l'ordre du jour. Est-ce qu'il y a des refus de prendre part au vote ? Des abstentions ? Des oppositions ? Le vote est ouvert. Adopté.

Monsieur le Maire présente l'ordre du jour qui comporte 101 affaires.

A l'issue d'un vote électronique, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 14 décembre 2020

Monsieur le Maire : Adoption du procès-verbal. Est-ce qu'il y a des remarques sur le procès-verbal ? Pas de remarques ? Madame OLLIER demande la parole sur le procès-verbal. Je vous précise, Madame OLLIER, que seule vous êtes habilitée à vous exprimer dans cette Assemblée. Allez-y, sur le procès-verbal.

Clothilde OLLIER : Ma prise de parole, c'était sur le point précédent. J'ai un souci, puisque vous avez envoyé des documents complémentaires qui ne sont pas dans le délai légal, pour des subventions aux associations. Sur les noms de rue, j'entends que cela ne pose pas de problème particulier. Par contre, sur des subventions qui font plusieurs millions d'euros, vous comprendrez que les points supplémentaires qui ont été ajoutés au Conseil municipal – et qui ne sont pas dans les délais – on ne pourra pas les voter, puisque cela n'est pas légal. La dernière fois, j'avais consenti qu'on puisse les voter. Je me suis dit « *peut-être qu'ils sont en retard et qu'ils n'ont pas eu le temps de nous donner les points suffisamment en avance* », ce qui n'est pas le cas cette fois-ci. C'est la deuxième fois qu'on n'a pas la possibilité de pouvoir regarder ce qui se passe, surtout en ce qui concerne les subventions.

Deuxièmement, oui effectivement, il y a du monde chez moi, puisque j'héberge du monde. J'en suis désolée.

Monsieur le Maire : Non, non, vous faites ce que vous voulez chez vous, Madame OLLIER. Merci beaucoup.

Adoption du procès-verbal du 14 décembre 2020. Qui ne prend pas part au vote, s'abstient, vote contre ? Le vote est ouvert. Adopté.

A l'issue d'un vote électronique, le procès-verbal de la séance du 14 décembre 2020 est adopté à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 8 février 2021

Monsieur le Maire : Adoption du procès-verbal du 8 février. Le vote est ouvert. Adopté.

A l'issue d'un vote électronique, le procès-verbal de la séance du 8 février 2021 est adopté à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Application des articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code général des collectivités territoriales

Monsieur le Maire : Décisions prises par le Maire. Vous les avez.

Le Conseil prend acte.

1. Finances - Taux d'imposition des taxes directes pour 2021 - Adoption

Monsieur le Maire : Point suivant. Point n° 1. Je donne la parole à Monsieur ASLANIAN sur les taux d'imposition pour 2021. Michel. Monsieur ASLANIAN, Adjoint au Maire en charge des finances et du personnel.

Michel ASLANIAN : Bonjour. Les taux de fiscalité locale doivent être adoptés tous les ans avant le 15 avril. En 2021, la taxe d'habitation sur les résidences principales n'est plus perçue par les collectivités et le taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires ne peut être modifié, car il est figé jusqu'en 2022. Le produit perdu est compensé par le transfert du taux départemental de la taxe foncière. Un mécanisme dénommé « *coefficient correcteur* » permet de garantir une stricte

neutralité de la réforme pour toutes les communes. Cette année, seuls les taux de taxe sur le foncier bâti et de taxe sur le foncier non bâti peuvent être modifiés. Nous proposons donc de les maintenir au niveau de 2020, comme nous l'avions promis : taux de taxe sur le foncier bâti à 52,63 % ; taux de taxe sur le foncier non bâti, 112,71 %. Ce qui nous donne un produit d'imposition prévisionnel pour 2021 de 220 459 510 euros, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Monsieur ASLANIAN. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur ce point ? Pas de demande de prise de parole. Merci beaucoup, Monsieur ASLANIAN. Stabilité des taux d'imposition, et puis, pour la première fois, la réforme de la fiscalité locale est présentée, puisque la taxe sur le foncier bâti, qui était auparavant perçue par le Département, est dorénavant perçue par la Commune dans les mécanismes de compensation de la suppression de la taxe d'habitation, qui est progressive et encore en cours cette année, puisqu'une partie des contribuables montpelliérains vont la payer, même si pour d'autres elle est supprimée. Stabilité des taux. Je mets aux voix. Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

2. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes - Convention pluriannuelle n°971 avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) et d'autres partenaires - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Point n°2. C'est le projet de renouvellement urbain, quartiers Mosson et Cévennes. Nous avons eu déjà cette présentation au Conseil de Métropole. Je voudrais bien, avant de donner la parole à Madame FAYE, en poser les enjeux. C'est la première enveloppe qui se négocie, qui se contractualise avec l'Agence Nationale du Renouvellement Urbain (ANRU). Il y aura d'ailleurs des évolutions avec la clause de revoyure. Au demeurant, il y aura des engagements très forts, et nous les présenterons de manière globale, en complément, pour aménager ces quartiers. Ce sont : la piscine Neptune, dossier qui est suivi par Monsieur ASSAF ; la requalification du stade de la Mosson, dossier suivi par Monsieur MARTIN ; et la question des écoles, qui ne seront pas exclusivement refaites à l'intérieur des quartiers, mais dans une stratégie de mixité, travail que mène Madame DOMBRE-COSTE. C'est la possibilité de créer de nouveaux espaces publics en plus de ceux qui sont préfigurés. Je donne la parole à Madame FAYE.

Maryse FAYE : Merci, Monsieur le Maire. Nous passons des promesses aux actes. Nous passons des engagements vers des projets ambitieux. Nous pouvons affirmer aujourd'hui, Monsieur le Maire, mes chers collègues, que la convention ANRU tant attendue va être enfin signée à la suite des dernières négociations que vous avez menées, Monsieur le Maire, avec Monsieur GRIVEL, le Directeur général de l'ANRU. Cela veut dire quoi ? Cela veut dire des projets ambitieux pour un montant global de 379 millions d'euros, avec une répartition entre le quartier de la Mosson et le quartier des Cévennes (328 millions d'euros pour la Mosson et 51,5 millions pour les Cévennes). La Métropole et la Ville sont engagées financièrement, bien évidemment, avec une participation très importante. Mais cette signature concrétise aussi le partenariat que nous avons pu mener avec différents partenaires, en particulier sur le cofinancement. Vous voyez que ces partenaires sont nombreux : il y a l'ANRU, bien évidemment, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, les bailleurs sociaux – ils y sont tous, ACM, Hérault Logement, Erilia, SFHE, FDI Habitat –, l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires (ANCT), la Caisse des dépôts et consignations, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), Action Logement et le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) – puisque nous avons aussi des financements européens.

Vous voyez apparaître les participations et les ambitions, les axes d'intervention que nous allons mener sur le projet reconnu d'intérêt national du quartier de la Mosson. Quels sont-ils ? Intervenir sur le parc de logements sociaux, avec en particulier la démolition de 455 logements – dont la Tour d'Assas dont vous parliez, Monsieur le Maire, tout à l'heure –, la résidentialisation de 1 500 logements, la requalification de 944 logements et la reconstitution de 700 logements sur l'ensemble de la commune de Montpellier et la première couronne de la Métropole, puisque nous ouvrons largement la mixité sur l'ensemble des relogements de la population et des habitants de la Mosson. Le deuxième axe, c'est intervenir sur les copropriétés dégradées, qui sont nombreuses sur le secteur de la Mosson, avec en particulier la démolition de 2 résidences qui sont véritablement trop dégradées, qui représentent 198 logements – c'est l'Espérou et le Pic Saint-Loup. Le troisième axe est l'amélioration du cadre de vie et le renforcement de l'attractivité, avec le lancement d'études pour le devenir du centre commercial Saint-Paul et son environnement, qui demande beaucoup d'interventions pour que ce secteur redevienne un secteur attractif, la construction de pôles éducatifs – dont nous parlera peut-être Fanny DOMBRE-COSTE tout à l'heure – et d'une maison projet que l'on déplacera, des programmes immobiliers à vocation économique pour attirer les entreprises sur ce territoire, et une requalification des espaces publics apaisés. La diversité de l'offre de logements sera faite pour favoriser la mixité et connecter le quartier avec les nouveaux modes de déplacements pour favoriser les échanges.

Ensuite, il y a le projet d'intérêt régional des Cévennes, et là aussi, des axes d'intervention particuliers. Intervenir sur le parc de logements, avec la démolition de 57 logements, la démolition des dalles de stationnement pour réaménager l'ensemble de ce territoire qui est aujourd'hui très inclusif, aménager de nouveaux espaces publics qualitatifs, apaisés, en privilégiant bien évidemment les mobilités douces et actives. Le deuxième axe sera d'améliorer le cadre de vie des habitants : la résidentialisation de 874 logements, avec une scission de la copropriété, puisqu'aujourd'hui nous avons une copropriété unique ; l'opération se fera avec une scission en 12 copropriétés. Il y aura une requalification du bâti avec la réduction de la précarité énergétique, parce que ces bâtiments sont anciens et ce sont de véritables passoires énergivores. On plantera également une maison du projet avec, bien évidemment, la reconstruction de la Maison de quartier Chabrol – qui est aujourd'hui en cours de démolition. Le troisième axe sera de renforcer l'attractivité commerciale avec – Monsieur le Maire, ce que vous attendez depuis longtemps – la restructuration commerciale sur l'avenue Louis Ravas, pour donner à cette entrée sur le quartier des Cévennes une image de marque meilleure que celle d'aujourd'hui.

Cette convention, Monsieur le Maire, prévoit une clause de revoyure – vous venez de le dire – qui nous permettra de recalibrer les projets, après les concertations nécessaires avec les habitants, avec les associations, qui s'opéreront sur ces deux territoires de projet. Cette concertation est absolument nécessaire pour faire participer l'ensemble des habitants des Cévennes et les associations alentours.

Monsieur le Maire, je vous propose de délibérer sur cette étape importante que représente la signature de ce dossier ANRU et qui concrétise nos ambitions d'offrir aux habitants et aux secteurs économiques un cadre de vie apaisé. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame FAYE. J'ouvre le tour de parole. Il y a Madame JANNIN, Madame DOULAIN, Madame GIMENEZ, Madame OLLIER. Trois minutes chacune. Allez-y, Madame JANNIN.

Stéphanie JANNIN : Monsieur le Maire, chers collègues. À la lecture de cette délibération qui est en tout point conforme à celle qui a été proposée au Conseil de Métropole de la fin du mois de mars. Ce sont donc 380 millions d'euros qui sont affichés pour le budget ANRU à la Mosson et aux

Cévennes. C'est clairement un budget au rabais, qui laisse craindre un projet au rabais. Pour ce projet ANRU, vous le savez, il faut 1 milliard d'euros. Vous le savez puisque vous l'avez reconnu, Monsieur le Maire, lors de mon intervention la dernière fois en Conseil de Métropole, et vous avez également dit que ce serait à terme 1 milliard d'euros pour ce projet. Cependant, il n'y a encore pas un mot qui est mentionné dans cette délibération à ce sujet. Vous ne dites pas que ces 380 millions d'euros seraient par exemple une première phase. En tout cas, en l'état, la convention qui est signée l'est pour 380 millions d'euros ; le reste, finalement, n'est pas mentionné.

Je fais une simple petite comparaison, pour justifier ce montant de 1 milliard d'euros, qui est nécessaire pour faire un projet ANRU à la hauteur. Au Petit Bard, dans un projet ANRU dans le même cadre, ce sont 150 millions d'euros qui ont été dépensés à terme pour 3 000 habitants. À la Paillade et aux Cévennes, nous avons plus de 30 000 habitants, c'est-à-dire dix fois plus. Donc, d'un côté, 3 000 habitants, 150 millions d'euros, de l'autre, 30 000 et seulement 380 millions d'euros.

La Région participe à hauteur de 1,35 %, le Département à hauteur de 0,09 % sur ce projet ANRU, tel que vous le proposez. Ce n'est pas suffisant. Nous espérons vivement que les relations apaisées que vous mettez régulièrement en avant puissent être bénéfiques aux 12 % des Montpelliérains qui habitent ces quartiers.

Alors, je vais voter pour, parce qu'on ne vote pas contre un projet ANRU, quel qu'il soit. Mais c'est un vote pour qui est inquiet – je vous l'ai déjà dit au Conseil de Métropole. Pas d'évolution dans la délibération de ce Conseil municipal. Si, une évolution : il y a une phrase qui n'est pas mentionnée dans cette délibération du Conseil municipal, et qui l'était dans la délibération du Conseil métropolitain. Vous n'indiquez plus qu'il est proposé que les crédits soient inscrits au budget. Alors, est-ce à dire que vous avez un doute sur l'inscription au budget de ces crédits de 380 millions d'euros ? Je ne le sais pas. En tout cas, il faut beaucoup plus pour le projet Mosson et Cévennes ANRU, s'il vous plaît. Merci.

Monsieur le Maire : Merci Madame JANNIN d'avoir tenu le délai. La parole est à Madame DOULAIN, pour 3 minutes.

Alenka DOULAIN : Merci Monsieur le Maire. Chers collègues. Nous le disions durant toute la campagne municipale et depuis le début de ce mandat : il faut une vraie politique de rééquilibrage en faveur de l'Ouest de la métropole, et notamment de l'Ouest de notre ville. Forcément, l'abandon du stade de la Paillade, pour nous, ce n'est vraiment pas un bon signe. Heureusement que ce programme ANRU, monté il y a maintenant plusieurs années, va aider l'Ouest de Montpellier à être un peu plus viable.

Néanmoins, il y a un aspect du projet qui nous semble aujourd'hui vraiment bâclé. On a notamment relevé dans la délibération qui nous est proposée un verbiage macroniste insensé, notamment la phrase suivante : « *Le projet prévoit notamment de développer l'activité économique par la création de liens avec les startups. L'objectif est de créer une synergie économique.* » Ou encore la mention du « *marketing territorial* » pour le quartier des Cévennes. Et aussi un chapitre – il faut le dire – sur le développement durable, tout droit échappé du logiciel libéral des années 80. Est-ce que c'est cela, le projet économique pour l'Ouest de Montpellier, pour la Paillade ? Où en est-il de la stratégie de développement de l'emploi sur ce territoire qui compte plus de 46 % de chômage chez les jeunes ? Aurons-nous le droit à un nouveau fiasco comme Parc 2000, ces fameuses zones franches qui étaient censées résoudre le problème d'emploi dans les Quartiers Politique de la Ville (QPV) ? Pourquoi l'objectif de lancer un dispositif territoire zéro chômeur de longue durée – dont Monsieur LAOUKIRI a la charge – n'est pas mentionné dans ce rapport de 141 pages ? On ne peut qu'être consternés devant

la pauvreté du projet économique que sous-entend ce programme de rénovation urbaine. Pourtant, et je pense qu'on sera d'accord là-dessus, l'emploi, c'est la mère des batailles pour notre ville, et notamment pour ce quartier, et elle demande un esprit de concorde transpartisan. Cette rénovation urbaine va louper une partie de son objectif si elle ne répond pas à cet enjeu. Vous nous parlez, évidemment, de requalifications commerciales, mais ce n'est pas du tout à la hauteur des enjeux.

Notamment, il y a une initiative aujourd'hui : c'est la « *garantie emploi vert* », qui est portée par deux *think tank* nationaux et relayée par votre parti politique, votre groupe parlementaire, ainsi que les grands maires socialistes de France comme Martine AUBRY et Madame HIDALGO, mais pas par vous. Cela nous étonne quand même. Un récent sondage, qui est sorti ce jeudi sur ce projet de garantie emploi vert, qui permet de créer des emplois, notamment dans ces quartiers, pointe un consensus de la population sur ces sujets, de faire des politiques actives d'aide à l'emploi dans le secteur de la transition écologique et du lien. On est surpris aujourd'hui de votre silence sur cette proposition qui est consensuelle, vous qui, à l'accoutumée, aimez plutôt traiter les sujets nationaux. Avec votre tribune que vous confère le fait d'être maire de la septième Ville de France, il serait profitable à tous de faire comme les membres de votre parti, et prendre fait et cause pour cette initiative.

Évidemment, on va voter pour ce projet, qui est établi depuis plusieurs années, en espérant quand même que vous revoyiez votre copie sur la partie de la création d'emplois, notamment cet enjeu de créer des emplois non délocalisables sur les questions de transitions écologiques et de métiers du lien. Je vous remercie pour vos réponses.

Monsieur le Maire : Madame OLLIER.

Clothilde OLLIER : Je souhaite prendre la parole sur le projet ANRU. Ce projet me tient particulièrement à cœur, puisque le quartier de la Paillade m'est cher, depuis bien longtemps. Je suis surprise de la baisse des budgets, comme mes consœurs et confrères. On passe de 1 milliard d'euros à un budget bien moindre. Qu'en est-il et pourquoi ? Qu'est-ce que vous avez prévu ? Et puis, si on parle concrètement sur le terrain, que se passe-t-il réellement au niveau de l'ANRU et de la concertation des habitants ? Il y a la maison des projets qui [*coupure de son*] quelqu'un du quartier avec lequel les habitants de la Paillade aimaient discuter, échanger. Et ils avaient confiance en eux, alors que la loi de 2014 priorise la participation des habitants à cette concertation. Pourquoi avoir écarté cette personne, justement, des projets, de la concertation ? Est-ce que c'est par rapport à son opinion politique ? Je ne sais pas, et je n'espère pas en tous les cas, puisqu'on l'a vu déjà pas mal de fois. Pourquoi avoir arrêté la médiation avec les habitants ? Pourquoi est-ce que cette concertation est à l'arrêt depuis 9 mois ? Pourquoi les budgets ont diminué ?

Enfin, je terminerai : je suis allée sur place, bien sûr. Effectivement, le centre commercial Saint Paul, on sait qu'il est à l'abandon depuis bien longtemps. Moi, je ne l'appelle pas Saint Paul, je l'appelle Paillade 1, puisque c'était son nom à l'époque. [*Coupure de son*] grâce à ce projet ANRU. À savoir que les réserves sur les Gêmeaux n'ont pas été levées. Pourtant, plus personne n'est venu voir ce qui se passait aux Gêmeaux. Les travaux n'ont pas été terminés. Il y a des évacuations d'égout qui fuient au niveau des caves. Il y a un gros souci au niveau des Gêmeaux. Cela n'a pas été terminé. Donc si on fait les projets ANRU, il serait nécessaire de terminer les travaux, d'aller jusqu'au bout quand on fait un projet, et de ne pas l'arrêter avant.

Et puis j'avais une dernière question, en ce qui concerne l'amiante. Ces bâtiments sont aussi gavés d'amiante, sur le sol, sur les murs. Qu'en est-il des diagnostics avant travaux ? Est-ce que les habitants sont au courant qu'ils vivent dans des logements qui sont plein d'amiante et qu'il ne faut certainement pas effectuer des travaux ? Qu'en est-il ? Qu'avez-vous prévu. Et comment comptez-vous travailler

là-dessus ? Merci.

Monsieur le Maire : Merci, Madame OLLIER. La parole est à Madame GIMENEZ.

Clara GIMENEZ : Je vous remercie. Rapidement. J'entends parler depuis tout à l'heure d'un projet au rabais. Je crois qu'il nous faut effectivement avoir une ambition forte pour nos quartiers populaires. Pour rappel, à Montpellier, ils représentent 20 % de la population totale. C'est donc une partie énorme de notre population. Et nous nous battons pour que chacun puisse prendre ses responsabilités aussi, pour permettre aux habitants de vivre dignement dans les quartiers populaires. Aujourd'hui, on le sait, ce sont les premières victimes de la crise sanitaire, parce que ce sont aussi les personnes qui ont été en première ligne ; au moment où l'on était confinés chez nous, au chaud, les habitants des quartiers populaires, eux, continuaient à travailler et à être les premiers de corvée. Je nous invite collectivement à prendre, chacun, nos responsabilités. Nous, nous les avons prises, avec Monsieur le Maire. Nous nous sommes impliqués pour demander plus de moyens pour les projets de rénovation urbaine et pour toutes les politiques en lien avec les quartiers populaires. Et j'invite tout le monde à le faire, y compris auprès de la majorité La République En Marche.

J'entends dire que la question de l'emploi est au cœur des préoccupations, on en est bien conscients et on y travaille quotidiennement, avec l'ensemble des élus concernés par ces thématiques. La maison du projet : je tiens à saluer rapidement les équipes qui y travaillent, notamment sur les questions de logement, où on a des conseillères en économie sociale et familiale qui font un travail formidable, qui sont au quotidien auprès des populations pour leur proposer un nouveau logement et pour suivre leur situation et leur évolution, participer à l'ouverture des droits, etc. Vraiment, donc, je tiens à saluer le travail qui est réalisé.

Maintenant, j'aimerais que l'on prenne tous la mesure de l'enjeu qui se présente sur les questions de Politique de la ville, et notamment sur nos quartiers Mosson et Cévennes, qui sont dans une situation particulière. L'enjeu c'est, aujourd'hui, que chacun puisse vivre et travailler dignement dans nos quartiers populaires. Nous nous y engageons, y compris nationalement. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame GIMENEZ. La parole est à Madame DOMBRE-COSTE.

Fanny DOMBRE-COSTE : Merci, Monsieur le Maire. Je salue le travail qui a été effectué par ma collègue Maryse FAYE aux côtés du Maire pour élargir le périmètre de ce projet ANRU, notamment au quartier Saint Paul, pour mieux répondre aux besoins de ce quartier et de ses habitants, mais aussi pour accélérer la procédure, car nous connaissons la lenteur de ce type de projet. Accélérer, c'est donner aux habitants des perspectives claires et des délais recevables.

En ce qui concerne les écoles et les groupes scolaires, sont concernés sur ce projet, sur cette première phase, 6 groupes scolaires : 3 sur le pôle des Halles Mosson, 2 sur le pôle du Sud Mosson et 1 sur le pôle des Cévennes. Sur chacun de ces projets, bien sûr, nous allons insuffler les orientations de la nouvelle équipe municipale en matière éducative, notamment concernant la mixité sociale, en privilégiant quand c'est possible des fonciers en lisière de quartier. Mais, pour permettre la réussite scolaire, nous voulons aussi faciliter les liens avec l'ensemble des acteurs de la communauté éducative, les familles, les acteurs culturels et sportifs, pour renforcer la continuité éducative, indispensable à un bon parcours scolaire. Sur le pôle des Halles Mosson, sur lequel nous allons démarrer la concertation dans les semaines à venir, avec l'ensemble de la communauté éducative, mais aussi les usagers, donc les familles et les enfants, ce pôle éducatif sera un pôle éducatif intégré, incluant non seulement le scolaire et le périscolaire, mais également la petite enfance et les activités

sportives.

Monsieur le Maire : Merci, Madame DOMBRE-COSTE, de vos propos sur la question de l'école, parce que l'un des enjeux dans ces quartiers, c'est d'enrayer les processus de ségrégation qui peuvent être à l'œuvre et qui sont ressentis par les habitants. De ce point de vue-là, nous changeons complètement de braquet par rapport à ce que nous avons reçu, découvert sur les dossiers : les écoles en lisière de quartier, notamment l'école Julie Daubié, ne sera pas reconstruite sur elle-même, puisque vous le savez, elle est au cœur de la copropriété. Je veux saluer le travail des enseignants, remarquable, et pour essayer de travailler sur la carte scolaire, pareil [*coupure de son*].

Plusieurs points. Plusieurs points sur ces dossiers très importants qui visent à rééquilibrer la ville. D'abord, notre volonté est de maîtriser le temps. Les habitants entendent parler de l'ANRU à la Mosson depuis 2013, aux Cévennes depuis 2012. Il est temps que nous passions en phase active. Exemple, de manière emblématique: la Tour d'Assas, qui tombera en juin 2024. Aux Cévennes, avenue Louis Ravas, outre l'installation à terme d'une desserte par un bus à haut niveau de service - nous aurons l'occasion dans les mois prochains de présenter le caractère radicalement innovant de ce mode de transport, pour faire en sorte que le réseau de bus soit bien plus performant que ce qu'il n'est en l'état -, il y aura un arrêt, ce sera desservi, parce que là-bas, la desserte en transport en commun n'est pas satisfaisante. D'ici à la fin de l'année, donc, l'environnement des commerces de l'avenue Louis Ravas sera requalifié par un aménagement permettant de changer l'ambiance. Puisque si vous y êtes passés ce dimanche, en préparant les uns les autres les dossiers, comme moi : c'est le chaos, le chaos avec des voitures ventouses, des poubelles n'importe comment, une voirie complètement défoncée. Nous allons donc faire un aménagement qui va déjà permettre de rendre lisibles les actions de l'ANRU. De la même manière, je veux le dire, sans polémique aucune : quand le 16 mai dernier a été délivré, alors qu'il n'était pas conforme, un permis d'extension d'un lieu de culte pour l'agrandir, je ne trouve pas cela très sérieux. Face à l'illégalité, nous l'avons donc fait retirer, y compris parce que cette réflexion doit s'insérer dans la transformation de ce secteur dans la zone ANRU. Il faut de la temporalité.

Quant au niveau d'ambition, évidemment que les crédits vont être au rendez-vous, autant que l'action. Je l'ai évoqué en introduction. Et puis nous sommes allés, avec Coralie MANTION, rencontrer Monsieur GRIVEL pour introduire le centre commercial Saint Paul, qui hélas n'était pas dans le périmètre. Tout comme nous sommes... Et je veux saluer ici le travail de Monsieur COTE. Quand, aux Hauts de Massane, la situation en matière de sécurité s'est dégradée et que s'étaient installés des vendeurs de drogue dans les parkings souterrains, terrorisant un comité de quartier, la réponse coordonnée ne s'est pas faite attendre. Elle a obtenu des résultats, et aujourd'hui, les auteurs de ces intimidations contre des citoyens engagés ont été sanctionnés par la justice, d'une part, et d'autre part, les caves d'immeuble font l'objet d'un traitement pour empêcher de terroriser les habitants qui, légitimement, aspirent à la quiétude. C'est difficile, ces quartiers. C'est très difficile. Mais il faut y mettre toute l'énergie de nos puissances des services publics.

Il a été évoqué les questions d'emploi. Bien sûr qu'il faut une revitalisation commerciale. Bien sûr, parce que là-bas, le commerce se déqualifie, les baux commerciaux baissent, leur valeur baisse, et résultat, le commerce n'est plus attractif. C'est aussi le travail que nous faisons sur le marché illégal de la Mosson depuis le mois de juillet, qui déstabilise les commerçants, qui loue des commerces qui sont installés dans les halles des quatre saisons, pour faire en sorte qu'ils puissent exercer dans de bonnes conditions. Dans le bâtiment URSSAF que nous avons acquis, il y a deux conseils, et je remercie l'unanimité qui s'est jointe à cette acquisition, il y aura une place pour l'emploi. Nous allons y faire une antenne du BIC. Le BIC, c'est le grand incubateur labellisé mondialement qui va s'installer dans ce quartier, parce que justement, ceux qui veulent créer des entreprises doivent bénéficier de ce

label pour les tirer vers le haut - tout comme grâce à l'action résolue et déterminée de notre collègue Mustapha LAOUKIRI. Parce que le chômage n'est pas une fatalité, nous allons déployer le territoire zéro chômeur, d'abord à titre expérimental dans les Hauts de Massane.

Cette volonté de rééquilibrer la ville est donc là. L'ANRU ne peut pas n'être qu'une incantation. Elle doit devenir une réalité. C'est pour cela qu'elle doit se voir spatialement, elle doit mobiliser les acteurs. Dans la réorganisation que j'ai demandée à Monsieur NYS, il y aura une figure, une sorte de... Je prends cette image de Directeur général territorialisé pour conduire le projet ANRU, pour coordonner l'ensemble de l'action des services publics territoriaux. Parce que, fonctionnant bien souvent par silo, empêchant de coordonner l'action, les résultats n'étaient pas aussi satisfaisants. Nous allons également changer d'approche là-dessus, pour que cette délibération donne toute son efficacité.

J'ai entendu le chiffre du Petit Bard. Le drame du Petit Bard, c'est que tout cela a commencé en 2004. Et si vous vous baladiez hier, même sous le crachin montpelliérain, sur l'avenue de Lodève, les voiries sont encore en chantier. Et la temporalité des projets de rénovation urbaine, quand elle s'étend, elle ne règle pas les problèmes. Et nous devons re-maîtriser le temps. Je ne jette la pierre à personne. Je pose ce diagnostic. Comme à la cité Gély. Quand vous laissez à l'abandon, vous vous retrouvez avec un point de deal. Il doit donc y avoir une mobilisation, et je ne doute pas, mes chers collègues, que l'unanimité saluera cela.

De la même manière, les moyens : bien sûr que dans le prochain CPER, dans les négociations avec la Région, nous allons travailler pour inscrire ces quartiers, notamment sur les enjeux de rénovation thermique de l'habitat, parce que ce sont des passoires thermiques. Et là, c'est un levier de travail pour nos artisans, qui doivent monter en compétence sur ces sujets d'une part ; mais c'est aussi du pouvoir d'achat pour les locataires ou les propriétaires qui habitent là-bas. Sur le volet contrat territorial, sans doute, nous aurons une enveloppe. Mais je regrette, et je veux le dire ici, que le précédent CPER, et notamment le volet territorial, n'ait pas été intégralement consommé. Nous, nous le consommerons, y compris pour les quartiers populaires.

Enfin, je voudrais rassurer, rassurer les habitants, à la fois de la Mosson et des Cévennes. Il y aura évidemment des temps de concertation sur les aménagements, sur ces projets-là, parce qu'ils doivent être pleinement engagés, parties prenantes du processus de transformation de leur quartier. La crise, c'est vrai, ne nous aide pas. Pour les Cévennes, nous avons d'ores et déjà réuni l'ensemble des syndicats pour mener le processus juridique de division. On leur a présenté les grands enjeux. Nous passerons dans un second temps évidemment avec les habitants, qui attendent beaucoup de ces projets, car ils en ont beaucoup entendu parler, et pas encore vu concrètement la réalité ; et les maisons des projets seront évidemment très présentes pour donner des calendriers, des jours, des dates précises, pour dire à quel moment cela se fait et pour accompagner au mieux les habitants. Actuellement, il y a une permanence d'ACM, que je veux saluer, qui accompagne le relogement des habitants de la Tour d'Assas dont j'ai fait référence.

Voilà comment nous allons travailler sur ces sujets. Il y aura d'autres rendez-vous, et en Conseil municipal, et en Conseil de Métropole. Il y aura des rendez-vous avec les habitants. Cela s'inscrit au demeurant, outre les conventions ANRU, dans une politique globale de requalification des écoles, des cantines, des politiques de transport, des politiques sportives, des politiques culturelles – nous y viendrons –, de la politique de l'emploi. Nous aurons donc un changement radical d'approche, du point de vue opérationnel, pour mener cela à l'occasion de la réorganisation, parce qu'il n'est pas question que l'opération ANRU dure comme au Petit Bard, s'éternise sur une vingtaine d'années, et que les habitants de ces quartiers vivent dans des chantiers permanents.

Je vous remercie. Je propose de passer au vote. Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

3. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Affirmation d'un nouveau projet de ville durable à inscrire dans le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Climat

Monsieur le Maire : Madame FAYE, sur la contribution et les orientations de la commune de Montpellier dans la perspective de l'adoption du PLUi Climat, qui sera voté à la Métropole et qui permet de poser les nouvelles règles, de nouvelles orientations en matière d'urbanisme et d'aménagement, pour notamment éviter une densification non maîtrisée sur le territoire de la commune, la destruction du tissu pavillonnaire ou la construction de logements sans que les équipements publics suivent. Je vous donne la parole.

Maryse FAYE : Merci, Monsieur le Maire. Depuis notre prise de fonction, nous avons analysé le document d'urbanisme qui régit aujourd'hui le développement de notre ville. Force est de constater que ledit document, qu'on appelle le PLU (Plan Local d'Urbanisme), ne correspond pas à toutes les avancées que nous avons définies pendant la campagne électorale, que ce soit dans le domaine social, dans le domaine économique ou dans le domaine écologique. Comme vous aimez à le répéter, Monsieur le Maire, vous le répétez souvent aux promoteurs, ici, ce n'est plus *le « Far West »*. Nous voulons pour les Montpelliérains et les Montpelliéraines, et pour les futurs habitants, une ville résiliente et évolutive, une ville accueillante, inclusive et solidaire, une ville qui soutient et développe l'emploi, une ville plus haute et raisonnablement dense, une ville sobre en énergie et respirable, une ville des proximités, une ville innovante dans son esthétique architecturale et dans sa forme urbaine, une ville plus verte, respectueuse de la biodiversité, une ville nature comme vous venez de le préciser dans votre avant-propos.

Parce qu'il y a urgence à agir, nous avons mené une réflexion collective, avec Coralie MANTION, Vice-Présidente à l'Aménagement du territoire à la Métropole, et les services concernés, que je remercie, et nous avons arrêté sept nouveaux paradigmes qui font écho à cette ambition et qui doivent être intégrés au PLUi Climat métropolitain en cours d'élaboration. Vous avez sous les yeux ces sept nouveaux paradigmes. Je vous propose, mes chers collègues, de les découvrir, vous, et les promoteurs et architectes qui devront se conformer à cette dimension durable du projet urbain de Montpellier. Nous allons les examiner l'un après l'autre.

Le premier paradigme, c'est rééquilibrer la ville vers le Nord et l'Ouest. On en a parlé déjà pour le quartier de la Mosson. C'est effectivement un enjeu fort. Nous engagerons le projet Med Vallée, porteur de dynamiques économiques et de création d'emploi, un projet qui irriguera tout le nord de Montpellier, mais également les communes riveraines. Le préfigurateur, Monsieur DOMY, a déjà été sur la planche, puisqu'avec Hind EMAD, le projet est déjà en cours de réflexion.

Deuxième paradigme, deuxième élément dans ce paradigme de rééquilibrer la Ville : accélérer les

projets de rénovation urbaine, l'ANRU et la Mosson, dont nous venons de voter la signature. Le deuxième paradigme, c'est lutter contre l'étalement urbain. Refaire la ville sur elle-même par une densification douce, pour permettre l'édification de logements sans consommation de foncier. Reconquérir les friches, là aussi pour économiser le foncier. Concentrer les constructions nouvelles sur des périmètres de projets maîtrisés. Promouvoir une grande qualité urbaine et architecturale. Intensifier la Ville lorsque les conditions sont réunies – et vous avez raison, Monsieur le Maire, avec des dessertes en transports en commun, avec les équipements publics nécessaires –, en instaurant un discours de la hauteur. L'objectif, c'est mettre le curseur au bon endroit, entre artificialisation et préservation.

Le troisième paradigme, c'est préserver l'exceptionnelle biodiversité et les terres agricoles qui sont sur notre territoire, avec une réduction des extensions urbaines qui était déjà prévue, une création d'agriparks ouverts au public comme sur le secteur des Bouisses (projet de campagne). Protéger et régénérer le patrimoine végétal existant sur les parcelles, et publiques, et privées, avec la Charte de l'arbre et le Comité de l'arbre, chers à Stéphane JOUAULT.

Le quatrième paradigme, c'est porter une attention particulière à la Ville existante et à haute valeur patrimoniale. Préserver la forme urbaine et la qualité de la ville historique et des faubourgs, avec l'optique d'un classement UNESCO. Définir des règles relatives aux hauteurs, aux modalités d'implantation, dans une logique de continuité avec le tissu urbain ancien. Protéger et enrichir le patrimoine architectural inventorié, cher à Boris BELLANGER.

Le cinquième paradigme, s'il vous plaît : adapter le territoire au réchauffement climatique. Bien sûr, lutter contre les îlots de chaleur urbains et l'artificialisation des sols – vous commencez, Monsieur le Maire, avec la Comédie. Promouvoir un pourcentage important de pleine terre avoisinant les 50 %, tout ceci pour favoriser la perméabilité des sols et lutter contre les inondations ou les ruissellements. Garantir la qualité de la production des constructions avec les filières des matériaux biosourcés et, en ce sens, porter les entreprises qui ont justement cet objectif et cette trajectoire de matériaux biosourcés pour développer l'emploi. On parlait de l'emploi vert tout à l'heure ; c'est exactement dans cette rubrique. Planter abondamment les cœurs d'îlots pour le confort des logements.

Le sixième paradigme est d'accompagner la transition des mobilités, chère à Julie FRÊCHE. Inscrire des emplacements réservés pour créer des aménagements de modes actifs. Promouvoir l'aménagement de la ville du quart d'heure. Promouvoir des stationnements vélos qualitatifs et sécurisés dans toutes les opérations immobilières, en rez-de-chaussée d'immeuble pour que cela soit facile d'accès, avec bien évidemment une qualité sur l'emplacement des vélos cargos, les vélos électriques, etc., qu'on ne peut plus monter sur les balcons comme c'était le cas dans le passé avec des vélos légers.

Le septième et dernier paradigme, c'est promouvoir un habitat et un cadre de vie de qualité et accompagner la transition énergétique, avec le développement d'une offre en logements qui réponde à tous les besoins en s'appuyant sur la servitude de mixité sociale, puisque vous le savez, Monsieur le Maire et mes chers collègues : nous avons un taux de demandes de logement social très important. On va donc aussi réduire les projets d'investisseurs qui ne correspondent pas du tout aux besoins des habitants futurs de Montpellier. Promouvoir un habitat collectif de qualité, véritable alternative à la maison individuelle, en s'appuyant sur la servitude de taille des logements, mais en préservant, comme vous le disiez, les lotissements constitués, car on n'en fera plus sur Montpellier, et c'est un produit qui est aussi très demandé – on l'a vu par rapport à la pandémie, qui demande de vivre « *indoor* » et « *outdoor* ». Ménager des espaces plantés de transition entre le domaine public et le domaine privé pour le confort des logements qui sont situés en rez-de-chaussée, avec une bande de

cinq mètres de recul pour permettre des plantations.

Ces paradigmes, Monsieur le Maire, seront intégrés au PLUi Climat, mais qui ne sera opposable qu'en 2023. Aujourd'hui, il est important d'anticiper et de solliciter la Métropole pour que nous puissions opposer des sursis à statuer sur les permis de construire qui seraient déposés par les promoteurs et qui ne respecteraient pas ces nouvelles ambitions. Tous les promoteurs que j'ai rencontrés le savent : je ne transigerai pas. L'anticipation fait partie de mon ADN et nous n'attendrons pas 2023 pour que ces paradigmes soient appliqués. Nous n'avons plus le choix, il faut agir maintenant. Le PLUi a eu du retard. Aujourd'hui, agissons. Je vous propose, Monsieur le Maire, d'en délibérer.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame FAYE. J'ouvre les prises de parole. Madame OLLIER, Madame DOULAIN, Monsieur JAWHARI. Allez-y, Madame OLLIER.

Clothilde OLLIER : *[Coupure de son]* Très courte intervention. *[Coupure de son]* Cela reste des paroles. Sur le terrain, ce n'est pas ce qu'on voit. Du dernier étage de l'hôpital Gui de Chauliac, quand on regarde, on a 8 grues en face de soi. Je voudrais savoir : qu'en est-il pour le terrain agricole du Pont Trinquat ? Qu'est-ce que vous allez en faire ? Qu'est-ce qui va se passer ? La friche Mimi, qu'allez-vous en faire, puisque c'est un espace vert et, visiblement, il va être construit quelque chose, alors que vous auriez pu arrêter ce projet ? D'autres projets, comme le projet de Celleneuve, où les habitants vont se retrouver sur une zone qui est hyper-densifiée, qui va encore se retrouver avec un immeuble au ras de leurs habitations, alors qu'eux souhaiteraient y faire intégrer un jardin, puisque c'est sur d'anciennes constructions de maisons. J'entends ce que vous voulez faire, mais par contre, l'adéquation entre ce que vous dites et ce que vous faites, il n'y en a pas, en fait. Donc j'aimerais savoir ce qui se passe, et pourquoi. Et est-ce que vous allez bientôt prendre des choix politiques forts pour arrêter ces constructions et cette bétonisation de la ville ? Merci.

Monsieur le Maire : Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues, après des mois de travail, vous nous présentez à travers cette affaire un peu la liste au Père Noël que nous ferons passer à la Métropole et qui fixe nos ambitions en tant que commune sur le travail de notre futur PLUi. Qu'est-ce qu'on trouve dans ce document ? Certes, des éléments louables : rééquilibrer la ville vers le Nord et l'Ouest ou lutter contre l'étalement urbain. Mais concrètement, on n'a pas vraiment grand-chose. Il n'y a aucune ambition chiffrée et vous ne faites même pas référence à un objectif de zéro artificialisation nette. Est-ce que c'est une promesse de campagne qu'on est en train d'enterrer ici ? Et le seul chiffre que vous citez est le coefficient d'occupation des sols de 50 % sur la Métropole, dont la faisabilité et l'ambition interrogent, puisque certaines communes ont aujourd'hui des normes bien plus importantes.

On y trouve par contre des éléments qui ne nous regardent pas et qui ne pourront pas être réglementés par le PLUi, comme l'utilisation de matériaux de construction biosourcés. Je trouve évidemment louable cette intention, mais cela n'a pas grand-chose à faire dans ces documents. Et pourtant, à l'inverse, il y a des objectifs qui pourraient l'être et qui ne sont pas mentionnés, et c'est bien dommage. Nous aurions pu par exemple affirmer notre ambition en matière de sobriété énergétique, affirmer notre intention de mobiliser l'article L.151-28 du Code de l'urbanisme, qui permet d'instaurer un bonus aux constructions faisant preuve d'exemplarité énergétique, ou alors d'indiquer, comme c'est le cas par exemple dans le PLU de Dijon et de Marseille, notre volonté de construire des bâtiments orientés de manière à ce qu'ils bénéficient au mieux des apports solaires. Mais à la place, nous avons, je cite : atteindre des objectifs de performance énergétique renforcée sur le cadre bâti.

Est-ce que c'est cela, aujourd'hui, notre ambition ? C'est d'atteindre des objectifs de performance ? Qu'est-ce que vous avez fait depuis 6 mois ? Voilà, c'est typiquement le genre d'objectifs qu'il faut aujourd'hui voir précisés, même à ce niveau-là de demande par rapport au PLUi.

Surtout, là où le vide se fait le plus sentir, c'est dans l'absence totale d'ambition sur les énergies renouvelables qui ne sont même pas citées une seule fois. Tant, pourtant, aurait pu être dit, notamment sur le développement du solaire, qui est un domaine qui peut être réglementé par le PLUi. Premièrement, on aurait pu afficher clairement notre volonté de permettre, partout où cela est possible et esthétiquement acceptable évidemment, l'installation de captation de l'énergie du soleil sur les toits de notre ville. Deuxièmement, dire que nous voulons permettre, comme cela est fait par exemple à Lyon ou Grenoble, des exceptions de hauteur pour les installations solaires sur les bâtiments. Et puis troisièmement, affirmer notre volonté d'imposer comme le permet l'article L.151-21 du Code de l'urbanisme, un taux minimum de production d'énergie renouvelable à toutes les constructions neuves. Aujourd'hui, les installations solaires sont rentabilisées en sept ans et offrent un revenu pour les vingt années qui suivent. La Métropole de Saint-Etienne par exemple, qui n'est pas l'une des plus ensoleillées, il faut bien le dire, va équiper 250 000 mètres carrés de toitures sur ses bâtiments publics de panneaux solaires. Nous, par exemple, si nous équipions... Je vais prendre un exemple, pour que ce soit vraiment concret pour tout le monde. Les 9 000 mètres carrés de la piscine d'Antigone, ce serait environ 240 000 euros de revenus annuels pour notre Ville. Alors, à la place, à Montpellier, on se lance dans de vastes opérations de naming. Vous avez justement renommé le PLUi en PLUi-Climat, et à la place d'installer des panneaux solaires sur la piscine Antigone, qui rapporteraient...

Monsieur le Maire : Merci, Madame DOULAIN. Acheminez-vous vers votre conclusion. Merci.

Alenka DOULAIN : Nous voterons donc contre ce texte, non parce que, dans sa substance, les intentions ne sont pas louables, mais parce que, pour nous, l'exercice est raté. Parce que...

Monsieur le Maire : Merci. La parole est à Monsieur...

Alenka DOULAIN : Je termine juste rapidement. Donc pour nous...

Monsieur le Maire : Vous êtes à plus de 3 minutes 30.

Alenka DOULAIN : Écoutez, ce sont 5 minutes par intervention, donc...

Monsieur le Maire : 3 minutes.

Alenka DOULAIN : La perspective d'offrir un mieux-vivre et des économies chez l'ensemble des Montpelliérains, c'est cela l'occasion qui est aujourd'hui ratée avec ce PLUi. Merci pour vos réponses.

Monsieur le Maire : Monsieur JAWHARI.

Salim JAWHARI : Monsieur le Maire. Bonjour, mes chers collègues. Le Plan d'urbanisme intercommunal tant attendu est un outil stratégique qui est au service d'un territoire et qui, je l'espère, sera cohérent. La présentation de ce PLUi est l'occasion de mettre en place une approche d'économie circulaire. L'économie circulaire doit être déployée de manière transversale, comme cela a été fait dans plusieurs métropoles – la Métropole de Grenoble, la Métropole du Grand Lyon, la Communauté d'agglomération aussi de Chambéry. Pour l'instant, l'approche d'économie circulaire dans les collectivités locales se fait surtout par le biais de projets ponctuels, en particulier sur la gestion des

déchets. C'est le moment pour nous de s'inscrire dans cette démarche. La stratégie d'aménagement et de planification de notre territoire est le point d'entrée, autant pour les zones périurbaines que pour les zones urbaines. C'est l'occasion de faire quelque chose de cohérent en insérant aux alentours de, pas que pour Montpellier, pour tous les villages autour, de les accompagner dans cette démarche-là.

Je vais rejoindre aussi les propos de ma collègue pour l'insertion dans le Plan local d'urbanisme intercommunal de la gestion des énergies renouvelables, d'imposer à chaque construction d'avoir une part d'énergie renouvelable et aussi, pour les toits terrasses, une partie végétalisée. Je vous invite aussi à consulter le livre blanc de l'ADEME qui ouvre pas mal de pistes de réflexion pour intégrer l'objectif d'optimisation de l'usage de toutes les ressources dans les opérations d'aménagement, que ce soit dans les ZAC, les zones d'aménagement concerté, mais aussi dans les nouveaux écoquartiers comme par exemple à la ZAC Domaine de Caylus à Castelnau, et aussi d'avoir des outils de planification.

Je finirai par cette citation : « *L'économie circulaire peut devenir un atout incontournable pour faire de nos territoires et de nos villes des espaces sobres, résilients et résolument circulaires.* ». Merci de votre attention.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Plusieurs éléments en complément de l'exposé très clair de Madame FAYE. D'abord, juste une petite correction, mais il existe déjà un système photovoltaïque sur la piscine olympique d'Antigone, qui a été fait à l'époque par un élu, que je salue et qui est Christophe MORALES, qui avait suivi cela de très, très près.

Plusieurs points sur ces orientations. C'est très important qu'il y ait cette délibération au Conseil, parce qu'elle donne un cadre aux promoteurs. Et c'est un message très clair, très ferme qui va être adressé par cette instance. Ceux qui ne le voteront pas en prendront la responsabilité. Nous avons vu ces derniers temps dans la ville, ci et là, des maisons qui devenaient d'un seul coup des immeubles collectifs qui étaient en limite du trottoir, se préoccupant peu de l'espace public, qui étaient des biens vendus sur des produits de défiscalisation à 90 %, qui n'étaient donc pas des projets de vie, mais des opportunités immobilières se faisant peu de questions de la place dans les écoles, dans les crèches, de l'environnement immédiat. L'urbanisme, c'est le magistère du temps long ; et quand on pose des règles nouvelles, on pousse les acteurs à se positionner dans ces règles. Il y a, ici et là, un héritage. Voilà. Mais là, en posant ces règles, on dit comment cela se passe, et cela va renforcer le dialogue avec la filière de l'immobilier pour laquelle nous avons des exigences, des exigences de répondre à cette commande très légitime à laquelle la jeune génération nous invite. La meilleure énergie, c'est celle qu'on ne produit pas. C'est de construire dans la Ville d'après Covid-19, où on a besoin de grands logements, de logements traversants qui ont disparu. La taille des T3 a atteint 58 %, est tombée à 58 %. Justement, là, nous posons des règles où la qualité de l'habitat doit être au rendez-vous. Nous ne disons pas qu'il ne faut pas des logements ; d'ailleurs, tout le monde sait ici qu'il y a beaucoup de gens en difficulté qui ont besoin de logements. Mais il faut bien du logement, bien du logement dans la qualité de l'habitat, bien du logement dans la réalisation, dans l'environnement, et bien du logement dans son usage sur la longue durée. Et naturellement, nous allons continuer à mobiliser les outils qui sont en notre possession.

Et je veux le dire ici, par exemple, quand nous installons la chaufferie à bois dans le secteur de l'EAI, que faisons-nous ? Nous trouvons un nouveau système pour chauffer les logements, les nouveaux logements. Et mieux que cela : la tuyauterie franchira l'avenue de Toulouse et participera au confort thermique des résidences du Mas Drevon, qui aussi, grâce à l'action de la Métropole en partenariat avec la Région et l'État, va pouvoir opérer la rénovation de cette copropriété-là – 500 logements. Comme d'ailleurs nous le faisons à l'ouest de la ville, et la Métropole a reçu 400 000 euros de

subventions de la Région sur la grande copropriété de Las Rébès pour avoir des objectifs de sobriété thermique. Nous communiquerons d'ailleurs prochainement sur l'énergie qui est produite à Montpellier, par le photovoltaïque, par la filière bois. Et nous fixerons des objectifs de développement, parce qu'évidemment la question de la cinquième façade compte, c'est-à-dire le toit. Il peut être plus sobre parce qu'on végétalise, il peut être utilisé pour le photovoltaïque. Évidemment, ces contributions-là, vous n'aviez peut-être pas toutes les données techniques, mais elles existent.

Et puis il y a un autre enjeu qui est posé. C'est : continuons-nous à artificialiser ? Quand on dit qu'il faudra conserver 50 % de pleine terre, hors la partie Écusson première couronne, nous évitons l'artificialisation trop massive des sols, qui pose ensuite des problèmes du point de vue du réseau d'inondation. Quand il y a une bande de recul de 5 mètres par rapport à l'espace public, on permet de végétaliser et de s'inscrire dans le plan Ville nature ou, entre le logement et comme on peut le voir par exemple du côté de Près d'Arènes, d'avoir une bande de fraîcheur de nature, qui à la fois protège les vis-à-vis mais aussi participe à rafraîchir la ville. Voilà donc les nouvelles règles.

Puis je voudrais le dire à la promotion, aux architectes : il faut mettre du beau dans la ville ; il faut plus d'exigence sur la qualité architecturale ; il faut clairement donner place à la créativité. Il y a des choses remarquables qui se font et cela doit être salué, mais il y a parfois trop de banalités dans la réalisation de certains bâtiments. Cette esthétique, elle est extrêmement importante. Je le dis ici : Montpellier peut être un territoire d'innovation, pour construire de manière biosourcée, construire dans la ville d'après Covid-19. Les acteurs de l'immobilier représentent près de 40 % de l'emploi. Ils peuvent déployer ici des savoir-faire qui leur permettront ensuite d'aller ailleurs. Et Madame RIBOT, en tant que Vice-Présidente de la SERM, conduit un travail, par exemple, sur une rénovation avec des bâtiments biosourcés, pour avoir une sorte de chantier-école, chantier-démonstration, qui fait réfléchir l'ensemble de la filière et qui améliore la qualité de l'emploi.

Que ce soit sur les modalités de construction, que ce soit sur les défis énergétiques, que ce soit sur le rapport avec la nature, que ce soit sur les enjeux de production de logements, et nous savons que tant de Montpelliérains et de Montpelliéraines sont dans la difficulté, nous essayons de poser là des règles. Et c'est dans le cadre de ces règles que doivent se construire les logements. C'est parce qu'auparavant, il s'est passé une grande bascule sur notre territoire. Il y avait plus de logements produits hors des ZAC, c'est-à-dire hors des territoires de projets, que dans des territoires de projets, et cela a impacté la qualité de vie des Montpelliérains. Il est clair qu'il faut continuer à accompagner un certain nombre de projets, mais il est clair que dans certains espaces de la Ville - rue Monsieur Teste, avenue Louis Ravas, quartier des Aubes, avenue du Père Soulas - il faut pouvoir corriger le tir, et c'est le sens de ces règles qui nous sont proposées par Madame FAYE au titre de la commune et qui se retrouveront dans le PLUi Climat, et je ne doute pas que les acteurs prendront la responsabilité de les accompagner au mieux. En tout cas quand la règle est posée et connue, tout le monde s'y met. Et rassurez-vous : on aura l'occasion de reparler des enjeux de sobriété énergétique, et je suis certain que vous serez vous-même assez impressionnés des réalisations qui sont conduites par la filiale Énergies du Sud.

Je mets aux voix.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

4. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Lancement d'une démarche citoyenne

d'Habitat participatif - Approbation

Monsieur le Maire : Madame FAYE, affaire n° 4 sur l'habitat participatif, assez rapidement ?

Maryse FAYE : Merci, Monsieur le Maire. L'habitat participatif fait partie justement des nouvelles formes d'habiter dont on parlait tout à l'heure, et il est vrai que ce mode d'habiter permet à des groupes de citoyens de se réunir pour réaliser le projet de leur idéal de vie. Il y a déjà deux projets qui ont été réalisés sur Montpellier ; il y en a un autre qui est en cours. Mais ce n'est pas assez, Monsieur le Maire, et l'on vous propose dans cette délibération de décider que dans chaque ZAC, il y aura un lot qui sera cédé à un groupe de citoyens pour réaliser cet habitat participatif. Le prochain sera lancé pour la ZAC Beausoleil sur un quartier nouveau, qui commence à voir le jour sur l'avenue de Lodève, et là aussi il y aura cet habitat participatif qui permet à tout un chacun de construire, imaginer et travailler sur ce partage d'habitation.

Monsieur le Maire : Merci, Madame FAYE. Donc l'habitat participatif, l'autopromotion, la mobilisation de citoyens. Voilà les deux sur lesquels nous délibérons. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. Villes aseptisées et anonymes, isolement de nos aînés, manque d'espace pour les familles reléguées en périphérie, logements mal conçus : la manière dont nos métropoles ont organisé le logement contribue à une société individualiste, avec des comportements spéculatifs, avec de l'hyperspécialisation où on sépare les résidences pour seniors, pour étudiants, etc., qui détruit le lien social. L'habitat participatif, ce n'est donc pas la cerise sur le gâteau, mais un axe qui doit être prioritaire pour repenser la manière dont nous habitons notre ville. C'est vraiment une arme pour lutter contre l'exclusion. À Zurich par exemple, en Suisse, c'est 20 % des logements qui sont sous forme coopérative.

Dans cette affaire vous nous proposez de réserver un lot à l'habitat participatif pour les futures nouvelles ZAC. En soi, pourquoi pas. Cela a par exemple été le cas déjà sur la ZAC EAI, où il y a 17 logements qui ont été fléchés sur l'habitat participatif, mais sur un programme de quartier qui lui compte plus de 2 000 logements – je vous laisse faire le ratio. Vous l'avez compris : pour nous, ce n'est pas un engagement qui est aujourd'hui suffisant.

J'ai donc deux questions très rapides. Sur les consultations qui vont être lancées par notre société d'aménagement pour choisir les habitats participatifs sur ces ZAC, avez-vous déjà prévu d'y mettre des critères sur l'insertion dans ses cahiers des charges de demande de production de logements sociaux, en lien avec ces opérations ? Et puis surtout, ma question c'est : quelles autres mesures d'accompagnement au déploiement de l'habitat participatif allez-vous proposer ? On trouve dommage que vous ne profitiez pas de cette affaire pour nous présenter un plan plus cohérent sur l'ensemble du mandat, de comment vous allez soutenir ces initiatives. Il y a de nombreuses villes - Nantes, Strasbourg, Bordeaux - qui financent par exemple une partie de l'assistance à maîtrise d'ouvrage, qui est primordiale, on le sait, pour la réussite de ces projets qui sont longs. D'autres collectivités vont plutôt organiser et financer des ateliers de formation pour les habitants. Certaines vont plutôt se pencher aujourd'hui sur la création d'un service public dédié à ces logements participatifs pour vraiment appuyer ces initiatives. C'est d'ailleurs ce qu'on portait évidemment, sur ces différentes mesures, dans notre programme un nouvel espoir. Il est aussi possible d'actionner des garanties d'emprunt ou encore de flécher les terrains et immeubles publics sur ce type de projet avec des baux emphytéotiques. Finalement, ce qu'on souhaiterait, c'est en fait savoir quel va être votre engagement en termes de proportion de logements coopératifs participatifs sur la part globale de logements. C'est en fait là-dessus qu'on pourra vous juger en 2026. Merci pour ces éléments de

réponse.

Monsieur le Maire : Merci. Donc c'est très simple : on va lancer ces deux nouvelles consultations. Il faut soutenir l'habitat participatif., minimum un lot par ZAC. Et comme d'habitude, on va pouvoir avoir un accompagnement à maîtrise d'ouvrage. Cela avait été le cas pour le premier lot Mas Cobado aux Grisettes. Et évidemment les bailleurs sociaux sont invités à être parties prenantes, à la fois pour l'équilibre, enfin pour les lots d'une part, et d'autre part aussi parce qu'ils peuvent participer à sécuriser une partie du financement. L'exemple qui est donné, c'est Tübingen, et pas Zurich, où là-bas, c'est 30 % de lots participatifs. En tout cas, ce qu'on souhaite c'est pouvoir accompagner la dynamique des groupes qui se forment, parce qu'il est très important de soutenir, d'accompagner pour que ces projets puissent aller à terme. Et nous avons été interrogés notamment par toutes les tous les gens qui portent ces projets, les associations et cohabitants, et nous mettons en œuvre ici nos engagements.

Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

5. Protection de la population et tranquillité publique - Plan Pauvreté - Attribution d'une subvention visant à améliorer la sanitation du bidonville de Zénith 2 - Exercice 2021 - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Madame DUFOIX, allez-y. Caroline.

Caroline DUFOIX : Merci de me donner la parole. Montpellier a sur son territoire des lieux de vie que l'on peut qualifier d'indignes. Treize bidonvilles sont actuellement répertoriés, qui rassemblent un peu moins de 1 000 personnes. Ces personnes vivent dans des habitats de fortune, avec des conditions sanitaires alarmantes, compte tenu, entre autres, de l'absence d'infrastructures nécessaires à la vie quotidienne permettant ainsi de répondre aux besoins primaires.

Un de vos axes de campagne explicitait clairement votre détermination à lutter contre la pauvreté, un des programmes portant plus particulièrement sur les bidonvilles et sur votre volonté de mettre en place un plan de résorption de l'habitat indigne en mobilisant les associations et acteurs de la solidarité. Depuis votre élection, notre élection, nous travaillons à la mise en place de ce plan, en partenariat avec l'État, les différentes associations impliquées, et bien sûr les services de la Ville et de la Métropole concernés.

En un peu moins de neuf mois, nous pouvons nous engager sur deux actions fortes. Comme vous l'avez dit en introduction, vous avez annoncé la fermeture en juin 2022 du bidonville de Celleneuve, en s'appuyant sur une démarche partenariale co-construite, cohérente et respectueuse des populations. J'ai pris la mesure de ces objectifs qui guideront ce projet.

La deuxième action est l'affaire que je vous présente actuellement. Elle concerne le bidonville appelé

Zénith 2, dans lequel vivent 200 personnes dont 47 enfants. Cette affaire fait partie d'un projet global de sanitation. La sanitation veut dire que l'on va installer des équipements, tels que des sanitaires, cuisines, salles communes, avec des raccordements d'eau et d'électricité nécessaires à leur fonctionnement.

Le premier objectif de cette action est bien sûr d'améliorer les conditions de vie. Actuellement, les sanitaires sont auto-construits par les habitants dans la nature, les cuisines sont souvent à l'extérieur, sous un toit de tôle ou de bâche, reliées à un branchement sauvage. Nous permettons ainsi aux habitants d'obtenir un minimum de confort matériel pour des conditions de vie un peu plus dignes. Mais notre objectif ne doit pas se limiter à un petit peu de confort matériel. Il est important aussi que cette action s'inscrive dans une stratégie plus globale.

Le deuxième objectif est donc d'engager une démarche de co-construction avec les habitants, afin qu'ils s'approprient ces équipements, tout en étant sensibilisés aux questions de l'hygiène, de la propreté, de la gestion des déchets, de la vie quotidienne. Les impliquer, faire évoluer leurs comportements sur ces questions est peut-être, en effet, l'une des solutions qui leur permettra d'avancer vers plus d'autonomie, de responsabilisation pour, à terme, faciliter la sortie du bidonville. Cette action n'a pas comme objectif de pérenniser un bidonville, mais au contraire d'accompagner les personnes à sortir du bidonville.

Ce projet, porté collectivement par les associations Quatorze et AREA - Quatorze étant un collectif d'architectes et d'urbanistes, AREA étant en charge de l'accompagnement social - sera en deux phases : une phase de diagnostic menée conjointement avec les habitants afin de recueillir les besoins, analyser les modes de vie, l'organisation de l'espace, afin d'obtenir une cartographie socio-spatiale, et à partir de cette dernière, proposer les équipements adéquats et les lieux d'implantation les plus adaptés. Cette phase se déroule jusqu'au mois de juin. La deuxième phase sera constituée par les travaux pour l'installation et la mise en route des besoins identifiés, toujours en concertation avec les habitants. Le financement demandé, qui concerne la première phase, se porte à hauteur de 20 000 euros ; l'opérateur est le collectif Quatorze. Je me permets également de rajouter que ce financement s'inscrit dans le Plan pauvreté contractualisé avec l'État. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame DUFOIX. Merci de votre engagement, votre travail, ainsi qu'aux acteurs associatifs qui sont mobilisés pour essayer d'assurer des réponses à des situations extrêmement difficiles. Y a-t-il des prises de parole ? Madame OLLIER.

Clothilde OLLIER : Je me réjouis bien sûr de tout ce qui va être fait sur ce bidonville, puisque bien sûr on ne peut pas laisser les gens vivre dans ces conditions-là. J'avais juste une question. En ce qui concerne les habitants de Celleneuve plus largement, qui sont largement en difficulté à cause des fumées qui sont émises. C'est extrêmement compliqué pour les habitants. Est-ce que vous avez prévu de faire quelque chose ? Qu'est-ce qui est prévu ? Qu'est-ce qu'on fait ? Il y a du plastique qui est brûlé à longueur de temps et c'est très difficile pour les habitants de ces quartiers-là, qui vivent à côté. Savoir ce que vous avez prévu.

Monsieur le Maire : Comment vous le dire... Effectivement, secteur Pilory, il y avait... Il faut peut-être que l'on rappelle les choses, parce que vous ne devez pas être au courant, Madame OLLIER, c'est bien normal. Il était prévu initialement une relocalisation dans un village d'insertion. Je me souviens, d'ailleurs, c'était Madame HART qui siégeait au Conseil municipal, qui avait interpellé sur la raison pour laquelle ce projet était ajourné. Mon prédécesseur - c'était son choix - avait dit : « *il sera porté par la Métropole* ». Et à la fin, plus rien n'a été porté. C'est vrai que la situation s'est grandement dégradée sur le secteur Pilory. Le bidonville est là ; donc, les gens à l'abandon.

Effectivement, vous pointez les nuisances liées aux fumées qui sont très désagréables pour les riverains qui, parfois, manifestent de manière légitime leur mécontentement. Je suppose donc que vous ne souhaitez pas qu'il y ait *manu militari* une sortie des gens de ce bidonville. En tout cas, ce n'est pas notre choix. Notre choix, comme cela a été indiqué, après s'être occupé du squat des Beaux-Arts, est de travailler avec les acteurs associatifs pour mettre fin à ce bidonville à Celleneuve, pour l'endiguer, pour que les riverains ne soient plus confrontés aux nuisances liées aux fumées, que des projets nouveaux portés par l'équipe puissent s'implanter. Tout le monde voit où on est : la ligne 3 de Pilory, à l'ouest de Montpellier. Mais il nous faut du temps et il faut pouvoir travailler pour pouvoir reloger les personnes, faire un point sur leur situation, mobiliser tous les partenaires, parce qu'il n'y a pas que la commune de Montpellier qui peut répondre. Les autres communes du Département de l'Hérault doivent être parties prenantes. Voilà, c'est une question de temporalité. En tout cas, à l'image de la détermination qui a été la nôtre sur le squat des Beaux-Arts, nous allons travailler sur celui de Celleneuve. Enfin, là, la subvention concerne un autre bidonville, pour essayer d'assurer la dignité des personnes. Beaucoup d'associations travaillent là-dessus, essayent d'œuvrer à la scolarisation des enfants, qui est un droit indispensable.

Je propose de mettre aux voix. Adoptée. Madame OLLIER n'a pas voté pour la subvention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

6. Relations internationales - Adhésion à la Plateforme des collectivités solidaires françaises et attribution d'une subvention à l'association SOS Méditerranée - Approbation et autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 6. C'est la subvention à SOS Méditerranée. Comme nous l'avons voté au mois de juillet, nous avons le devoir d'être en soutien de cette ONG qui agit pour sauver des vies en Méditerranée. D'autre part, c'est l'adhésion à la plateforme des collectivités territoriales. Madame HART. Allez-y, Madame HART.

Clare HART : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues, il est des voyages qu'on ne choisit pas de faire, des voyages qui sont des fuites face à la violence, à la pauvreté et au désespoir. Il est des voyages dont on ne choisit pas les routes, des voyages aux routes imposées par des passeurs, ignobles trafiquants d'êtres humains. Il est des voyages où les périls guettent à chaque instant le voyageur, sur les pistes du désert, dans les geôles libyennes, sur les vagues de la mer. Des voyages qui sont des tragédies : 20 000 morts dans les franchissements méditerranéens ces six dernières années, faisant de la Méditerranée centrale la route migratoire la plus mortelle du monde.

À côté de ces voyages, il en est d'autres, ceux de ces citoyens européens qui ont décidé de répondre à la tragédie en affrétant des navires pour sauver les naufragés. Voilà de quoi nous parlons ici aujourd'hui, de ces 32 000 personnes sauvées depuis mars 2016 par les équipes de SOS Méditerranée à bord de l'Aquarius et de l'Ocean Viking. Voilà pourquoi la Ville de Montpellier renouvelle son soutien à SOS Méditerranée, un devoir d'humanité qui nous concerne toutes et tous.

Face à l'urgence humanitaire en Méditerranée, plusieurs collectivités dont Paris et la Région Occitanie ont décidé de montrer concrètement leur soutien en lançant une plateforme des collectivités solidaires avec SOS Méditerranée afin de fédérer un maximum de communes, de départements, de régions autour de la mission de l'association. Ces collectivités apportent un soutien financier à SOS

Méditerranée et constituent également une caisse de résonance pour les citoyennes et citoyens mobilisés dans leur territoire en facilitant leurs actions de témoignage et de sensibilisation, et en réaffirmant haut et fort l'inconditionnalité du sauvetage en mer. Nous vous proposons de soutenir SOS Méditerranée et d'adhérer à la plateforme. Merci.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame HART. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Madame OLLIER.

Clothilde OLLIER : Monsieur le Président, bien sûr que j'ai voté pour cette subvention. Et puis arrêtez vos petites remarques, c'est insupportable en fait.

Monsieur le Maire : Merci. Je mets aux voix. Merci, Madame le Maire de Murles. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

7. Renouveau démocratique et innovation sociale - Démocratie participative - Composition des Conseils de quartier pour le mandat 2020-2026

Monsieur le Maire : Affaire n° 7. Je donne la parole à Madame Séverine SAINT-MARTIN pour présenter l'une des premières étapes sur les modalités de participation citoyenne.

Séverine SAINT MARTIN : Bonjour, Monsieur le Maire. J'attends le bon diaporama.

Monsieur le Maire : Voilà, ça va arriver. Séverine va peut-être commencer pour poser les enjeux, surtout la méthode qui a conduit à cela. Merci Séverine. La technique est dessus.

Séverine SAINT MARTIN : Parfait. Conformément à nos engagements de campagne, nous portons la volonté d'un pacte nouveau, volontariste et ambitieux pour la démocratie locale à Montpellier. Il s'agit de faire avec et pour les Montpelliérains. Dans cette délibération, nous vous proposons avec Jean-Dominique DELAVEAU de renouveler les conseils de quartier, de nous inscrire dans une logique de co-construction et dans une démarche de coopération sincère. Nous avons en effet souhaité associer, dès la phase amont, des parties prenantes, pour identifier ensemble les difficultés rencontrées par le passé et en tirer des enseignements, comme par exemple la solution retenue de ne pas recourir au tirage au sort sur des listes électorales, mais de s'appuyer sur la motivation et la candidature des futurs membres, en écoutant les besoins et les moyens à mettre en œuvre pour favoriser la mobilisation des acteurs et leur permettre de s'impliquer pleinement dans la durée, et pour faire ensemble des conseils de quartier de véritables instances de participation citoyenne active.

Cette démarche de co-construction a permis de poser les premières bases qui vous sont présentées aujourd'hui. Ainsi, il est proposé au Conseil municipal d'approuver la mise en place de huit conseils, à taille humaine de 40 personnes, composés à 60 % d'habitants et 40 % de comités de quartier et d'acteurs socio-économiques, avec 2 exceptions : le Centre et Celleneuve, compte tenu de leur poids démographique. Les futurs membres seront tous des candidats volontaires, tirés au sort parmi les candidatures, à l'exception des associations de quartier qui, elles, seront membres de droit. Il vous est également proposé d'approuver que ces instances soient reconnues comme des espaces autonomes d'expression, de propositions et d'initiatives des habitants et des acteurs locaux des quartiers ; force

de proposition, parties prenantes des concertations initiées par la Ville et la Métropole, impliqués dans les autres dispositifs de démocratie locale, comme par exemple le Conseil de développement ou le CLSPD. Et je tiens à saluer l'implication des membres du Conseil de montpelliérain de la jeunesse, des comités de quartier, des associations qui nous ont accompagnés dans l'ensemble de cette réflexion. Les conseils de quartier ont également pour mission essentielle d'impulser et accompagner des projets collectifs, fédérateurs, dans une démarche de coopération avec les services de la Ville de Montpellier. Ils joueront bien sûr un grand rôle dans la mise en œuvre du budget participatif, qui s'élève, pour rappel, à 2 millions d'euros.

La démarche de co-construction qui a prévalu a mis en évidence l'importance des moyens mis à disposition de ces conseils de quartier, ces moyens permettant de développer les capacités et le pouvoir d'agir des futurs membres. Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver de doubler le budget de formation jusqu'ici prévu avec un budget de 50 000 euros, la mise à disposition importante et demandée, plébiscitée par les acteurs, d'espaces de réunion, de travail et de permanence au sein des quartiers, ainsi qu'un premier espace de communication sur la plateforme numérique de participation citoyenne. Notre volonté est de poursuivre cette démarche et de nous inscrire dans une véritable coopération avec, dès le mois de juin, des états généraux pour élaborer ensemble la charte de la démocratie locale à Montpellier et un règlement intérieur des conseils de quartier, qui viendra préciser les modalités de gouvernance et de fonctionnement. L'instauration d'un Conseil de quartier aura pour objectif de mettre en œuvre, avec les élus au renouveau démocratique, un processus d'amélioration continue, mais également de travailler en inter-quartier.

L'histoire des conseils de quartier en France est peu couronnée de succès. Il nous incombe donc d'écrire une nouvelle page à Montpellier, en étant à l'écoute, en soutien et en coopérant avec ces acteurs qui s'engagent au bénéfice de notre territoire. Je vous remercie pour votre attention.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame SAINT MARTIN. Désolé du petit souci technique. Cela a été réglé du mieux possible. Je vous propose d'ouvrir les prises de parole. Madame DOULAIN, allez-y, puis Monsieur DELAVEAU. Madame DOULAIN, vous avez la parole.

Alenka DOULAIN : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. Toutes les enquêtes montrent que la grande majorité des Français s'intéresse à la politique, mais qu'ils doutent de son fonctionnement et ne font pas toujours confiance en celles et ceux qui s'y investissent. C'est précisément ce constat qui a été à l'origine du mouvement Nous Sommes. Notre mouvement s'inscrit dans une démarche municipaliste, c'est-à-dire de nouvelles pratiques démocratiques, de soutien actif aux initiatives citoyennes, de cogestion des biens communs. Plutôt que la verticalité d'une poignée de professionnels de la politique qui prennent les décisions entre eux lors de petits comités de pilotage secrets, nous voulons promouvoir une horizontalité qui favorise les prises de décisions de groupes de citoyens représentatifs du peuple. Oui, nous faisons confiance aux citoyens. Notre objectif est de leur donner du pouvoir d'agir, car c'est efficace, car nous sommes persuadés que la ville est l'échelon idéal pour cela. Si nous n'arrivons pas à réinjecter de la démocratie à l'échelon local, communal, nous n'arriverons jamais à le faire à des instances supérieures. C'est pourquoi la relance des conseils de quartier que vous nous soumettez aujourd'hui au vote est une très bonne nouvelle, après leur lente agonie du temps de la mandature précédente.

Cependant, à la lecture de cette délibération, le dispositif que vous proposez pour les conseils de quartier nous interroge. S'agit-il de faire strictement le minimum pour simplement respecter la loi ? Ou bien décidons-nous de faire véritablement confiance aux habitants de notre ville ? Trois problématiques pour nous sont pointées dans cette délibération. Vous revenez sur le tirage au sort d'habitants sur les listes électorales, qui était pourtant une maigre avancée du dernier mandat pour

toucher un public plus large. Les huit quartiers que vous proposez sont bien trop gros et mélangent des quartiers qui n'ont rien à voir. Par exemple, le quartier Centre, c'est l'Écusson et ses faubourgs ; cela va de Figuerolles aux Aubes ; ce sont 80 000 personnes et 45 % des habitants de notre Ville. Vous avez prévu que le comité soit composé de 80 personnes. Comment voulez-vous que leur réunion soit efficace ? Troisième point : vous nous proposez toujours des instances qui sont consultatives, sans réel pouvoir de décision.

Alors, est-ce qu'on est surpris ? Nous voyons bien que la consultation, la co-construction, ce n'est pas forcément votre fort. Je ne citerai que quelques exemples : vous refusez de lancer une consultation citoyenne sur la 5G, comme c'est pourtant le cas dans la plupart des métropoles françaises ; pas de référendum sur le nouveau stade, alors même que le candidat des Républicains était pour ; vous êtes littéralement assis sur les propositions qu'avaient fait remonter les citoyens dans le cadre de l'enquête publique sur le RLPI ; et j'en passe. Bref, en à peine dix mois, nombreux sont déjà les sujets sur lesquels vous avez surtout décidé de vous consulter vous-mêmes, soit vos amis socialistes, soit des notables du coin.

Monsieur le Maire, vous aimez à rappeler que j'ai refusé votre proposition de devenir Vice-Présidente à la démocratie participative. Si j'étais taquine, je dirais que cette affaire me conforte grandement dans ce choix. Mais ce n'est pas pour autant que je ne vais pas m'efforcer d'être force de proposition pour notre démocratie locale durant les cinq prochaines années. C'est pourquoi on a repris votre proposition ; nous l'avons complétée, modifiée, enrichie, précisée. Nous la soumettons au vote de cette Assemblée sous la forme d'un amendement, que j'ai envoyé dès vendredi dernier à l'ensemble des élus, pour que vous puissiez vraiment en prendre connaissance.

Rapidement, qu'est-ce qu'on propose ? Vous avez les documents, mais je voudrais quand même revenir dessus. Premier point central : un pouvoir décisionnaire aux conseils, notamment en les rendant co-décisionnaires de l'enveloppe des 2 millions d'euros pour le budget participatif de la Ville. Croyez-moi, le jour où vous donnerez le pouvoir à des citoyens de participer à la décision sur comment on distribue l'argent public pour des projets de leur quartier, ils seront présents aux réunions. Deuxième point important : le tirage au sort des habitants sur la base de la liste électorale. C'est vraiment très important, pour éviter que toujours les mêmes ne se mobilisent sur ce type d'instance. On propose également de verser une indemnité pour que ces habitants délégués puissent tout simplement faire ce travail-là. C'est ce qui se pratique depuis toujours sur les jurys citoyens. C'est ce qui a été d'ailleurs, du coup, utilisé pour la Convention citoyenne pour le climat. Oui, le tirage au sort ne suffit pas. Là-dessus, on sera d'accord et c'est ce que nous a appris la dernière mandature. Mais il faut du coup l'accompagner, et c'est ce qu'on propose avec notre amendement. Troisième point structurant de notre amendement : c'est une nouvelle cartographie des quartiers. On vous a mis la carte, avec seize quartiers qui correspondent beaucoup plus au quotidien, qui sont à taille humaine et qui permettront d'avoir des assemblées permettant de véritables échanges.

Comme vous le voyez, c'est une proposition complète, argumentée, chiffrée, sur laquelle je suis vraiment prête à discuter. Si nous la votons, nous serions la première grande Ville de France à aller loin en termes de participation citoyenne. En cette année des 150 ans du soulèvement de la Commune, cela serait vraiment un bel hommage montrant que, et là je vais citer la déclaration du peuple français du 20 avril 1871, *« l'unité politique, c'est l'association volontaire de toutes les initiatives locales, le concours spontané et libre de toutes les énergies individuelles en vue d'un but commun, le bien-être, la liberté et la sécurité pour tous »*. Merci pour vos réponses.

Monsieur le Maire : La parole est à Monsieur DELAVEAU.

Jean-Dominique DELAVEAU : Monsieur le Maire. Aujourd'hui, c'est donc d'une certaine façon un grand jour que de voir repartir ces conseils de quartier, dans un esprit sincère. Toutes les contributions sont tout à fait valables et peuvent être prises en compte. Dans notre esprit, comme l'a dit Madame SAINT MARTIN, nous tenons à ce que ce soient les conseils de quartier eux-mêmes qui organisent leurs débats, leurs principes, leurs modalités de fonctionnement et qu'on ne leur livre pas que, clé en main, des idées trop précises au départ. Le débat est donc ouvert ; il est ouvert, y compris sur la géographie des quartiers, qui peut être questionnée. C'était dans notre programme. Mais il va falloir prendre le temps d'organiser tout cela avec les habitants, les associations, les entreprises des quartiers.

Je voulais insister sur un autre point. Cela nous crée aussi des obligations, à nous, élus et services, que de nous habituer à ces habitudes de participation citoyenne et de concertation. Il faut apprendre, peut-être, à davantage écouter, expliquer et justifier nos politiques ; à davantage concevoir des projets avec la population et pas seulement pour la population, et puis travailler sur des projets dès l'amont, pendant la réalisation et après, pour voir les résultats que nous aurons engrangés ou pas.

Comme le disait Séverine SAINT MARTIN, la participation citoyenne sincère – c'est le mot-clé – est une technologie très délicate à manier et très exigeante pour tous ceux qu'elle touche. Et comme elle le disait aussi, les aventures des conseils de quartier en France ne sont pas toujours couronnées de succès. À nous donc d'innover et d'être rigoureux. Les fruits de l'intelligence collective sont à ce prix. Nous avons des atouts politiques : notre volonté, notre sincérité. Nous avons aussi quelques références. On a vu que la concertation était dans l'affaire des bidonvilles, dans l'affaire des squats, dans l'affaire de l'urbanisme, dans l'affaire qui nous a été présentée au début de ce Conseil. Nous avons aussi quelques références. Pour ma part, je n'hésiterai pas à citer Jo SPIEGEL. Je sais que Monsieur le Maire partage ses principes d'action. Donc voilà : tout est ouvert, on peut discuter de tout, mais ce sont les conseils de quartier qui rentreront dans cette concertation avec nous, et c'est pour cela qu'on vous propose de voter cette délibération. Merci.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Monsieur DELAVEAU. Madame SAINT MARTIN, pour peut-être donner quelques éléments de réponse. Je compléterai.

Séverine SAINT MARTIN : Merci, Monsieur le Maire. Madame DOULAIN, nous sommes effectivement porteurs d'une volonté commune de mettre en œuvre de nouvelles pratiques démocratiques, mais nous ne sommes pas du tout, je pense, en phase sur la manière d'y parvenir. Vous prônez le municipalisme et proposez une nouvelle rédaction de la délibération des conseils de quartier. Nous nous inscrivons, avec ces futures instances, dans une démarche de coopération et du faire-ensemble, faire-ensemble avec les élus, les services, les habitants, les associations et les acteurs économiques. La coopération, vous le savez, repose sur un processus qui associe les parties prenantes, et la délibération dont nous proposons aujourd'hui le vote au Conseil municipal n'est que le début d'un processus en commun dans lequel nous nous sommes engagés. Vous remettez, en tout cas vous prenez le tirage au sort sur liste électorale. Cela a fait l'objet d'un débat avec les anciens membres des conseils de quartier, qui prônent, eux, le tirage au sort sur appel à candidatures. Nous parions donc avec eux que cela va être l'un des gages et l'un des facteurs de réussite, aussi, de ces futurs conseils de quartier. Pour respecter ce processus de co-élaboration de ces instances, qui sont au cœur de nos quartiers, et nous inscrire tous ensemble dans ce processus, qui est pour moi l'un des facteurs essentiels de réussite de ces instances, j'appelle l'ensemble de mes collègues à voter, en tout cas, cette première délibération. Merci beaucoup.

Monsieur le Maire : Merci, Madame SAINT MARTIN. Merci, avec Monsieur DELAVEAU, d'avoir

posé le processus. Première délibération, états généraux de la démocratie, pour pouvoir travailler, en espérant qu'on soit sorti de la crise sanitaire pour pouvoir travailler, y compris le redécoupage les quartiers, pour pouvoir approfondir. Évidemment, les modalités d'exercice démocratique à Montpellier vont varier selon un certain nombre de sujets qui peuvent nous être donnés à traiter. Il y a ceux qui sont les programmes pour lesquels on s'est engagé, qui doivent être déroulés ; de l'autre, des aspects qui doivent être mis en concertation, sur le cadre de vie – je l'évoquais tout à l'heure sur les Cévennes. Et effectivement, merci cher Jean-Dominique d'avoir fait référence à Jo SPIEGEL, qui est, en la matière, une référence - en tout cas par son expérience, qui inspire.

Je voudrais quand même, Madame DOULAIN, vous relever sur un point. Effectivement, parce que c'est transparent : moi, je vous ai proposé d'être, s'il y avait eu fusion avec notre liste, en charge de la démocratie participative, parce que ce que vous aviez porté dans la campagne de ce point de vue apparaissait sincère. Vous faites à chacun d'entre nous des grandes leçons sur le désenchantement démocratique. Je crois qu'il faut avoir beaucoup d'humilité pour le contrer. Mais enfin, convenez quand même qu'il y a de quoi désarçonner des électeurs et des électrices, ou tout simplement des observateurs, quand vous avez fait un choix d'alliance qui est apparu incongru, au bas mot, pour figurer et siéger dans cette Assemblée avec Monsieur ALTRAD. Alors, on ne va pas faire tout le mandat sur cela, parce que les gens auront de la mémoire de toute façon. Mais il y a une forme de cynisme. Maintenant, vous siégez dans cette Assemblée pour y représenter la liste sur laquelle vous avez été élue. Vous êtes dissociée. Nous vous laissons naturellement vous exprimer, parce qu'on ne pourrait pas aller en-deçà... C'est bien la moindre des choses, parce que, y compris, on ne veut pas faire comme avant. Donc, c'est une forme d'opportunisme. C'est cela qui affaiblit notre démocratie. Et puis parfois, c'est vrai, c'est facile de là où vous êtes, de manquer de rigueur, de pointer, de jeter l'hallali, voilà, de participer à une forme de populisme. Je sais que certains aiment le populisme de gauche, le populisme de droite, le populisme tout court. Moi, je crois qu'on a une responsabilité collective : c'est de le combattre, c'est-à-dire de ne pas s'attacher à l'immédiateté médiatique, à la facilité, mais essayer de travailler au sérieux des problèmes, avec rigueur, avec hauteur. C'est sans doute le seul moyen que nous avons de répondre à la crise démocratique. Elle est devant nous, elle est là. Le pari qui est le nôtre, de l'équipe que j'ai l'honneur d'animer, dans sa diversité, dans le respect de ses convictions, c'est : quand on s'adresse à l'intelligence des gens, l'intelligence répond. Alors flattez les facilités : pas de problème, cela vous appartient. Ayez des comportements opportunistes : vous l'avez démontré. En matière de démocratie, la démarche que Madame SAINT MARTIN et Monsieur DELAVEAU posent ici est le fruit d'une première concertation, dans les circonstances que vous connaissez. États généraux de la démocratie, pour que cette démocratie, que la démocratie représentative fonctionne, que la démocratie participative soit renouvelée, innovante. Voilà ce vers quoi nous voulons aller. Mais je crois que le premier gage d'une démocratie apaisée et sereine est : un, le respect de ses engagements ; deux, la cohérence. Et en la matière, tout le monde se rappellera de l'affiche des quatre fantastiques.

Je mets aux voix vos amendements pour lesquels, pour ma part, j'ai un avis défavorable puisque nous voulons écouter les citoyens à l'horizon des états généraux de la démocratie, et c'est à partir de cette écoute que nous mettrons en œuvre. Et ensuite, nous mettrons aux voix la délibération. Je mets aux voix en bloc les amendements de Madame DOULAIN. OK. Je mets aux voix la délibération de Madame SAINT MARTIN. Adoptée.

M. Philippe SAUREL entre en séance.

Conformément aux dispositions de l'article 21 du Règlement Intérieur du Conseil municipal de la Ville de Montpellier, Mme Alenka DOULAIN, conseillère municipale, a déposé en amont de la séance, une série d'amendements sur cette affaire. Après examen par le Conseil, Monsieur le Maire soumet

au vote les amendements proposés par Mme Alenka DOULAIN.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, les amendements proposés par Mme Alenka DOULAIN sont rejetés à la majorité des voix exprimées.

Pour : 2 voix

Contre : 49 voix

Ont voté contre : M. Mohed ALTRAD, Mme Tasnime AKBARALY, Mme Nadia AKIL, M. Georges ARDISSON, M. Eddine ARIZTEGUI, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Françoise BOUTET-WAISS, Mme Véronique BRUNET, Mme Elodie BRUN-MANDON, Mme Emilie CABELLO, M. Michel CALVO, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, M. Jean-Dominique DELAVEAU, M. Mickaël DIORE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Caroline DUFOIX, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Serge GUISEPPIN, Mme Clare HART, Mme Mylvia HOUGUET, M. Stéphane JOUAULT, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, Mme Fatma NAKIB, M. Laurent NISON, M. Yvan NOSBE, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Séverine SAINT-MARTIN, Mme Agnès SAURAT, M. Mikel SEBLIN, Mme Célia SERRANO, M. Charles SULTAN, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.

Abstentions : 13 voix

Se sont abstenus : M. Luc ALBERNHE, M. Abdi EL KANDOUCI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Salim JAWHARI, Mme Flora LABOURIER, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI, Mme Annie YAGUE.

Monsieur le Maire soumet au vote l'affaire présentée par Mme Séverine SAINT-MARTIN.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Abstentions : 13 voix

Se sont abstenus : M. Luc ALBERNHE, Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUCI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, Mme Clothilde OLLIER, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI, Mme Annie YAGUE.

8. Vie associative et Maisons pour Tous - Conditions d'utilisation des locaux des Maisons pour Tous et des salles municipales - Modification – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n° 8. Madame HOUGUET, vous avez la parole.

Mylvia HOUGUET : Bonjour. Merci, Monsieur le Maire. Je vais vous présenter une délibération. Comme vous le savez, les Maisons pour tous sont des lieux importants de lien social dans les quartiers, mais aussi de soutien à la vitalité du tissu associatif et démocratique, et de ce fait en lien aussi avec la délibération de Madame SAINT MARTIN, puisqu'il y a un grand maillage du territoire.

Cette délibération renvoie à l'article L.2144-3 du Code des collectivités territoriales, qui nous dit que les locaux communaux peuvent être utilisés par les associations ou par les partis politiques ; que c'est le Maire qui détermine les conditions d'utilisation de ces locaux ; et que c'est le Conseil municipal, par la suite, qui fixe la contribution due, liée à la raison de cette utilisation. Les locaux communaux sont donc mis à disposition, et peuvent être également mis à disposition d'organisations syndicales.

Monsieur le Maire, Madame FRÊCHE, Madame MARTIN, Madame HART : pendant le précédent mandat, par délibération n°2014-174, dont vous vous souvenez tous, les associations et les organisations politiques avaient été exclues des prêts des salles des maisons pour tous. Pendant le même mandat, par délibération n°2019-052, le Conseil municipal avait fixé la mise à disposition des salles communales aux partis politiques pendant les périodes de campagnes électorales, soit une salle par candidat et par tour, excluant l'ensemble des maisons pour tous qui, pour autant, sont un véritable maillage. Elles maillent tout le territoire. Ces exclusions de 2014 et de 2019 n'avaient donc pas lieu d'être.

Aussi, toutes les salles municipales peuvent être utilisées à tout moment par le tissu associatif, par les partis et par les syndicats. En fait, ce qui est demandé, c'était l'une de nos promesses de campagne, Monsieur le Maire, de remettre plus de démocratie au sein de ces prêts de salles. Il est donc proposé de maintenir les termes de la délibération n°2019-052 pour les mises à disposition des salles municipales, et de l'étendre tout simplement aux maisons pour tous ; d'autoriser également l'accueil des partis politiques et des syndicats qui vont en faire la demande à tout moment de l'année, et pas seulement en période électorale. Les demandes seront donc instruites selon les disponibilités, bien évidemment, de ces salles municipales.

Nous avons commencé à mener une réflexion dans les services, avec les différents services municipaux, pour simplifier, justement, ce mode d'attribution des salles municipales. Nous nous sommes engagés pendant cette campagne. Nous avons donc commencé à travailler pour faire un point sur toutes les salles municipales, et une prochaine délibération présentera les modalités d'accès à la réservation des créneaux, qui seront facilitées.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'autoriser, conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, la possibilité pour les partis politiques, pour les syndicats, qui en feront la demande, d'utiliser les salles municipales, même en-dehors de ces campagnes électorales, des périodes électorales. Je vous demande également d'approuver la démarche de facilitation d'accès des salles municipales aux acteurs associatifs citoyens, et d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame HOUGUET. La parole est à Madame CABELLO.

Émilie CABELLO : Bonjour. Merci de me donner la parole, Monsieur le Maire. La municipalité est l'échelon démocratique le plus proche de la population. Cette collectivité a le devoir de faire vivre au mieux la démocratie. Revenir sur les décisions de la dernière mandature et permettre l'utilisation des maisons pour tous et des salles communales aux syndicats et partis politiques en dehors des campagnes électorales est un acte fort. Quand on voit comment Monsieur MACRON gère la crise sanitaire depuis son bunker, on peut comprendre la défiance des citoyens envers la politique, ce qui contribue à creuser le lit de l'abstentionnisme et des populismes, le plus inquiétant. Faciliter les rencontres entre les concitoyens et les formations politiques dans les maisons pour tous - lieux de rencontre, d'échange et de lien social - est une avancée importante dans le renforcement du débat démocratique, dont notre société a aujourd'hui grandement besoin. De plus, dans cette période de reculs sociaux, réforme des retraites et de l'assurance chômage, l'expression syndicale est un enjeu

majeur de ce débat démocratique, et leur donner les moyens d'organiser les travailleurs sur notre territoire est essentiel. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci, Madame CABELLO. Je mets donc aux voix la proposition de Madame HOUQUET. Proposition adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 10 voix

Ont voté contre : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI, Mme Annie YAGUE.

Abstention : 1 voix

S'est abstenu : M. Luc ALBERNHE.

9. Vie associative et Maisons pour Tous - Mise à disposition des salles des Maisons pour Tous à titre gratuit – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n° 9. Mise à disposition à titre gracieux de salles dans les maisons pour tous. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, Mme Véronique BRUNET, M. Sébastien COTE, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Coralie MANTION, M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

10. Ville fraternelle et solidaire - Développement de l'habitat intercalaire en faveur de personnes en difficulté - Convention d'occupation temporaire - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 10. Je donne la parole à Monsieur CALVO pour la délibération sur l'habitat intercalaire.

Michel CALVO : Monsieur le Maire, bonjour. Et bonjour à tous les collègues. Il s'agit de poursuivre l'étape votée lors de la signature d'un texte commun avec l'État, le Département et les associations : le Secours catholique et la Fondation Abbé Pierre.

Il s'agit de mettre à disposition du collectif Luttopia, d'une part, trois maisons pour qu'ils continuent leur projet, à savoir l'accueil en urgence de SDF, de personnes privées de logement, de façon à permettre de sortir de la rue des gens qui n'ont rien à y faire. Je rappelle que la fermeture de Luttopia, ce sont 81 personnes qui ont trouvé un logement, parfois même des habitations, avec des loyers normaux, re-rentrées dans le droit commun. Nous accompagnons cette démarche par un nouvel outil, qui s'appelle l'habitat intercalaire : c'est-à-dire qu'entre deux projets, entre le moment où la collectivité acquiert la propriété d'un lieu et le moment où le projet se développe, nous pouvons utiliser ces maisons et les mettre à disposition d'associations, soit pour des projets sociaux, soit pour des projets culturels.

Le second projet est un projet qui concerne l'association Gestare. C'est une association qui a gagné un appel d'offre national pour mettre en place un nouveau dispositif qui renforce les places de CHRS. Il y aura donc une trentaine de places supplémentaires, sur la Ville, pour accueillir des SDF, étant plus particulièrement victimes de crises psychiatriques ou de dépendance à des produits psychotropes.

Ces deux projets, nous les soutenons, soit en leur prêtant du matériel, des maisons, ici, soit en leur votant des subventions. Voilà, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Monsieur CALVO. La parole est à Madame OLLIER puis à Monsieur JOUAULT et à Madame DOULAIN. Madame OLLIER, vous avez la parole.

Clothilde OLLIER : On parle ici d'habitat, d'habitat indigne, d'habitat pour les personnes précaires, les personnes qui sont à la rue. Vous avez parlé tout à l'heure de bien logement. Bien logement, très bien. On va parler donc de l'habitat des personnes précaires, on va parler de...

[Coupure de son]

Monsieur le Maire : Merci. La parole est à Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Merci, Monsieur le Maire. J'espère que c'est un problème technique. Comme cette délibération est présentée par l'élue à la Ville fraternelle et solidaire, on ne peut pas m'empêcher d'évoquer quand même rapidement le contexte dans lequel s'inscrit cette affaire.

Notre Ville, après avoir été connue en 2019 pour avoir été récompensée lors de la cérémonie satirique des Pics d'Or de la Fondation Abbé Pierre à cause de ses dispositifs anti-SDF, est maintenant nationalement médiatisée comme la cité verbalisant de manière abusive des SDF pendant cette interminable crise sanitaire. De manière récurrente, cela fait des semaines que des associations dénoncent un véritable harcèlement subi par les sans-abri dans le centre-ville de Montpellier, qui sont systématiquement délogés de l'Écusson par le biais de verbalisations abusives.

Nous, ce qu'on dit, c'est qu'évidemment il faut en finir avec ces pratiques d'un ancien temps que sont la traque, la discrimination, le mépris et de manière générale l'invisibilisation de ces publics précaires. En fait, l'histoire d'Alex, elle n'est malheureusement pas exceptionnelle à Montpellier. Et si on ne peut que se réjouir que votre collègue, le Maire de Puteaux, lui ait trouvé un logement, en fait, finalement, sur Montpellier, on sait que Montpellier compte des dizaines d'Alex dans ses rues, sur ses trottoirs, sous ses ponts. On recense quand même aujourd'hui 1 600 sans-abri ; quatre hommes sont morts dans la rue en 2020 dans notre Ville et, il y a à peine trois semaines, un de ces invisibles était découvert mort alors que son corps gisait depuis plusieurs jours dans nos rues.

Pour pallier le manque d'accueil et d'accompagnement, il y a des associations, des collectifs qui se démènent pour proposer des solutions. C'est le cas de l'association Luttopia dont il est question dans cette affaire, association née du collectif qui a occupé le squat des Beaux-Arts pendant quatre ans et demi ; et hébergé plus de 1 000 personnes sans domicile, pendant que la Métropole, le Département et l'État se renvoyaient évidemment la balle en termes de responsabilité. Évidemment, on ne peut que soutenir cette subvention de 40 000 euros qui leur a été attribuée et féliciter le dialogue qui a été entrepris avec l'association depuis septembre 2020. Vraiment, bravo. À cette occasion, la Mairie et la Préfecture se sont engagées à trouver des solutions de logement pérennes pour toutes les personnes dont le diagnostic social a été validé par les services de l'État et, de son côté, Luttopia a respecté ses engagements : elle a libéré le lieu le 31 mars dernier et 88 dossiers ont été présentés à la Préfecture.

Du côté de la Ville et de la Préfecture, les engagements sont partiellement respectés. Certes, aucune des 88 personnes n'est à la rue aujourd'hui, mais pour 90 % d'entre elles, les solutions sont loin d'être pérennes. Ces personnes sont réparties entre des hôtels et des centres d'hébergement d'urgence ; par exemple, quinze anciens résidents sont hébergés par GAMMES dans le centre des Lavandins, qui fermera ses portes le 31 mai. Le collectif avait en revanche refusé de reloger les résidents dans le centre Coallia, qui leur semblait indigne. Ce centre se trouve aujourd'hui sous le feu des projecteurs avec le témoignage d'Alex. Pour nous, le sujet n'est pas de juger ou non Coallia, mais de comprendre comment l'État et notre Ville ont pu accepter d'héberger des personnes en détresse dans des conteneurs. Loin de nous l'idée, également, de dénigrer ou de minimiser, franchement, le formidable travail qui est réalisé par les travailleurs sociaux qui tentent avec leur empathie, leurs moyens, leur implication, leur énergie, et cela en dépit de la crise sanitaire et des faibles moyens matériels disponibles, de permettre à ces centres de tenter de remplir leur mission d'accompagnement, d'hébergement, de mise à l'abri, d'écoute et de soutien. Mais il faut déplorer cette évidence : notre société semble s'accommoder, sans honte, d'accueillir des personnes en détresse dans des conteneurs, loin, très loin du centre-ville.

Il faut bien se le dire en face : les 50 places qui sont ouvertes grâce au dispositif intercalaire ne suffiront pas à pallier ce manque. Les chiffres, je les ai rappelés, sont sans appel. Et au vu de la crise sanitaire, sociale et économique qui s'annonce, on ne peut que craindre que ce nombre va augmenter.

Nous demandons donc un plan global de lutte contre le sans-abrisme, qui soit vraiment établi vite. Nous ne pouvons plus attendre des actions pansements au cas par cas. Personne ici ne dit que le sans-abrisme est simple, et que lutter contre est simple. Mais puisque nous sommes maintenant regardés, tâchons d'en être à la hauteur, tâchons d'en profiter pour mettre ce sujet à l'agenda, imposer à l'État de prendre ses responsabilités, soulever l'épineuse question du précarat dans lequel se trouvent de nombreux travailleurs sociaux.

Mes questions sont donc les suivantes. Un : pouvez-vous réaffirmer vos engagements au sujet des anciens résidents de Luttopia ? Deux : par rapport à la proposition qu'on porte depuis des années, la réquisition des logements vacants pour les mettre à disposition via des baux intercalaires pour gérer l'urgence des personnes sans-abri, quel est votre plan pour la suite ? Trois : pouvez-vous vous engager sur le fait de ne plus développer d'offres d'hébergements d'urgence tolérant des hébergements dans des conteneurs ? Algeco, vous appelez cela comme vous voulez, mais pour nous, aujourd'hui, c'est une vraie question qu'on se pose. Comment comptez-vous prendre à bras le corps également le sujet des conditions de travail des travailleurs sociaux ?

Je le répète : personne ici, Monsieur le Maire, ne dit que cette question du sans-abrisme est simple ; personne ici ne dit que vous en êtes le seul responsable, évidemment ; personne ici ne pense qu'il suffit de claquer des doigts pour régler la question du manque de moyens chronique de ces structures. Monsieur le Maire, vous pouvez répéter au-dehors votre fierté d'être le Maire de la septième Ville de France. Aujourd'hui, on vous demande d'utiliser ce pouvoir, vraiment, de le mettre à profit, de se dire, oui, on est regardé, oui on est jugé, mais on peut tirer cette affaire par le haut, on peut imposer un rapport de force aussi avec l'État, qui aujourd'hui souvent sur ces questions ne répond pas au sujet. Et je répète, ici, le sujet n'est pas de savoir si Coallia est gentil ou méchant. Il ne fait aucun doute que les personnes qui sont aujourd'hui hébergées dans ces structures sont beaucoup mieux là-bas qu'à la rue. Mais on ne peut pas accepter de développer des centres sur ce type de modèle. Merci pour vos réponses.

Monsieur le Maire : Monsieur JOUAULT, vous avez la parole.

Stéphane JOUAULT : Merci, Monsieur le Maire. Bonjour à toutes et tous. Je tenais simplement à rappeler l'attachement du groupe Choisir l'Écologie au développement de ces projets d'habitat intercalaire. Il faut quand même rappeler qu'on part de très, très loin ; donc c'est un vrai, vrai progrès. C'est la condition nécessaire de l'accès au droit des personnes vivant en squat et bidonville. Nous nous réjouissons donc de la mise à disposition de ces trois maisons et du soutien financier de la Ville de Montpellier. Merci.

Monsieur le Maire : Merci. Monsieur JAWHARI.

Salim JAWHARI : Mon intervention a pour but, peut-être, de rétablir certaines vérités. Je n'aime pas l'instrumentalisation à des fins politiques et idéologiques de la misère humaine. Le cas de ce jeune sans-abri et SDF, Alexandre, a touché tout le monde et nous voulons tous aujourd'hui l'aider, les aider. Mais le fait que vous, Monsieur le Maire, ou votre Directeur de Cabinet, ayez parlé de l'association Coallia a tout de suite créé une espèce de polémique et puis une chasse au buzz. Aujourd'hui, je ne veux pas être l'avocat de cette association, mais juste un témoin. Aujourd'hui, le centre d'hébergement de Près d'Arènes n'a pas été une décision de la Mairie, mais plutôt une décision de la Préfecture et de l'État. C'est un centre d'hébergement qui est un centre d'hébergement de transition. C'est-à-dire qu'il a été acté de construire un hébergement qui sera plus pérenne. Mais là on parle d'Algeco. Effectivement, cela peut être choquant, mais c'est un hébergement d'urgence. Quarante SDF sans-abri sont hébergés dans ce centre de Près d'Arènes. Il y a des hommes, des couples qui, au lieu d'être dans des centres d'hébergement, sont réorientés par le 115 dans des hébergements collectifs, ont des hébergements individuels. Certes, on n'est pas dans des palaces, mais cela permet aussi... C'est l'un des seuls centres qui peut accueillir des sans-abri avec des animaux, ce qui est très rare. Ce centre est un centre qui a été fait pour éviter que ces gens soient dans la rue pendant la construction, qui prend aujourd'hui du temps avec la crise sanitaire, de logements qui seront en dur. Ils sont accompagnés par des travailleurs sociaux pour lutter, notamment, contre les addictions. Ils sont aussi accompagnés dans leur démarche d'emploi, dans une démarche administrative. Il y a, pour donner des chiffres, 15 travailleurs sociaux qui sont en CDI. Il y a aussi des travailleurs qui sont en réinsertion dans l'effectif en CDI – je parle juste du centre d'hébergement de Près d'Arènes. Le fait de parler et de redire « *c'est indigne, le logement à Coallia* » ; il faut rappeler aussi que cette association – je parle juste du département – travaille aussi sur le relogement des mineurs non accompagnés, un sujet qui ne plaît pas à beaucoup de monde. Mais il a réussi, même pendant la pandémie, à reloger 300 mineurs non accompagnés pendant que tous, on était confinés chez nous tranquillement. Donc voilà, moi, je ne suis pas en train de dire que c'est un logement 5 étoiles, mais on parle de logements d'urgence. Je n'aime pas qu'on vienne instrumentaliser pour faire le buzz sur ces éléments-là. Merci de votre attention.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur JAWHARI. La parole est à Madame GIMENEZ.

Clara GIMENEZ : Simplement, pour revenir sur cette affaire, au nom des élus communistes, et puis au nom de nos délégations, c'est réaffirmer l'envie de porter une politique ambitieuse et globale sur la question des sans-abris, de penser l'insertion dans le logement, l'insertion professionnelle, etc. ; de ne pas être sur des coups d'éclat d'une personne mais de bien penser la globalité des situations. Elles sont toutes différentes, et je pense qu'il y a vraiment un enjeu à sortir des polémiques, et à travailler à la fois avec le Plan pauvreté sur lequel nous avons déjà élaboré des propositions, sur le plan logement d'abord, pour lequel nous sommes territoire-pilote. On a besoin d'avancer sur ces propositions-là, pour penser globalement la question des sans-abri. Et je veux juste, au passage, rapidement, saluer le travail de l'ensemble des associations qui œuvrent sur le territoire et aussi des travailleurs sociaux de l'ensemble des collectivités. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Monsieur CALVO.

Michel CALVO : *[Coupure de son]* de principe. Il faut imposer à l'État. C'est dit en une ligne. Imposer à l'État quand notre Ville est en déficit de places d'hébergement depuis des décennies, que l'État arrive en urgence à créer près de 400 places supplémentaires d'hébergement face à la pandémie, avec notre aide bien évidemment sur toute une série de points, cela, c'est du concret. Sortir 81 personnes de squats où elles étaient abandonnées depuis 6 ans, cela, c'est du concret. Soutenir l'accès à la santé, comme nous le faisons en soutenant Médecins du monde et Médecins sans frontières, cela, c'est du concret. Créer toutes les possibilités de passer de l'hébergement d'urgence précaire à de l'hébergement d'urgence de qualité, on le fait ; on vous met une délibération sur l'utilisation de l'Agence intercalaire ; cela, c'est du concret. Moi aussi, avec Clara GIMENEZ, avec le Maire, je salue le combat de toutes les associations et de tous les travailleurs sociaux là-dessus.

Ceci dit, ce n'est pas simple. On ne crée pas des milliers de places d'un seul coup, comme cela, par magie. Il faut se battre très, très concrètement. On infléchit le plan d'urgence contre la pauvreté, on fait tout ce qu'on peut comme mesure pour... Par exemple, nous avons distribué 60 000 masques. Et je remercie tous ceux qui aident à combattre le fait que des personnes ne mettent pas le masque dans la rue. Je les remercie. Cela ira mieux quand tout le monde remettra son masque. Mais il ne faut pas faire de la démagogie là-dessus. Cela ne sert à rien. Cela ne sert qu'à une chose : à développer le populisme, à développer le fait que... Quand vous en sortez 81 de la mouise, et qu'il y en a un qui parle et que l'on met cela en avant dans les médias, on ne fait que de l'agitation, et cela ne fait rien avancer sur le terrain.

Dernier point. Moi, je voudrais dire que, quand on soutient Luttopia (Utopia 004), il y a aussi des fondations qui le soutiennent ; la Fondation Abbé Pierre vient de voter une subvention égale à la subvention de la Ville, et moi je la salue. Le Secours catholique met toute son énergie à sortir les gens de l'urgence, avec d'autres associations. On distribue, sur la ville, un million de repas en aide alimentaire par tous les modes : soit les restaurants populaires, soit les épiceries sociales et solidaires. Toutes les associations ont été consultées et ont été mises en synergie. On avance peu à peu. Le reste, cela vous fait plaisir, mais vous ne faites rien avancer concrètement. Merci.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur CALVO, à vous, sur cet engagement. Trois petites choses. Il a été évoqué par Monsieur JAWHARI la situation des mineurs non accompagnés. De la même manière, il ne faut pas qu'ils restent dans des chambres d'hôtel pour se retrouver en prise avec des mafias. Ils ont donc besoin d'un cadre éducatif et, là encore, Coallia est notre opérateur pour essayer, rapidement, de trouver une solution.

Deuxièmement, la Ville de Montpellier accompagne et déploie beaucoup d'efforts. Nous souhaitons que d'autres territoires du département et d'ailleurs s'engagent sur des efforts comparables. Nous le savons : il y a des communes carencées sur le logement social ; certaines s'efforcent de corriger leurs efforts, mais il y a encore beaucoup à faire. Et de ce point de vue-là, à Montpellier, oui, parfois, on voit des grues, mais parce que derrière, il y a des choix de solidarité.

Et puis troisième point, puisque l'on est sur le logement social : il faut que nous soyons tous très attentifs, parce qu'il n'est pas question qu'il y ait des gens qui passent devant d'autres qui attendent ; c'est la règle qui détermine. C'est donc la question du logement social, et Monsieur CALVO, en tant que Président d'ACM, vous y veillez au grain, pour essayer d'accompagner de manière solidaire et dans le droit l'ensemble des bénéficiaires éligibles.

Je propose de passer aux voix sur cette affaire. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Caroline DUFOIX, Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

11. Egalité et droits des femmes - Convention de don de protections périodiques au collectif Montpelliérain de lutte contre la précarité menstruelle - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Je donne la parole à Madame NAKIB pour l'affaire 11 qui, là aussi, est une action importante, de soutien aux acteurs de la solidarité et de lutte contre la précarité. Madame NAKIB, vous avez la parole.

Fatma NAKIB : Bonjour. Merci. Selon l'association Règles Élémentaires, ce sont aujourd'hui 1,7 million de femmes qui sont victimes de cette précarité menstruelle, qui est en lien avec l'affaire que nous proposons. La mise en lumière, par la crise sanitaire, de la précarité étudiante, comprend aussi des sujets de protections périodiques. Près d'un tiers des étudiantes en auraient besoin, et auraient besoin d'un soutien financier pour s'en procurer pendant leurs règles. Le Gouvernement a annoncé le 23 février 2021 la gratuité des protections hygiénique pour ce public d'ici la rentrée prochaine. L'Université de Montpellier, par le biais du service de la prévention et de la santé, avait déjà devancé ces mesures gouvernementales, et à Montpellier, le Planning familial et l'association Les Invisibles ont commencé la collecte et la distribution depuis plusieurs mois, voire années. En effet, ce phénomène ne touche pas que les étudiantes, mais de nombreuses femmes en situation de précarité ou de pauvreté.

La Ville de Montpellier souhaite amplifier ce mouvement aux côtés des associations, dans l'attente de la loi pour une égalité réelle à ce sujet. Pour l'heure, il s'agit d'un don, et nous espérons poursuivre plus avant cette opération en apportant notre soutien aux associations sous diverses formes. Des serviettes et tampons seront accessibles gratuitement à celles qui en ont besoin. L'objectif est double : garantir et faciliter l'accès aux protections périodiques et contribuer à la levée du tabou des règles. Nous veillerons également à ce que les produits distribués soient les plus écoresponsables possibles, sans dioxines, et en fonction de la situation de chacune, des produits réutilisables seront proposés. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci à vous, Madame NAKIB. Madame OLLIER, si c'est sur le sujet et si vous n'avez pas d'intrusion, ou une personne qui voudrait... Allez-y.

Clothilde OLLIER : Il n'y a pas d'intrusion, puisque je suis dans mon appartement. Je suis la seule à prendre la parole, vous le savez bien. C'est ce que j'ai toujours fait pendant le Conseil municipal. Je n'ai donné la parole à personne d'autre. Vous m'avez coupée tout à l'heure. Je n'ai pas pu m'exprimer. On parle de précarité, donc je vais m'exprimer sur la précarité.

Monsieur le Maire : Sur l'affaire 11.

Clothilde OLLIER : Vous parlez de démocratie. J'estime avoir le droit d'avoir la parole en tous les

cas pendant ce Conseil municipal.

Monsieur le Maire : Bien sûr, Madame OLLIER.

Clothilde OLLIER : Merci beaucoup. On parlait – le sujet précédent – de Coallia, Coallia dont vous faites la promotion, je l'ai bien entendu. Avec Madame DOULAIN, nous nous sommes rendues sur place pour nous rendre compte de ce qu'était réellement Coallia et de ce à quoi correspondait Coallia, puisqu'on entendait de tout et on ne savait pas de quoi il s'agissait. Alors, Coallia, c'est quoi ? Coallia, c'est *[coupure de son]*.

Monsieur le Maire : Merci Madame OLLIER. Madame FRÊCHE va apporter quand même un élément de réponse, et on reviendra après au débat très important sur la précarité menstruelle et le soutien.

Julie FRÊCHE : Merci, Monsieur le Président. Je voudrais remercier les propos et la rigueur avec lesquels Monsieur JAWHARI a explicité le travail de Coallia auprès des publics et au cœur de ce centre de SDF. Je remercie aussi Christophe CAVARD, ancien député et membre du comité de direction de Coallia, de partager avec nous la réaction des hébergés et des salariés suite à la visite, que je rappelle, illicite, de vous, Madame OLLIER et de Madame Alenka DOULAIN. En effet, cette visite illicite de près d'une heure dans les locaux a provoqué indignation et colère chez les hébergés du centre, comme tous les salariés. Ils se sont sentis instrumentalisés à des fins politiciennes et idéologiques.

Sur le fond, Monsieur JAWHARI l'a rappelé, ce centre est un abri de nuit, qui permet à 32 hommes isolés et 4 couples d'être accueillis avec leurs chiens, ce qui est rare aujourd'hui. Il est vide la journée en temps normal. Il a ouvert dans des logements modulaires en janvier 2020 pour proposer un accueil aux SDF au plus vite dans des logements modulaires, plutôt qu'attendre la fin de la construction du bâtiment neuf et moderne. Les personnes qui viennent sur le centre sont orientées par le 115. Le centre est à 100 % depuis son ouverture. Les hébergés demandent à venir sur ce centre, parce qu'ils ont une chambre individuelle, certes trop petite pour l'instant, mais bien mieux que les dortoirs classiques qui accueillent le plus souvent sans les chiens. Aujourd'hui, quinze professionnels travaillent sur le centre, et cinq travailleurs sociaux sont en contrat à durée indéterminée. Et je crois que, collectivement, nous souhaitons saluer le travail de ces professionnels.

Depuis mars 2020, la pandémie est arrivée et, hélas, le centre n'a que très peu fonctionné normalement en abri de nuit. Les services de l'État ont demandé aux abris de nuit de rester ouverts 24 heures sur 24 pendant les périodes de confinement pour aider les SDF dans ces moments difficiles. Les équipes de Coallia ont redoublé d'effort pour accueillir correctement les hébergés dans cette crise sanitaire. Nombreux témoignent très positivement du soutien des professionnels et sont heureux d'être aidés par les travailleurs sociaux pour progresser dans leur parcours de vie difficiles. Coallia règle les problématiques de santé. Beaucoup sont dans des problèmes d'addiction, des problématiques administratives et bien sûr des problématiques personnelles et familiales.

Certains ont manipulé. Vous avez montré des images où les fenêtres sont côté hangar. Sachez que c'est pour permettre aux bungalows d'être abrités par une partie du toit et être à l'ombre en période de chaleur. Comme le centre ne devait ouvrir que la nuit, la fenêtre semblait moins primordiale que l'ombre, dans la mesure où le centre ne devait ouvrir que de 18 heures à 9 heures du matin. Je crois, Mesdames, qu'en manipulant les images, vous avez servi votre seul message militant. Vous détruisez ce travail et vous travestissez gravement la réalité. Bien sûr que ce centre n'est pas un palace, qu'il est transitoire. Mais il a le mérite d'offrir un temps de pause aux personnes à la rue, avec des

professionnels investis pour les aider. Il est particulièrement indigne et honteux de voir l'opposition instrumentaliser des situations de grande détresse pour faire simplement un coup politique.

Monsieur le Maire : Merci, Madame FRÊCHE. Je vais mettre aux voix la délibération proposée par Madame NAKIB, que je veux ici remercier. Je salue aussi l'association, l'engagement de beaucoup de jeunes gens et de jeunes femmes en particulier, Louna PIERRON, qui était déléguée nationale des lycéens, qui a œuvré à la prise en charge de la précarité menstruelle. Saluer les associations et indiquer que Coallia est aussi partenaire de ce projet – et donc de les remercier. Je mets aux voix, pour aider à la distribution de 20 000 protections face à la précarité menstruelle. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Véronique BRUNET, M. Michel CALVO, M. Jean-Dominique DELAVEAU, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

12. Ressources humaines et dialogue social - Plan d'actions égalité professionnelle femmes-hommes - Ville de Montpellier – Approbation

Monsieur le Maire : La parole est à Monsieur ASLANIAN sur le plan d'égalité professionnelle femmes-hommes.

Michel ASLANIAN : Merci, Monsieur le Maire. Si vous le voulez bien, je vais présenter en généralité cette affaire qui est extrêmement importante pour notre collectivité. Je laisserai peut-être la parole à ma collègue Fatma NAKIB, qui a été l'une des chevilles ouvrières de la construction de ce plan d'actions, pour qu'elle le détaille un peu si vous le voulez bien.

Je l'ai dit : c'est un projet extrêmement structurant pour notre collectivité, car on l'a co-construit avec les organisations syndicales et il va nous engager très fortement vers une certification AFNOR. Dans le cadre de la démarche égalité professionnelle engagée à la Ville de Montpellier, un plan d'actions en faveur de l'égalité professionnelle femmes-hommes a été élaboré en vue de réduire les écarts constatés dans quatre domaines qui vont vous être présentés, définis par le décret du 4 mai 2020 définissant les modalités d'élaboration et de mise en œuvre. Ce projet verra aussi la création d'un poste dédié à la mise en place d'actions entre la Ville, la Métropole et le CCAS. Il a déjà été voté au Conseil de février.

Si vous voulez bien, Monsieur le Maire, je laisse la parole à Madame NAKIB qui va vous le présenter en détail.

Monsieur le Maire : Effectivement, présentation à plusieurs voix. Fatma.

Fatma NAKIB : Merci. Effectivement, cette délibération présente une vraie collaboration entre les services de la cohésion sociale et les ressources humaines. L'enjeu principal de cette délibération et de ce plan, c'est surtout la concertation, qui est au cœur de ses ambitions, et qui est une condition nécessaire à la réussite de ce projet. L'élaboration de ce premier plan, parce que c'est un premier plan, repose sur les échanges avec les agents de la collectivité et avec les élus, avec lesquels nous souhaitons que des actions objectivées soient pilotées par la Direction des Ressources Humaines. Cette concertation est nécessaire aux futures étapes en cours d'élaboration pour engager l'ensemble des directions de la collectivité dans la labellisation AFNOR en faveur de l'égalité et de la diversité

professionnelles. Je tiens à faire remarquer qu'au-delà de ce plan, les engagements de la Ville dépassent la Collectivité. J'en veux pour preuve l'affaire 38 - dénomination voies et espaces publics -, qui est limpide en ce qui concerne la volonté politique de la Collectivité. Il s'agit de rattraper un retard patent en ce qui concerne la présence des femmes dans l'espace public, mais aussi de marquer la diversité culturelle, ciment de notre société et du vivre ensemble.

Donc, ce plan : les enjeux sont effectivement la concertation, l'élaboration d'un plan d'actions qui repose sur des actions concrètes et objectivées, et donc réalisables, le pilotage et la mise en œuvre de ce plan d'actions, la sensibilisation et la mobilisation de l'ensemble des acteurs comme parties prenantes de la démarche, et également une communication adaptée. Pour nous, il est essentiel que tous les services puissent participer. Nous avons soumis à chaque étape nos propositions, et nous les avons amendées dans le cadre des comités techniques. Et a priori, ce plan est en bonne voie. Nous avons déjà lancé un questionnaire et nous sommes en train d'étudier les réponses formulées par les agents de la collectivité. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Je propose de mettre aux voix. Madame DOULAIN, veuillez m'excuser, je n'avais pas... Allez-y.

Alenka DOULAIN : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. Il est évidemment tout à fait louable, pour ne pas dire urgent, de mettre en place des engagements forts de lutte contre l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et je remercie cette présentation très claire. Notamment, on doit le faire parce qu'on est un employeur public et on doit être très, très exemplaire. Donc on votera évidemment pour cette démarche.

Seulement, il nous semble encore, une fois de plus, que le plan ne va pas très loin, ne va pas forcément assez loin. On en a parlé en Conseil métropolitain, mais là je voulais surtout appuyer un point : c'est que nous, on considère aujourd'hui qu'il ne va pas aussi assez loin parce qu'il exclut de fait de ses champs d'actions bon nombre d'agentes. En effet, comme nous l'avons déjà souligné lors du dernier Conseil, et nous le rappelons ici puisque cela concerne aussi la Mairie, notre collectivité fait largement recours à des personnes non titulaires et non contractualisées – ce sont les fameux vacataires. Et en complément de ces vacataires, que la Ville embauche parfois depuis des années de manière régulière, sans les contractualiser, s'ajoutent des personnes qui remplissent souvent les mêmes missions, mais en étant embauchées en intérim par des structures externes de type associatif et à qui une partie du service public a été déléguée. C'est notamment le cas dans les écoles. C'est la situation aujourd'hui.

Dans le plan que vous nous soumettez, il n'est nulle part fait mention de ces personnes. Pourtant, on est en droit de supposer qu'il s'agit majoritairement de femmes, car au-delà des constats de terrain, une seule ligne du rapport stipule une situation comparée femmes-hommes, et cela nous éclaire quand même sur la situation globalement. C'est que 75 % des emplois non permanents – ils ne sont pas définis, on ne sait pas trop ce que c'est, mais voilà – sont occupés par des femmes – 75 %. En commission, on m'a évidemment rétorqué : « *Mais Madame DOULAIN, ce sujet dépasse les questions égalité femmes-hommes.* ». Bien entendu, j'entends, mais elles sont tout de même très liées. Et on sait aujourd'hui que les pires conséquences des inégalités entre les hommes et les femmes, telles que les violences conjugales par exemple, sont de fait alimentées par les situations de précarité économique et sociale. Essayez de trouver un logement, si vous sentez qu'il vaut mieux que vous partiez de votre domicile, par exemple par peur de violences conjugales, si vous êtes vacataire ou en CDD. On connaît le marché du logement montpelliérain ou la liste d'attente des logements sociaux. Donc en fait, la question de l'égalité entre les hommes et les femmes ne peut pas être distinguée de la situation de ces vacataires, intérimaires et autres emplois non permanents.

Oui, Monsieur le Maire, j'ai envie de dire, les sujets RH sont politiques. Vous avez à plusieurs reprises, devant les organisations syndicales, précisé que vous ne vous occuperez pas de ces sujets et que vous laissez toute latitude à votre DGS et votre adjoint dédié à ces sujets. Cela peut être une stratégie, mais il faudrait quand même qu'il y ait une feuille de route politique sur ces sujets RH. Non, Monsieur le Maire, résoudre les problématiques RH en restreignant le droit de grève ou en privatisant les services publics, ce n'est pas une stratégie de long terme, ou en tout cas c'est un logiciel libéral derrière. Non, Monsieur le Maire, il n'est pas normal que notre collectivité entretienne une machine à précariser en développant depuis des années des contrats de vacataires.

Ma question est donc la suivante : allez-vous prendre l'engagement de contractualiser ou de titulariser toutes celles et ceux, et notamment celles, dans notre ville qui occupent de fait un emploi non permanent ? Avez-vous pris la décision d'arrêter d'avoir recours à cette pratique ? Notamment, il serait dommage de reproduire ce type de contrat quand on connaît aujourd'hui la limite, notamment pour les nouvelles missions comme la sécurisation des abords de nos écoles, que vous n'avez pas souhaité confier à nos agents titulaires. Le marché de l'emploi à Montpellier fait déjà la part belle aux contrats précaires. Je pense vraiment que c'est à notre collectivité de regarder les choses en face et de se dire « *on a un mandat pour être exemplaire* ». On ne demande pas des choses tout de suite, mais on considère qu'il faut déjà le pointer maintenant pour mettre en place des actions et avoir ces effets dans les années qui viennent. Tout comme lorsqu'on parle d'écologie, on ne peut pas parler d'égalité entre les hommes et les femmes sans parler des questions sociales. Monsieur le Maire, dans votre envie de remédier à ces problématiques, n'oublions pas celles qui en sont les premières victimes. Merci pour votre écoute.

Monsieur le Maire : Pas d'autres demandes de prise de parole ? À commencer, dans les semaines qui viennent, par la Direction générale, qui sera à la parité, ce qui n'était pas du tout le cas. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

13. Ressources humaines et dialogue social - Rémunération des professionnels de santé dans le cadre de la vaccination Covid-19 - Conventonnement avec l'Agence Régionale de Santé – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n° 13. Une subvention auprès de l'ARS pour nous aider à financer nos professionnels de santé qui vaccinent. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Madame DOULAIN, qui n'avait pas manqué... Vous retirez votre prise de parole ? Alors je mets aux voix. Allez-y, Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Merci, désolée. Monsieur le Maire, chers collègues. Juste sur cette question des vaccins, après les errements du Gouvernement et de l'Union européenne sur la gestion de la crise, le temps de la vaccination est arrivé – on s'en réjouit évidemment. Dans cette affaire, il est question de la grille de rémunération des vacataires. Pour nous, c'est l'occasion de vous demander votre propre stratégie de vaccination en tant qu'employeur. La semaine dernière, le 1^{er} avril, lors du comité technique avec les organisations syndicales, vous avez été interpellé par des représentants des agents au sujet de la vaccination des agents. Ces derniers vous ont demandé à de nombreuses reprises la possibilité d'être vaccinés en priorité, en particulier pour les agents de police et pour l'ensemble du personnel qui est dans les écoles, donc en première ligne, il faut le dire. La réponse que nous avons entendue, que vous leur avez faite, c'est : pas de passe-droit pour le personnel municipal. Ce n'était pas une blague du 1^{er} avril. Pour nous, cette réponse aujourd'hui est inacceptable. En effet, à Nice, le

maire Christian ESTROSI a fait prioriser la vaccination pour les agents qui le souhaitent, en particulier le personnel qui travaille dans le cadre scolaire. En effet, le Gouvernement a prévu que les enseignants soient vaccinés très prochainement. Mais il n'y a rien qui est dit sur le personnel municipal. C'est donc à notre puissance communale de prendre ses responsabilités pour pallier les manquements de l'État. Aujourd'hui, je vous demande du coup de faire marche arrière, en tout cas d'être clair sur votre position par rapport à ce sujet. Il faut permettre la vaccination prioritaire des agents municipaux qui le désirent, évidemment, en particulier ceux qui interviennent en première ligne. Évidemment, on se pose aussi la question du coût de la vaccination de tous les contrats précaires, vacataires et/ou des structures qui font le travail à notre place. À nouveau vous optez pour une posture qu'on considère un peu méprisante, qui a été évoquée le 1^{er} avril, envers nos agents municipaux. Je vous demande des éléments de précision là-dessus. Merci.

Monsieur le Maire : Merci, Madame DOULAIN. Je vais apporter quelques éléments de réponse. J'observe votre référence à Christian ESTROSI qui est toujours sur les coups de communication là-dessus, puisqu'il l'était déjà début janvier en disant « *à Nice, on vaccine le plus* ». Nice, malheureusement, de manière tragique, s'est retrouvée avec l'un des taux d'incidence les plus élevés. Des fois, les paroles des élus sur cela ont participé à des comportements peu responsables, laissant entendre que les choses allaient mieux, alors qu'il faut rester prudents, porter le masque, respecter les gestes barrières.

Ensuite, nous, quel est notre rôle dans ce dispositif de vaccination ? Il est de faire en sorte que des lieux soient armés pour vacciner. J'ai évoqué le CHU, le SDIS à Vailhauquès, les cliniques privées ; demain, un dispositif innovant avec le drive, la maison médicale de garde, notre propre centre de vaccination municipal situé aux échelles de la Ville. Jeudi, nous allons ouvrir un nouveau centre dans la Salle des rencontres. Objectif : 1 000 personnes vaccinées, pour aller vers 2 000, 7 jours sur 7, tant qu'il sera nécessaire, c'est-à-dire probablement jusqu'en octobre.

Ensuite, qui sera vacciné ? C'est simple ; c'est très simple. Et je l'ai dit aux agents. Et je le dis aux Montpelliérains et à ceux qui approchent la quarantaine et qui disent « *j'aimerais être vacciné* » : non, nous vaccinerons selon les critères qui sont définis nationalement, c'est-à-dire les personnels des EHPAD, et tous ont été vaccinés ou se sont vus proposer une vaccination, sous l'autorité du CCAS, les plus de 75 ans, et à mesure qu'on baisse les critères. Ensuite, nous attendons, parce que nous pensons nécessaire de vacciner les personnels de l'éducation et nos agents de l'éducation. Quand le décret sera pris, les créneaux seront ouverts. Mais on ne peut pas dire dans cette crise de manière arbitraire « *on va laisser passer telle ou telle personne* ». D'ailleurs, moi, la question de l'arbitraire est quelque chose qui me dérange profondément. Si c'est ce que vous défendez, cela vous appartient, mais je ne le crois pas. Il y a des règles pour la vaccination.

Je vais vous dire, moi, ce qui est le plus grand scandale dans cette affaire, ou le plus gros problème. C'est que notre propre pays, pays de chercheurs, pays de science, pays de Pasteur, n'ait pas eu un vaccin. Peut-être que si nous avions eu, nous, la France, un vaccin, peut-être que les chaînes de production auraient été plus rapides, peut-être que nous aurions été moins dépendants de la géopolitique à l'échelle internationale sur cette question-là.

Nous, Conseil municipal de Montpellier, nous, élus de la République, dans cette crise, que devons-nous faire ? Protéger en distribuant des masques très massivement - et merci à tous les travailleurs sociaux - en tenant le discours de responsabilité. C'est bien la moindre des choses, que nous devons aux soignants. Parce que quand nous polémiqons, eux, ils prennent en charge. Et ces bruits de fond ne sont pas des encouragements.

Aujourd'hui, des doses supplémentaires arrivent sur notre territoire, et c'est une bonne chose. Et le but, dans les règles, seulement dans les règles, et parce que les règles font ce qui nous permet de vivre ensemble, nous vaccinerons. Et dès que le ministère de l'Éducation, et j'espère le plus rapidement possible, puisque là nous sommes en vacances scolaires, contrairement à notre calendrier initial, dira qu'il faut vacciner les personnes de l'Éducation nationale et évidemment les personnels municipaux qui travaillent à leurs côtés de manière mobilisée, alors nous vaccinerons. Voilà pourquoi nous avons dit « *pas de passe-droit* ». On peut entendre la détresse et le désir d'être vacciné. Cette interpellation est bien légitime, parce que cela fait un an, un an que cela dure, un an que nous sentons que nous sommes très vulnérables.

Cette crise, Mesdames et Messieurs, nous finirons bien par en sortir. Et il faudra aussi en tirer tous les enseignements, tous. Parce que cela a rappelé une autre vulnérabilité. Mais un des enseignements que je vous inviterai collectivement à prendre, c'est qu'il faut de la mesure. Souvenez-vous celui que certains érigeaient en héros – le Professeur RAOULT –, et combien il est aujourd'hui dans l'erreur. Souvenez-vous ceux qui, au mois de janvier, défiaient la vaccination, et qui aujourd'hui appellent à la même vaccination. C'est la tempête pour le pays, c'est la tempête pour les gens, c'est très dur. Alors nous ouvrirons, jeudi, en présence de l'ensemble des acteurs, un nouveau lieu de vaccination et, j'espère, des doses, des doses de vaccin. Vacciner, parce que c'est le seul moyen pour pouvoir retrouver notre vie d'avant, que nous appelons de nos vœux, y compris de pouvoir se tenir en Conseil municipal. Et en attendant, pour ceux qui ne sont pas éligibles à la vaccination, c'est ainsi, on peut le déplorer, continuons à faire preuve de responsabilité – le port du masque, les gestes barrières. Nous sommes dans une période très difficile, et je sais que les agents, dès que cela sera possible, seront vaccinés. Mais je sais que tous les agents publics de notre collectivité font preuve d'engagement. Notre police municipale, nos ATSEM, notre PMI. Et merci Madame DOULAIN d'avoir rendu hommage à notre police municipale, aux ATSEM et à notre PMI, à notre police municipale qui distribue des masques quand on en manque, aux côtés des associations.

Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Mylvia HOUGUET, Mme Coralie MANTION, M. Charles SULTAN.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

14. Ressources humaines et dialogue social - Convention sportif de haut niveau - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Monsieur MARTIN, vous avez la parole, pour un projet – justement – pour nos personnels, pour ce qu'ils incarnent.

Hervé MARTIN : Merci, Monsieur le Maire. Effectivement, les sportifs de haut niveau bénéficient d'un certain nombre de droits, de façon à pouvoir concilier à la fois leur carrière professionnelle et leur carrière sportive. Et ici, il s'agit de mettre en œuvre, en quelque sorte, ces droits pour un agent, Monsieur EL YAZIDI, sportif de haut niveau en taekwondo, qui doit préparer les qualifications pour les Jeux Olympiques, pour les mondiaux. Il s'agit donc ici de passer une convention avec la Fédération Française de Taekwondo de façon à lui permettre d'aménager son emploi du temps, parce qu'être sportif de haut niveau, ce n'est pas forcément être professionnel de ce sport. D'ailleurs, aux

Jeux Olympiques, dans de grandes compétitions mondiales, l'immense majorité des athlètes ne sont pas professionnels, ne peuvent pas vivre de leur sport. Ils ont donc un métier à côté. Et aménager leur emploi du temps, leur possibilité d'emploi, c'est leur permettre non seulement de s'entraider et de se préparer physiquement, mais cela permet aussi la préparation mentale. C'est aussi leur garantir une hygiène de vie irréprochable. Et tout cela est absolument nécessaire, de façon à ce que vivent ces grands événements sportifs mondiaux, tels que les Jeux Olympiques ou d'autres, qui ne pourraient pas se faire sans ces athlètes souvent un peu anonymes et qui ont besoin de l'élan, de l'accompagnement de collectivités telles que la nôtre. Cette fois-ci, c'est pour Monsieur EL YAZIDI. Il y a d'autres fonctionnaires de notre municipalité qui sont des sportifs de haut niveau et qui pourront bénéficier de cet accompagnement, que nous allons développer de façon à leur permettre de concilier, encore une fois, vie professionnelle et vie sportive. D'autant plus que, souvent, il s'agit de jeunes agents, car c'est rarement à un âge avancé qu'on peut pratiquer ce genre de sport à ce niveau-là. Il est bien normal, dans des moments où leur carrière n'est pas encore très avancée, et leur niveau de salaire pas encore très élevé, de leur permettre d'avoir les meilleures conditions possibles d'entraînement et de préparation. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur MARTIN. Je mets aux voix, en souhaitant plein de succès. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

15. Santé - Contrat de préfiguration du Contrat Local de Santé (CLS) - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Monsieur SULTAN, pour le contrat de préfiguration du contrat local de santé.

Charles SULTAN : Merci, Monsieur le Maire. Mes chers collègues. Je crois que nul ne pourra contester que la santé est devenue une préoccupation majeure pour l'ensemble des citoyens. L'élaboration d'un contrat local de santé prend donc toute sa place dans la vie de la cité. Il est intéressant de rappeler qu'à ce jour, aucune municipalité précédente n'avait inscrit ce contrat local de santé dans l'activité de la municipalité, et donc je me réjouis que notre Maire ait changé, ait modifié cette habitude.

Qu'est-ce que le contrat local de santé ? C'est un outil de coordination et d'animation du territoire pour décliner le projet régional de santé. Il démarre par un contrat de préfiguration, qui est piloté par le Service de Cohésion Sociale, en interaction étroite avec l'ARS et le Codes.

L'objectif de ce contrat est très simple, celui de diagnostiquer l'état de la santé. C'est un diagnostic territorial de santé, qui va permettre d'obtenir, au fond, une photo précise des besoins en santé de la ville. Il s'articule sur trois pôles, la synthèse des données existantes, la concertation avec les différents acteurs (médecins, paramédicaux, associations, instances), et nous l'assortissons, ce qui en fait là aussi une originalité par rapport aux autres villes, d'une consultation citoyenne, une participation des Montpelliérains, pour préciser, pour définir les besoins de santé et pour être à l'écoute de leurs propositions. À l'issue de cette phase, une orientation stratégique de la Ville nous permettra de définir un plan d'action global.

Les axes qui ont été pressentis concernent des thèmes qui intéressent particulièrement les Montpelliérains, à savoir la prévention, prévention non seulement des addictions, qui sera prise en charge par Madame BRUN-MANDON, mais aussi prévention des grandes pathologies (sida, hépatite, etc.). Deuxième thème potentiel : la santé mentale, et notamment la santé mentale des jeunes. Troisième : santé orale. N'oublions pas que Montpellier est une ville classée par l'OMS comme une ville experte dans la santé orale. Et puis, vous ne serez pas surpris que la dernière priorité soit centrée vers la santé environnementale, dans ses composantes atmosphériques, nutritionnelles, habitationnelles, etc.

Le message fort de ce contrat local, en fait, est de réduire les inégalités sociales de santé. Il a pour mission d'aller vers les citoyens, à travers un maillage du territoire qui, au fond, va tenter de favoriser les quartiers les plus précaires, les individus qui n'ont pas accès directement à la santé. Un projet novateur, un projet ambitieux, donc, et je me réjouis de le porter avec l'équipe de la santé, dont l'objectif prioritaire, l'objectif fondamental, sera de faire émerger une santé égalitaire et solidaire. Je vous remercie, Monsieur le Maire et mes chers collègues.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, cher Charles SULTAN. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Là encore, à deux voix, Madame BRUN-MANDON.

Élodie BRUN-MANDON : Merci, Monsieur le Maire. Bonjour à toutes et tous. Comme l'a dit mon collègue Charles SULTAN, je voudrais surtout insister sur l'importance du conseil local de santé mentale que nous allons entreprendre prochainement, mais avec la signature du contrat local de santé. On traverse une crise sans précédent, qui va faire des ravages conséquents sur notre territoire, et il est vital de mettre en exergue ce conseil local en santé mentale - et la santé mentale entendue comme celle de l'OMS, où il n'y a pas seulement de pathologies ou d'infirmités, mais bien un état de bien-être global autour de la santé environnementale, autour de la prévention. Aujourd'hui, nous sommes acteurs de territoire, nous travaillons main dans la main avec l'ARS, et c'est d'une importance capitale, comme nous l'avons fait et comme nous le faisons aujourd'hui avec ce centre de vaccination au sein de la Mairie, que nous pouvons saluer, et avec les citoyens dans le cadre de la consultation d'un diagnostic de santé. Nous sommes fiers aujourd'hui de défendre l'idée que notre Ville va réduire les inégalités de santé. Nous le ferons en démocratie participative. Bref, aujourd'hui, comme le disait Michel CALVO tout à l'heure, nous sommes dans le concret, nous sommes dans l'énergie de faire, et non pas dans les polémiques faciles. Nous allons faire de notre territoire un accès facilité aux soins et nous pourrions en être fiers.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Les polémiques, cela ne règle pas les problèmes. Merci de ce travail : ce contrat local de santé, fédérer les acteurs. Il y a beaucoup à faire dans la ville. Pour les 800 ans de la Faculté de médecine, il faut que nous soyons exemplaires dans l'accès aux soins, l'éducation à la santé, dans tous les domaines que vous avez donnés. Je me permets de préciser aussi qu'il existe une permanence, et un soutien psychologique qui ont été déployés par les services de la Ville de Montpellier en direction des étudiants, qui viennent en renfort des dispositifs. Et puis, à la rentrée prochaine, nous lancerons sur le modèle des Agora des Savoirs, les Jeudis de la santé aussi, et des grands professionnels de santé viendront s'adresser aux Montpelliérains sous forme de conférences. Tout un travail qui aura l'occasion, progressivement, d'être présenté. Cela ne se fait pas en quelques semaines, mais merci à chacun là-dessus.

Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

16. Protection de la population et tranquillité publique - Lutte contre la LGBT+ phobie - Convention avec l'association " FLAG ! " - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 16. Je donne la parole à Monsieur COTE.

Sébastien COTE : Bonjour, Monsieur le Maire, chers collègues. Effectivement, l'affaire 16 concerne la lutte contre la LGBT+ phobie. Vous le savez, la Ville de Montpellier est très engagée dans la lutte contre toutes les formes de discrimination, hommes-femmes, bien évidemment, mais évidemment aussi à l'encontre des LGBT+. Pour conforter cette vocation d'une ville inclusive, d'une ville accueillante, nous portons donc depuis le début de ce mandat un certain nombre de projets, tous portés par le conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance. C'est pour cela que c'est moi qui ai le plaisir, au titre de la lutte et de la prévention de la délinquance, de porter cette délibération. Je me permettrai de passer la parole à Madame NAKIB, qui évidemment en dira aussi quelques mots.

Évidemment, il y aura d'autres éléments dans cette lutte contre ces actes LGBT+ phobie. Il s'agit là, en l'occurrence, d'une convention avec une association qui s'appelle FLAG !, qui va permettre via une application de faciliter le signalement des violences et surtout de permettre d'orienter rapidement les victimes vers les bons interlocuteurs, à la fois pour porter plainte, bien évidemment, mais aussi pour avoir du soutien et de l'écoute. L'avantage aussi pour la collectivité, au-delà évidemment de cet engagement et de ce soutien, c'est de pouvoir obtenir ensuite la géolocalisation de ces actes, qui nous permettront, au sein du Conseil Local de Prévention de la Délinquance de repérer dans l'espace public les lieux plus particulièrement dangereux pour les personnes LGBT+. C'est en cela qu'évidemment je vous sou mets donc le conventionnement avec cette association et la subvention qui est indiquée de 2 000 euros pour l'année 2021. Madame NAKIB pourra évidemment compléter. Merci beaucoup.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur COTE. Madame NAKIB, peut-être. Gros travail accompli.

Fatma NAKIB : Oui, tout à fait. FLAG ! : cette application est un outil très complet pour lutter contre la haine LGBT+. Je tiens tout d'abord à saluer la collaboration avec les services et les élus pour permettre l'installation de cette application, et en particulier le CLSPD. Elle est facile d'utilisation pour la protection et la facilitation des signalements de violences commises dans l'espace public ou dans la sphère familiale. Il est important aussi de noter que tout un chacun peut se saisir de cette application pour apporter un témoignage, déposer une pré-plainte ou encore contacter les secours. Cette application est complémentaire de l'application App-elles que nous avons lancée en collaboration avec les services de l'État le 8 mars dernier, et nous travaillons également à la création de zone-refuges dans le centre de la Ville et les quartiers périphériques de l'Écusson, de manière à apporter aux femmes et aux victimes de LGBT+ phobie des espaces pour se sécuriser, dans un lieu bienveillant et sans discrimination, dans l'attente de l'arrivée des secours. Voilà ce que je voulais ajouter. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Parallèlement, nous formons notre police municipale contre le harcèlement de rue et contre les actes racistes, homophobes. Et je voudrais à ce titre, publiquement, condamner les inscriptions scandaleuses sur des lieux de culte musulmans à Nantes et à Rennes, à cette occasion.

Je propose de passer aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

17. Protection de la population et tranquillité publique - Programme de Vidéoprotection Urbaine - Année 2021 - Extension – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n° 17. Programme d'extension d'installation de nouvelles caméras de vidéosurveillance, notamment Faubourg du Courreau et dans un certain nombre de secteurs de la Ville qui n'en étaient pas dotés. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole, d'éclaircissement, auprès de Monsieur COTE ? Madame DOULAIN. Allez-y, Madame DOULAIN. Allez-y.

Alenka DOULAIN : Merci, Monsieur le Maire. Je voudrais commencer cette affaire en vous disant que nous avons trouvé relativement insupportable votre opération de récupération et d'instrumentalisation d'un fait divers dramatique récent pour faire la promotion de la vidéosurveillance. Pour ceux qui auraient raté cet épisode, Monsieur le Maire s'est félicité, avant même que l'enquête ne soit a priori close, de l'exploitation de la vidéosurveillance pour trouver l'agresseur présumé de Monsieur FRANÇON, victime d'une terrible attaque au couteau dans l'Écusson en mars dernier. Sur ce sujet de la vidéosurveillance, comme tous les sujets qui concernent la sécurité de nos concitoyens, l'instrumentalisation, les raccourcis, les mystifications sont vraiment à proscrire au profit de la raison et de la pondération.

Aujourd'hui, vous nous proposez un nouveau programme d'extension de la vidéosurveillance, avec 25 nouvelles caméras, pour un coût de 400 000 euros. Et cette affaire vient en complément de l'affaire 18, la suivante, et de sa plateforme d'hypervision, dont le budget sera au-delà de cette nouvelle extension. Il y a six mois, nous nous étions déjà opposés, avec une partie des élus de votre majorité, à une première phase d'extension de la vidéosurveillance dont, je le rappelle, aucune étude scientifique ne permet de vérifier l'efficacité concrète. Et nous avons demandé d'ailleurs à l'époque à ce que nous puissions être territoire-pilote d'étude de ses effets. Pour nous, en fait, les coups de menton à la VALLS, dont vous et votre adjoint à la sécurité êtes devenus relativement coutumiers, ne régleront pas les problèmes de l'insécurité dans notre ville. Nous le disons depuis longtemps : il faut des moyens pour notre police municipale. Il est impensable d'augmenter à nouveau le nombre de caméras présentes sur notre territoire sans donner à la police municipale les moyens pour travailler efficacement. Alors, qu'est-ce qu'il nous faut ? Une augmentation des moyens humains de notre police municipale, mais aussi un changement de doctrine pour une police municipale résolument tournée vers la coopération et la prévention. Aujourd'hui, nous demandons où sont les postes et les recrutements nécessaires pour une vraie politique de sécurité, à quand la fin des effets d'annonce et des coups médiatiques. Merci pour vos réponses.

Monsieur le Maire : Monsieur COTE, rapporteur.

Sébastien COTE : Merci, Monsieur le Maire. Déjà, prendre des leçons d'instrumentalisation politique et de coups de communication par Madame DOULAIN ne me laissera pas sans voix ; cela me laisse juste accablé par le niveau du débat public. C'est évidemment entre parenthèses après tout ce que nous venons de vivre.

Revenons maintenant, avec sérieux et un petit peu de mesure, sur cette question de vidéoprotection. Personne n'a jamais dit, Madame DOULAIN, personne, que la vidéoprotection était le seul outil pour lutter contre la délinquance. Bien évidemment, c'est un outil parmi d'autres. Et je vous rassure, la police municipale voit ses moyens renforcés ; elle les verra tout au long de l'année 2021 par l'acquisition de camions mobiles, en particulier par la mutation de son armement, la modernisation de son équipement, de sa flotte de véhicules, qui lui permettront évidemment d'être une véritable police de proximité. Vous parliez beaucoup de doctrine d'emploi, mais je ne sais pas si vous avez lu

celle que Monsieur le Maire a validé. Je pense que cela vous instruirait beaucoup.

Ensuite, deuxième élément. Il est bien évident que la vidéoprotection est utile. Elle est utile à de multiples égards ; évidemment, en matière de prévention de la délinquance. Régulièrement, nous avons un certain nombre d'affaires qui permettent de déjouer par avance un acte qui va être commis. Cela a été le cas à plusieurs reprises, notamment avec des femmes qui étaient suivies dans la rue et que notre CSU a pu alerter, repérer et envoyer la police municipale pour empêcher qu'elles ne se fassent agresser. Premier élément.

Deuxième chose : la vidéoprotection est utile pour élucider un certain nombre d'affaires. Vous avez cité l'affaire très malheureuse d'Alain FRANÇON. Et là, le rôle de la vidéoprotection n'est pas à démontrer, puisque c'est grâce à un travail vraiment extrêmement méticuleux et rigoureux du SRPJ de Montpellier, que je veux vraiment saluer, grâce à l'analyse de toutes les bandes de la vidéoprotection de la Ville et des commerces que nous avons pu interpellé, appréhender l'auteur de ces faits. On pourrait aussi citer, vous vous en souvenez tous, l'affaire de ces colleuses d'affiches qui avaient été renversées par une voiture volontairement, et là, encore une fois, merci à la vidéoprotection.

Cela permet aussi une réparation. Vous savez, il y a énormément de victimes aujourd'hui à Montpellier, et nous allons nous y pencher fortement, de jeunes filles qui volent des portefeuilles de gens qui sont aux stations de tramway, notamment à la Comédie, à Observatoire et à la gare. Le nombre d'affaires où nous réussissons, parce que nous les voyons via la caméra jeter le portefeuille dans une jardinière ou dans une poubelle, nous pouvons au moins aller récupérer les papiers des victimes, et croyez-moi, cela leur est extrêmement précieux, et c'est extrêmement utile.

Je terminerai quand même en disant que, dire qu'il ne faut pas de vidéoprotection aujourd'hui, il faut aller le défendre devant les citoyens. Parce que vous le remarquez, le programme que nous vous proposons, n'est qu'une partie d'un programme qui va se déployer sur toute la mandature. Nous avons voté un programme pluriannuel d'investissement de 2,4 millions en février dernier. Chaque année, donc, je viendrai proposer une vingtaine - 20 à 25 - de nouvelles caméras. Ces caméras sont le fruit d'un dialogue constant avec les riverains, les associations, les commerçants. C'est pour cela que vous remarquez que nous avons identifié pour cette année un certain nombre de secteurs et de thématiques : les écoles, sécurisation des abords des écoles, notamment à la Mosson et aux Hauts de Massane ; ensuite, évidemment, le secteur de Gambetta, Courreau et Saint-Denis où, vous le savez, un GLTD est aujourd'hui actif car il s'agit de lutter, avec non pas des coups de menton, mais avec résolution contre le trafic de stupéfiants, qui pourrit la vie au quotidien des habitants de la rue Paul Brousse, de la rue des Soldats, de la rue du Faubourg Courreau. C'est ensuite le quartier de Croix d'Argent où, vous le savez peut-être, un certain nombre de cambriolages extrêmement nombreux ont eu lieu autour de la rue Charles Vanel. Et là, encore une fois, la vidéoprotection a permis à la police nationale d'appréhender les auteurs de ces cambriolages. Et c'est, enfin, le secteur Saint-Martin. Et donc, moi, j'ai une pensée pour les parents d'élèves, notamment de l'école Diderot, qui attendent avec beaucoup d'impatience la mise en place de cette vidéoprotection.

Tout cela pour dire qu'effectivement, nul n'a jamais pensé qu'il y avait une baguette magique en matière de sécurité publique. Il y a de la coordination, il y a de la prévention, mais il y a surtout du sérieux. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Monsieur COTE. Je voudrais préciser que nous avons aussi tenu les premières dispositions de transaction dans cette salle, pour essayer, en partenariat avec le Procureur de la République, que, quand des incivilités sont commises, il y ait rappel à la loi. C'était

le 27 mars dernier dans cette instance. Nous travaillons, et je salue ici, vous y avez fait référence, le GLTD, qui permet de travailler de manière coordonnée, police nationale, police municipale, chacun dans ses responsabilités respectives, et justice, dans le secteur de Gambetta, Figuerolles, où les choses n'étaient pas simples, et sur lequel il faut pouvoir travailler. Nous allons vers le déploiement d'une police de proximité, comme l'a indiqué Monsieur COTE avec les camions mobiles.

En outre, à la Métropole, nous aurons à délibérer pour la création d'une police métropolitaine des transports, parce que nous savons ici que c'est un des espaces où se posent beaucoup d'incidents. Vous y avez fait allusion. Et ici, des moyens supplémentaires seront affectés.

Je vous propose de passer au vote sur cette affaire. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

Contre : 19 voix

Ont voté contre : M. Georges ARDISSON, M. Eddine ARIZTEGUI, Mme Emilie CABELLO, Mme Alenka DOULAIN, Mme Clara GIMENEZ, M. Stéphane JOUAULT, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, Mme Fatma NAKIB, Mme Clothilde OLLIER, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès SAURAT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.

18. Protection de la population et tranquillité publique - Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM) ayant pour coordonnateur la Ville de Montpellier - Partage des Systèmes de la Vidéoprotection - Modification de la délibération n° V2019-012 et autorisation du versement d'une prime aux entreprises non retenues dans le cadre du dialogue compétitif - Avenant n° 2 - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 18. Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et la TAM sur les partages de vidéoprotection. Il s'agit du système de TAM et le lien avec la Ville. Je mets aux voix s'il n'y a pas de demande de prise de parole. Adoptée.

Mme Hind EMAD quitte définitivement la séance en donnant pouvoir à M. Roger-Yannick CHARTIER.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

Abstentions : 4 voix

Se sont abstenus : M. Georges ARDISSON, Mme Emilie CABELLO, M. Hervé MARTIN, Mme Agnès SAURAT.

19. Protection de la population et tranquillité publique - Délégation de service Public - Fourrière Automobile - Avenant n°4 - Adhésion au nouveau système d'information national des fourrières automobiles - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 19. Avenant n° 4 sur la DSP Fourrière. S'il n'y a pas de demande de prise de parole, je mets aux voix. On va accélérer un petit peu. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

20. Protection de la population et tranquillité publique - Convention entre la Ville de Montpellier et la Société Protectrice des Animaux (SPA) de Montpellier Méditerranée Métropole relative à la mise en place du contrat de garde - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 20. Convention entre la Ville et la SPA. Je mets aux voix. Pardon. Il y a Madame DOULAIN et Monsieur ARIZTEGUI. Excusez-moi. Allez-y, Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Merci, Monsieur le Maire. Dans cette délibération, nous devons nous exprimer sur une convention entre Montpellier et la Société protectrice des animaux qui, grâce à ses bénévoles et salariés dans toute la France, fait un travail vraiment fondamental, car, comme le disait GANDHI, on reconnaît le degré de civilisation d'un peuple à la manière dont il traite ses animaux.

Nous avons par contre plusieurs questions de clarification au vu du fonctionnement de l'antenne de Montpellier, dont la direction n'a pas toujours fait parler d'elle de la meilleure manière qui soit. Par le passé, la direction a notamment affirmé que la SPA de notre ville était celle où le taux d'euthanasie des animaux était le plus bas de France, 1, 3 %, et puis en fait, des fois, on disait plutôt 20 %. On trouve que cette révélation gênante de la direction l'est tout autant dans cette vidéo sur internet où on montre qu'il y a vraiment un flou sur ces chiffres. D'ailleurs, il y a une pétition qui avait récolté beaucoup, beaucoup, de signatures sur ce sujet. D'autres problématiques ressortent depuis des années sur cette antenne : faux certificats pour pouvoir vendre des chiens dont, pourtant, les propriétaires avaient fait savoir qu'ils étaient les leurs, cas de harcèlement moral de la direction envers les salariés qui ont été jugés en Cour d'appel en mai 2020 – de mémoire –, et puis pas de véritable alternative étudiée à l'enfermement des animaux, et j'en passe.

À notre sens, la Mairie doit évidemment s'assurer de l'exemplarité des structures associatives que nous finançons et avec lesquelles nous contractualisons. Qu'avez-vous prévu par rapport au suivi de ces dysfonctionnements ? Merci beaucoup pour vos réponses.

Monsieur le Maire : La parole est à Monsieur ARIZTEGUI.

Eddine ARIZTEGUI : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. Effectivement, je voulais prendre la parole pour préciser la convention en question. La législation prévoit que certains chiens dits dangereux soient classifiés en première catégorie – ils sont alors considérés comme chiens d'attaque – ou en deuxième catégorie – considérés comme chiens de garde et de défense. L'objectif de la législation était notamment de limiter le nombre de chiens de première catégorie en interdisant leur acquisition, leur cession à titre gratuit ou onéreux, ou leur introduction sur le territoire national. Cette législation a répondu à une polémique concernant des morsures de chiens, alors que de nombreux

vétérinaires étaient opposés à une classification raciale. Le comportement d'un chien correspond en grande partie à la manière dont il a été éduqué, et cela dépend de son propriétaire. La législation permet toutefois à une municipalité de céder les chiens de première catégorie qu'elle aurait récupérés à des associations de protection animale disposant d'un refuge. Avec cette convention, la SPA de Montpellier accepte donc de récupérer la propriété de ces animaux et de leur trouver un gardien. Un contrat de garde est alors passé entre la SPA et le gardien. La personne assure la garde de l'animal en respectant les obligations légales, alors que la SPA en reste propriétaire. C'est un moyen de sauver ces animaux qui ont besoin d'un foyer aimant. Et nous profitons également de la présente convention pour cadrer les transferts d'autres types de chiens récupérés par le SVPEU au refuge de la SPA.

Pour répondre à Madame DOULAIN, cette convention montre bien que la SPA récupère des animaux - alors qu'elle n'est pas obligée de le faire - justement pour les sauver, pour ne pas qu'ils soient euthanasiés simplement par leur race. Il y a une réelle volonté de la SPA de protéger le maximum d'animaux possible et de les sauver. La SPA de Montpellier est gérée par Montpellier Méditerranée Métropole, donc ce sera peut-être une question à trancher au niveau de la Métropole, pour fournir des statistiques. Mais en tout cas, je peux vous garantir que la SPA est très soucieuse de protéger les animaux. Elle l'a montré. Et attention à la politisation de certains sujets, comme c'est le cas actuellement. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Merci beaucoup, Monsieur ARIZTEGUI. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

21. Relation aux usagers - Convention de gestion au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole concernant le cimetière métropolitain sis à Grammont - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 21. Convention de gestion pour la Métropole sur le cimetière métropolitain Grammont. Qui a des questions auprès de Madame TIKOUK ? Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

22. Relation aux usagers - Élections - Rémunération des secrétaires des bureaux de vote lors de scrutins concomitants – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 22. Élections ; rémunération des secrétaires de bureaux de vote. Ceux qui sont rémunérés, ce sont les agents de la collectivité ; les assesseurs présents sont bénévoles. D'ailleurs, mes chers collègues élus, vous êtes invités, selon les dates de scrutins qui, a priori, sont prévus en juin à ce jour. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

23. Vie associative et Maisons pour Tous - Mise à disposition de locaux associatifs - Loyer minoré - Convention - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 23. Mise à disposition de locaux associatifs ; loyer minoré. Y a-t-il des questions ? Pas de questions. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

24. Petite enfance et enfant dans la Ville - Création d'un 7ème Relais d'Assistants Maternels (RAM) dans le quartier Port Marianne - Demandes de subventions d'équipement – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n° 24. Création d'un septième relais d'assistantes maternelles. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Madame AKBARALY ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

25. Jeunesse - Bourse Initiatives Jeunes 2021 - Participation de la Ville – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 25. Bourse Initiatives Jeunes ; participation de la Ville de Montpellier. Y a-t-il des questions ? Pas de questions. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

26. Jeunesse - Carte Été Jeunes 2021 - Attributions à titre gratuit – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n° 26. Dispositif carte été jeunes 2021. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Des questions ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

27. Jeunesse - Dispositif d'aide au financement du permis de conduire de catégorie B - Modifications – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n° 27. Aide au permis de conduire pour les jeunes à hauteur de 200 euros, permettant d'aider 200 jeunes qui sont évidemment en situation de très, très grande difficulté

sociale. Je mets aux voix l'affaire 27. S'il n'y a pas de demande de prise de parole, je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

28. Ville éducative et réussite scolaire - Attributions de subventions - Projet Classes de Découverte Vertes/Neige - Exercice 2021 – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n° 28. Subventions ; classes de découverte, classes vertes et neige ; exercice 2021, qui est évidemment un petit peu contrarié par la Covid-19, mais Madame DOMBRE-COSTE pense qu'il faut maintenir les crédits, pour qu'à la fin de l'année les enfants puissent profiter. S'il n'y a pas de questions, on met aux voix, je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

29. Ville éducative et réussite scolaire - Convention de Partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les Services Départementaux de l'Éducation Nationale et le Réseau Canopé - Parution du recueil de nouvelles « Mystères de Montpellier, Tome 12 » en lien avec La Comédie du Livre 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 29. Les « Mystères de Montpellier, Tome 12 », qui est un travail d'écriture par les écoles de la Ville, en lien avec l'Académie, pour les jeunes auteurs et autrices montpelliéraines et petits Montpelliérains et petites Montpelliéraines. Est-ce qu'il y a des questions ? On aura l'occasion d'en parler : on va faire un effort pour la lecture, encore. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

30. Ville éducative et réussite scolaire - Écoles privées sous contrat d'association - Participation financière de la Ville pour l'année 2020-2021 – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 30. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Monsieur ARDISSON.

Georges ARDISSON : Monsieur le Maire. Bonjour, chers collègues. La participation financière de la Ville aux écoles privées sous contrat est imposée par un texte de loi et il serait absurde de ne pas voter pour. Par contre, nous tenons à rappeler les fondements mêmes de l'école républicaine, gratuite, laïque et neutre. Ces principes ont permis à plusieurs générations de bénéficier d'une égalité

républicaine favorisant la mixité sociale et culturelle, permettant à de très nombreuses familles venant de tous les horizons, immigrés, paysans, ouvriers, de s'élever socialement. Le choix de l'État depuis des décennies de favoriser l'émergence d'écoles privées sous contrat plutôt que de renforcer l'école publique, malade de sous-investissements, met à mal ces principes, créant de fait un séparatisme scolaire. Nous souhaiterions qu'apparaisse dans les conventions d'attribution un droit de regard de la municipalité sur l'utilisation des sommes versées à ces écoles privées. Merci.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur ARDISSON. C'est l'occasion de préciser quelques points. Vous l'avez dit, c'est la loi. C'est la loi qui s'applique. Il y a un échange qui a été initié par Madame DOMBRE-COSTE pour voir dans quelle mesure les écoles sous contrat peuvent aussi contribuer aux politiques de mixité sociale. C'est pour nous un point très important, qui devrait donc être dans les discussions futures. Je voudrais rejoindre votre plaidoyer pour l'école publique, celle que l'on surnommait dans le temps la Laïque, et saluer les efforts qui ont été faits par cette équipe municipale. D'ailleurs, merci du soutien de tous. Actuellement, quasiment toutes les classes des écoles primaires viennent d'être équipées d'un vidéoprojecteur. Celles de dernière section de maternelle aussi. La dotation par élève est passée de 40,50 euros à 45,50 euros, et l'année prochaine elle passera de 45,50 euros à 50,50 euros : c'est-à-dire, acheter des cahiers, acheter des livres. Dans les cantines des écoles publiques de Montpellier, grâce à votre choix budgétaire de 500 000 euros pour soutenir le bio, à la rentrée, toute la viande qui sera offerte aux Montpelliérains sera bio, ce qui fait qu'en 2021, nous serons en bio et local à 50 %, car les enfants, dans les écoles publiques, dont on sait que parfois c'est le seul repas, ont droit à une alimentation de qualité. Le vote sur les tarifs de restauration scolaire, abaissés pour les familles monoparentales – comprendre les femmes seules avec enfants – à 50 centimes, a permis à 2 000 enfants de manger à la cantine. À peu près un millier était déjà inscrit, un millier de nouveaux enfants. Les efforts sont donc là, en direction de l'école publique, qui est notre compétence. Et vous avez raison, Monsieur ARDISSON, d'en faire l'éloge. Nous, nous appliquons la réglementation et on doit y être attentif. Mais dans le cadre de notre compétence, nous voulons agir à la faveur de l'école, pour laquelle nous sommes en responsabilité. C'est donc à l'aune de cet éclairage-là aussi que je vous demande de bien vouloir voter cette délibération.

Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, Mme Françoise BOUTET-WAISS, Mme Elodie BRUN-MANDON, Mme Emilie CABELLO, M. Michel CALVO, M. Jean-Dominique DELAVEAU, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Coralie MANTION, M. Laurent NISON, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO, M. Charles SULTAN.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

31. Culture et culture scientifique - Convention pluriannuelle d'objectifs entre la Ville de Montpellier, la société ViàOccitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 31. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Monsieur GUISEPPIN.

Serge GUISEPPIN : Bonjour. Nous nous abstiendrons sur cette délibération, et non pas parce que la

commission concernée n'a pas été convaincante - je voudrais en profiter pour remercier ces commissions et la qualité des débats et la transparence des débats. Pour exemple, sur ce sujet, en moins d'une heure, le contrat nous a été proposé et tous les détails demandés. Toutefois, nous avons travaillé dans les détails de ce dossier et il s'avère que ViàOccitanie est en redressement judiciaire. Le tribunal de commerce de Nîmes aurait dû ou a dû donner un délibéré le 8 de ce mois. Les prétendants à la reprise ne sont pas des perdreaux de 6 semaines. Je vais les citer : Altismédia via BFMTV ou le groupe Dépêche du Midi. Il me semble urgent de nous abstenir sur cette délibération, n'ayant pas déjà le délibéré du tribunal de Nîmes et, acte II, ne sachant pas à qui nous allons attribuer de ce fait cette subvention. Merci.

Monsieur le Maire : Monsieur GUISEPPIN, je peux comprendre les réserves qui sont les vôtres, parce qu'effectivement on sait que la presse est partout lourdement impactée. Cet avenant vise donc notamment à donner, sur ViàOccitanie, autour des acteurs culturels, la possibilité d'avoir une visibilité avec la liberté éditoriale de la chaîne. Ce qui est en jeu aussi, derrière, c'est la pérennité des emplois. Il nous a donc paru nécessaire quand même de pouvoir avancer, tout en étant très attentif à la situation de reprise des personnels de ViàOccitanie, qui sont souvent des gens qui ont subi beaucoup de changements au demeurant.

Je propose de mettre aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle MARSALA.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : M. Mohed ALTRAD, Mme Alenka DOULAIN, M. Serge GUISEPPIN, M. Salim JAWHARI, Mme Flora LABOURIER, Mme Clothilde OLLIER.

32. Culture et culture scientifique - Soutien au secteur culturel - Adhésion au Groupement d'Intérêt Public (GIP) Cafés Cultures - Convention constitutive - Désignation de représentants - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 32. La parole est à Madame ROBIN.

Agnès ROBIN : Je vous remercie, Monsieur le Maire. Chers collègues, je souhaitais effectivement présenter ce dispositif, qui est l'objet de la présente délibération et que je vous propose d'approuver aujourd'hui. C'est une délibération importante et j'avais, pour ma part, annoncé dès le Conseil de novembre dernier que notre collectivité contribuerait à la régulation de l'écosystème de la culture sur le territoire, et plusieurs actions permettront d'avancer dans cette perspective. Et nous avons alors évoqué, à ce moment-là, la possibilité pour la Ville de Montpellier d'adhérer au GIP, au groupement d'intérêt public, qu'on appelle le GIP Cafés Cultures, ce qui permet à notre collectivité d'abonder au fonds Cafés Cultures. Si on peut déplorer aujourd'hui, depuis une année maintenant, que les cafés et restaurants ne puissent pas ouvrir leurs terrasses et ainsi permettre aux artistes de s'y produire, il nous faut en profiter pour préparer les mesures, justement, qui permettront aux commerçants à l'avenir, je l'espère le plus proche possible, d'adopter des pratiques vertueuses en adoptant une démarche officielle de rémunération équitable des artistes. Le fonds Cafés Cultures permet justement d'aider les commerçants dans cette démarche. En abondant au fonds, en ajoutant la somme de 5 000 euros, l'action de la Ville de Montpellier permettra ainsi de renforcer la mesure qui a déjà été adoptée par la Région, ainsi que par la Métropole, et étendre encore, du coup, la capacité des commerces de la Ville,

en particulier, à employer des artistes et des techniciens. L'adhésion au GIP Cafés Cultures offre donc aux commerçants une aide dans la rémunération des artistes et des techniciens. C'est une action forte pour la ville, que les syndicats d'artistes attendaient depuis longtemps, alors que le dispositif avait été mis en place par le ministère depuis 2015.

J'en profite pour dire que le Maire et moi-même sommes aux côtés de l'intersyndicale et des occupants du CCN à Montpellier, avec qui nous discutons régulièrement, notamment à propos de la réforme de l'assurance chômage.

Pour revenir au GIP Cafés Cultures, sur le plan pratique, l'adhésion de la Ville de Montpellier au GIP Cafés Cultures emporte que la Ville sera membre de l'assemblée générale. À ce titre et en vertu des dispositions du Code général des collectivités territoriales, il y a lieu de désigner à l'unanimité et, étant précisé, à main levée, les représentants de la Ville au sein de l'instance, donc de l'assemblée générale du GIP.

Monsieur le Maire : Tout à fait.

Agnès ROBIN : Je vous demande d'approuver la désignation de votre servitrice en tant que titulaire, et de Monsieur Mustapha LAOUKIRI, délégué à l'emploi et à la création d'entreprises, en tant que suppléant au sein de cette assemblée. Je vous remercie de votre attention.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. La parole est à Madame SAURAT. Agnès.

Agnès SAURAT : Me voilà. Bonjour à tous. Merci, Monsieur le Maire. Merci beaucoup, Agnès, pour cette adhésion, qui était indispensable. Alors, je voudrais faire un petit retour en arrière. Il y a 22 ans, dans le pays nantais, en réaction notamment à l'implication d'un décret ultra-contraignant, qui était le décret anti-bruit de décembre 1998, à peu près 14 patrons de café-concerts ont décidé d'unir leurs revendications avec celles de musiciens syndiqués - bien évidemment, musiciens qu'ils programmaient régulièrement. Ils ont donc créé un collectif culture, qui s'appelle le Collectif Cultures Bar-Bars. Depuis, ce collectif a bien grandi et c'est aujourd'hui une fédération nationale, celle des Cafés Cultures, qui réunit plus de 400 lieux en France, artisans culturels du quotidien, de proximité. Ils œuvrent dans nos villes et nos campagnes à offrir spectacles, concerts, à tous nos concitoyens et permettent la rencontre entre l'œuvre et le public, ce qui est quand même primordial. Derrière ces scènes, il y a des responsables de lieux qui participent au lien social, au développement économique de nos territoires.

Suite aux rencontres nationales des Cafés Cultures de Nantes en 2008, le collectif a créé une plateforme qui a travaillé à la mise en œuvre de solutions concrètes avec en particulier un dispositif d'aide à l'emploi artistique direct dans les Cafés Cultures, avec une expérimentation qui a connu un gros succès en région Pays de la Loire entre 2012 et 2014, et puis une mise en œuvre au niveau national à travers le GIP Cafés Cultures – nous y arrivons. Cette plateforme a donc permis de préciser le cadre de la programmation et de la diffusion des artistes à travers la signature d'un protocole d'accord qui a été longtemps attendu, un protocole d'accord concernant les bonnes pratiques entre l'Union des métiers de l'industrie de l'hôtellerie, qui était la première organisation professionnelle des cafés, hôtels, restaurants, établissements de nuit, et la CGT Spectacle. Le GIP Cafés Cultures est sorti de cette plateforme et de ces accords, et il porte un double enjeu : préserver les scènes de proximité et développer l'emploi des artistes.

Le fonds d'aide auquel la Ville se propose d'abonder aujourd'hui permet de maintenir une programmation de qualité, comme l'a précisé Madame ROBIN, d'accueillir des formations, de

familiariser les employeurs au GUSO, qui est un guichet unique par lequel les employeurs peuvent rémunérer salariés, les artistes et les techniciens, et permet donc aux établissements de déclarer l'embauche d'artistes dans le respect du droit du travail, ce qui n'était pas le cas en 1999. Nous le constatons : c'est encore une fois la puissance publique qui soutient l'emploi et les petits employeurs dont les ressources ne suffisent pas à salarier les artistes en situation déjà économiquement plus que précaire. La participation de la Ville au GIP doit donc encourager les établissements montpelliérains, je pense, à grossir aussi les rangs de cette fédération des Cafés Cultures.

Je m'étais déjà exprimée au nom des Communistes au Conseil de Métropole. Nous appelons à multiplier toutes les actions de soutien effectif en direction des salariés du spectacle vivant. La relance de ce secteur, qui, au niveau européen, reste le second le plus fragilisé par la crise sanitaire, juste après celui de l'aéronautique, doit être à la hauteur. Elle passera par la mise en place de mesures garantissant l'accès aux congés maternité et maladie pour tous les travailleurs et les travailleuses en emploi discontinu. Cela passera aussi par la prolongation de l'année blanche pour tous les intermittents et les précaires, et c'est un préalable, je pense, non négociable, par l'annulation pure et simple de la réforme de l'assurance chômage et un plan massif de soutien à l'emploi dans le secteur culturel, en concertation avec toutes les organisations représentatives, et enfin, mais pas sur des cendres, donc, une réouverture des lieux. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame SAURAT et Madame ROBIN, pour cette présentation très complète. Juste, vous avez dit deux choses importantes. La réforme de l'assurance chômage est très malvenue et, effectivement, il est nécessaire de se préparer à une nouvelle année blanche, parce que la situation est extrêmement difficile. Ce dispositif-là est important. Il a été fait référence à ce qui s'est monté à Nantes il y a une vingtaine d'années. Je crois que c'est très bien que Montpellier y adhère.

Je mets aux voix. Adoptée.

Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote électronique, et ce en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Ont été élus :

- Madame Agnès SAURAT (titulaire)
- Monsieur Mustapha LAOUKIRI (suppléant)

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Coralie MANTION, Mme Patricia MIRALLES, M. Bruno PATERNOT, Mme Annie YAGUE.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

**33. Culture et culture scientifique - 800ème anniversaire de la Faculté de médecine - Don de 65 exemplaires du Bulletin historique de la Ville de Montpellier n°42 à l'Université de Montpellier pour envoi gratuit aux doyens de médecine francophones –
Approbation**

Monsieur le Maire : Affaire 33. Don de 65 exemplaires du Bulletin historique des archives de la Ville de Montpellier pour le 800^e anniversaire. Est-ce qu'il y a des questions ? Pas de questions. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès ROBIN, M. Charles SULTAN, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

34. Culture et culture scientifique - Convention d'édition en langue anglaise du catalogue de l'exposition "I am a man" avec l'University Press of Mississippi - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 34. Convention d'édition en langue anglaise du magnifique catalogue de l'expo « I am a man » que Gilles MORA, Directeur artistique du Pavillon populaire, avait réalisée, qui va être présenté à l'Université du Mississippi. Il n'y a pas de questions ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

35. Culture et culture scientifique - Comédie du Livre 2021 - Convention de partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation de la manifestation - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 35. Convention de partenariat entre la Ville et la Métropole pour la Comédie du Livre. Pas de questions ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

36. Culture et culture scientifique - Théâtre Jean Vilar - Convention pluriannuelle de partenariat 2021 2023 avec le lycée Jules Guesde dans le cadre d'un atelier théâtre - Avenant 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 36. Théâtre Jean Vilar ; convention pluriannuelle de partenariat avec le lycée Jules Guesde. Y a-t-il des questions ? Pas de questions. Je mets aux voix. Les administrateurs du lycée ne votent pas. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Yvan NOSBE, M. Bruno PATERNOT, Mme Séverine SAINT-MARTIN.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

37. Patrimoine historique - Convention plan-objet pour la connaissance, la préservation et la mise en valeur des œuvres dans les églises - Partenariat avec la Direction des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 37. Partenariat avec la DRAC pour la rénovation d'œuvres à caractère patrimonial. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Questions ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

38. Hors Délégation - Dénomination des voies et des espaces publics

Monsieur le Maire : Affaire 38. Dénomination de voies et d'espaces publics. Vous avez une délibération qui présente un certain nombre de figures qui appartiennent à la fois à la mémoire de la ville, mémoire nationale, mais aussi à la conscience globale de l'humanité dans le domaine de la culture, dans le domaine de la résistance, dans le domaine du droit. Pour cette première dénomination de voies et d'espaces publics, le choix que nous souhaitons donc proposer est de ne dénommer que des voies « de femmes », de ne donner que des noms de femmes, parce qu'il fut un temps où, dans ce Conseil municipal, qui dénomme des voies depuis très longtemps, il n'y a eu parfois que des voies « d'hommes ». Nous avons donc voulu mettre à l'honneur des femmes ; après, nous reviendrons à la parité, instaurée – et c'était très bien – par mon prédécesseur ; et on va continuer ainsi, parce qu'il y a aussi des hommes qui méritent d'être honorés. Je voudrais dire qu'au prochain Conseil, il y aura une proposition de dénomination Samuel PATY, à la mémoire de cet enseignant qui a été décapité parce qu'il enseignait.

On a sur cette délibération la présentation des chiffres, qui montrent le regard très, trop masculin qui fut porté sur les dénominations. Voilà, donc, les noms que nous vous proposons. Elles figurent dans la délibération : Clara ZETKIN, qui est à l'origine du 8 mars, Journée internationale du droit des femmes, je tiens à bien le préciser ; Hubertine AUCLERT, qui rejoint le panthéon de celles qui ont œuvré pour l'accès au suffrage à la veille du premier conflit mondial ; Assia DJEBAR, qui est une très grande contributrice à la culture et aux lettres ; Ruth BADER-GINSBURG, qui a été membre de la Cour suprême des États-Unis - décédée l'an passé - et qui a œuvré pour les droits des femmes, le droit à l'IVG dans cette instance ; Dora SCHAUL, qui était résistante allemande ; Yvonne LE TAC, résistante française ; Élise BAUDOU, Denise VERNAY, je voudrais le préciser, qui étaient membres des FFL (Forces de la France Libre), et l'époque disait que l'on ne pouvait être que compagnon de la Libération, et les femmes ont été pourtant très présentes à Londres aux côtés du Général de GAULLE dès juin 1940, mais elles n'ont pas eu le titre, et il convient donc aussi de les honorer ; Berenice ABBOTT, qui est photographe et scientifique américaine ; Jeanne BOHEC, résistante ; Jane EVRARD, qui a été la première femme à diriger un orchestre en France ; et ceux qui fréquentent le Festival Arabesques – je veux rendre ici hommage à son programmateur et à toute l'équipe d'Uni'IONS –, Oum KALTHOUM, que nous avons régulièrement dans la programmation à l'Opéra Comédie, je ne sais pas si Bernard TRAVIER, Madame MARSALA ont suivi cela ; voilà, de grands monuments, et donc mises à l'honneur. Voilà la liste que nous vous proposons aux voix.

Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Ok. Nous passons au vote. Unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

39. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Mise en œuvre de la commission de sélection pour l'attribution des chalets de Noël – Approbation

Monsieur le Maire : Ensuite, affaire 39. Mise en œuvre de la commission de sélection pour l'attribution des chalets de Noël. Monsieur CHARTIER a élargi aux membres de la société civile. Madame SERRANO, allez-y.

Célia SERRANO : Merci. Bonjour. Je m'associe pleinement à Monsieur CHARTIER pour construire la grille d'analyse qui va concerner la sélection des commerces alimentaires, comme ceux non alimentaires. Nous avons la chance d'être une équipe pleinement investie sur des sujets majeurs que sont la politique zéro déchet et la politique sur l'alimentation durable. Apporter des précisions sur les circuits courts et le développement durable est une gageure. Il faudra définir et porter une exigence, certainement. Il faudra faire preuve d'une pédagogie, irrémédiablement. Mais nous avons le devoir de proposer qualité, responsabilité, éco-exemplarité sur ce que nous proposons lors de nos événements. Ne faisons pas l'économie du préfixe « co », qui indique l'association, la participation, la simultanéité : collaborer (c'est ce que nous allons faire) pour une démarche collective pour nos concitoyens et nos concitoyennes. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci, Madame SERRANO. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Coralie MANTION, Mme Patricia MIRALLES, Mme Annie YAGUE.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

40. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Modulation des redevances des conventions d'occupation du domaine public de la Ville de Montpellier afin de limiter les conséquences de la crise sanitaire due à l'épidémie de Covid-19 – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 40. Il s'agit d'exonérations de redevances de conventions du domaine public, notamment pour le petit train, les kiosques alimentaires, fleuristes, manèges, restaurants, le bar du zoo du Lunaret, qui ont été impactés par la crise. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Coralie MANTION, Mme Patricia MIRALLES, Mme Annie YAGUE.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

41. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Montpellier Grand Cœur - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 41. Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités ; attribution de subventions. Pas de questions ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Coralie MANTION, Mme Patricia MIRALLES, Mme Annie YAGUE.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Monsieur le Maire : Il est près de 13 heures. Je vous propose de faire une pause de 45 minutes et de reprendre à 13 heures 45 nos affaires. Bien sûr, il peut y avoir discussions, mais je crois qu'elles solliciteront moins de débats si nous allons vite. Merci à tous. Nous reprenons nos travaux à 13 heures 45.

La séance est suspendue pendant 45 minutes.

42. Politique alimentaire et agriculture urbaine - Mise en place d'une nouvelle gouvernance des jardins familiaux - Nouveaux critères d'attribution – Approbation

Monsieur le Maire : Nous allons passer à l'affaire n° 42. Nous nous étions arrêtés à cet endroit, et je cède la parole à Madame MASSART pour présenter les nouveaux critères d'attribution des jardins familiaux.

Marie MASSART : Merci. C'est en effet une étape importante pour les jardins familiaux, sachant que cela s'inscrit dans une large politique en matière d'agriculture urbaine. Et ce sont des projets... Je précise que je travaille avec Stéphane JOUAULT, qui est Adjoint délégué à la Nature en ville et la biodiversité.

Je rappelle ce que sont les jardins familiaux. Ce sont des parcelles qui appartiennent à la Ville et qui sont mises à disposition par la Ville, avec un système de location d'un euro par mètre carré et par an, en vue d'une exploitation agricole. Aujourd'hui, la Ville dispose de 158 parcelles de jardins familiaux sur trois sites de la Ville, mais on compte aujourd'hui près de 400 personnes qui sont sur liste d'attente, et il faut savoir qu'avec le confinement, il y a eu une augmentation des demandes de jardins familiaux.

L'objectif de cette délibération, c'est à la fois de faire évoluer les critères d'attribution, le mode de gouvernance, revoir la taille et l'organisation des jardins familiaux, et également de développer le nombre de jardins familiaux.

En ce qui concerne les critères, nous proposons dès aujourd'hui de fixer deux critères, à savoir habiter la ville de Montpellier, mais sans critère de minimum d'années, puisque jusqu'à aujourd'hui, il fallait habiter à Montpellier depuis plus de cinq ans. La seule condition sera donc d'habiter Montpellier et ne pas posséder de jardin. Après, nous prévoyons de travailler sur d'autres critères, comme par exemple le critère de localité, de proximité, mais l'on souhaite travailler ces critères avec les bénéficiaires actuels des jardins familiaux, et on y travaille également avec la Fédération nationale des jardins familiaux et collectifs, qui a une vision d'ensemble au niveau national et des expériences d'autres grandes villes, donc c'est intéressant de travailler avec eux.

Ensuite, on souhaite revoir le mode de gouvernance. Actuellement, les parcelles sont attribuées et gérées directement par la Ville. On souhaite passer par des associations, composées de bénéficiaires des jardins familiaux, ce qui nous permettra d'améliorer, d'avoir une gestion plus efficace et plus directe avec une connaissance au plus près des contraintes et des difficultés qu'il peut y avoir sur place.

Ensuite, en ce qui concerne la taille, aujourd'hui, les parcelles sont de 120 m². On s'est rendu compte, par expérience, que cela était trop grand pour cultiver. Nous souhaitons donc réduire les parcelles à 50 m² - entre 50 et 100 m² - mais de ce fait de revoir l'organisation avec des espaces plus collectifs ; par exemple, la table de pique-nique ou les espaces de rangement des outils, avoir des espaces collectifs dont on pense que cela va favoriser aussi la convivialité et l'entraide entre les bénéficiaires.

Enfin, en ce qui concerne le nombre, on souhaite très fortement développer le nombre de jardins familiaux. Dès 2021, on aura deux nouveaux sites qui sont identifiés, au Mas Nouguier et dans le quartier de la Croix d'Argent, et on va créer déjà dès cette année 120 parcelles supplémentaires. Mais sur la totalité du mandat, on prévoit à minima de multiplier par trois le nombre de parcelles.

Du coup, ces mesures ont plusieurs vertus. Ce n'est pas tant l'aspect nourricier, quoique, pour certaines, cela peut être vraiment le cas, mais on a pu constater qu'elles favorisent le lien social ; elles permettent à des personnes en précarité d'avoir accès à des espaces extérieurs et à des productions agricoles de qualité à moindre coût ; elles favorisent évidemment la biodiversité, la nature en ville ; elles ont également une action positive en matière de gestion des déchets puisqu'on peut y installer des composteurs ; elles permettent de maintenir et de développer un savoir-faire agricole ; et enfin, elles ont des vertus pédagogiques notamment sur la connaissance des productions locales, le rythme des saisons et cela permet de faire évoluer positivement le mode de consommation alimentaire.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame MASSART. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Ok. Je propose de passer au vote. Adoptée.

*M. Michel CALVO quitte définitivement la séance en donnant pouvoir à Mme Maryse FAYE.
M. Philippe SAUREL quitte définitivement la séance sans donner pouvoir.*

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

43. Politique alimentaire et agriculture urbaine - Convention entre la Ville de Montpellier et l'Association des Jardins Agro-écologiques Partagés pour la distribution alimentaire d'invendus dans le square du Père Bonnet - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 43. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ou des questions auprès de Madame MASSART ?

Marie MASSART : J'explique juste en deux mots ?

Monsieur le Maire : Bien sûr.

Marie MASSART : Juste en deux mots : cette délibération fait suite à une initiative qui a été prise, par l'Association des jardins agroécologiques partagés sur le quartier Figuerolles, de récupérer les invendus alimentaires des commerçants du quartier et d'en faire don à des personnes en précarité. Cette convention officialise donc cette action.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Je vous propose de passer aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

44. Politique alimentaire et agriculture urbaine - Récolte d'olives au profit de l'association « Pour un Sourire d'Enfant » - Autorisation

Monsieur le Maire : Affaire n° 44.

Marie MASSART : Là c'est pareil, c'est très court. C'est juste la mise à disposition par la Ville de Montpellier des oliviers qui appartiennent à la Ville, à une association humanitaire qui s'appelle « Pour un sourire d'enfant ». Ce sont des bénévoles qui vont récolter les olives, ensuite les transformer en huile d'olive, qui va être vendue, et les recettes de cette vente reviendront à l'association.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix. Pas de demande de prise de parole. Allez. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

45. Politique alimentaire et agriculture urbaine - Cession de véhicules dans le cadre du marché de livraison des repas dans les restaurants scolaires de la Ville – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 45. Il s'agit de la cession de 9 poids-lourds et 3 véhicules légers pour un montant de 903 000 euros. Qui demande la parole ? Madame DOULAIN, allez-y.

Alenka DOULAIN : Monsieur le Maire, chers collègues. Je voudrais intervenir sur cette affaire, car elle me semble témoigner de deux mots qui sont parfois, trop souvent à mon goût, ceux de vos politiques publiques : opacité et privatisation. Les deux cumulées nous poussent à être très vigilants et, jusqu'à présent, les faits ne manquent pas.

Opacité, parce que, d'une part, la décision de privatisation du service de livraison dont il est question dans cette affaire s'est faite sans consultation du Conseil municipal, à la seule discrétion de vos services, et on se demande du coup bien d'ailleurs pourquoi aujourd'hui on est consulté sur certains aspects de cette privatisation. Et d'autre part parce que, malgré notre demande auprès de vos services, nous n'avons à ce jour pas reçu le descriptif et les modalités de l'appel d'offre, qui a été apparemment et de manière surprenante bouclé en 7 jours. Nous attendons toujours que les renseignements relatifs à cette délégation de service public nous soient transmis, afin de pouvoir voter de manière éclairée, tout simplement. Est-on passé à deux doigts de faire un cadeau en nature de 900 000 euros avec l'argent des Montpelliérains et Montpelliéraines, comme certains l'ont prétendu ? Par ailleurs, que se passe-t-il pour les chauffeurs et agents qui ont, du coup, perdu leur emploi ?

Ensuite, sur la partie privatisation, on dira même privatisation à la hâte, puisque l'affaire a été bouclée très rapidement et nous pose un certain nombre de questions. Il semble que, face à des difficultés de ressources humaines, que nous ne minorons pas, vous avez eu pour réflexe d'externaliser le problème sans même prendre le temps d'évaluer l'ampleur et la dimension de ce problème. Est-ce qu'à chaque fois que vous allez avoir une difficulté RH, vous allez privatiser ? Finalement, on re-municipalise d'un côté avec la Régie de l'Eau au niveau métropolitain, et on privatise de l'autre. Est-ce que vous avez vraiment une vision claire du projet municipal que vous souhaitez projeter pour votre ville, ou bien est-ce que vous naviguez à vue sur ces sujets ? Est-ce pour cela – on l'a vu dans la synthèse des décisions – que vous ferez appel pour un montant de 80 000 euros au cabinet d'un consultant extérieur, le groupe Elan, pour définir votre projet de mandat de la Ville de Montpellier ? On espère en tout cas que cela vous permettra d'y voir plus clair sur ces sujets.

En tout cas, dans cette situation, il nous semble un peu compliqué de voter en faveur d'une cession

des véhicules dans le cadre d'un projet de privatisation qui est relativement aujourd'hui opaque en fait, tout simplement. Merci pour vos éléments de réponse.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. D'autres demandes de prise de parole ? Je propose de passer au vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

46. Nature en ville et biodiversité - Convention « Printemps des hirondelles » entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Jeune Chambre économique de Montpellier - Installation et rétrocession d'un nichoir-composteur au bénéfice de la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 46. C'est Monsieur JOUAULT, le partenariat avec la JCE. Allez-y.

Stéphane JOUAULT : Merci, Monsieur le Maire. La Ville de Montpellier a choisi de soutenir ce projet de nichoir-composteur porté par la Jeune chambre économique, parce qu'il est pour nous un résumé très pertinent de ce que nous voulons faire à Montpellier. En effet, ce nichoir illustre notre engagement pour la préservation de la biodiversité. Il a été conçu en étroite collaboration avec la LPO, qui fait au passage partie du comité arbre. Le composteur, évidemment, s'intègre dans notre politique zéro déchet. Par ailleurs, ce nichoir-composteur a été fabriqué par la Maison des compagnons de Baillargues et il sera géré par le jardin partagé du square Jean Monnet. Au final, ce nichoir-composteur coche toutes les cases de ce que nous voulons faire : biodiversité, zéro déchet, économie locale, participation des citoyens. Merci.

Monsieur le Maire : Merci. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Chers collègues, Monsieur le Maire, je suis un peu gênée parce que vous avez clairement décidé de ne pas répondre à mes questions depuis le début de ce Conseil. En début de Conseil, vous étiez plutôt sur la stratégie de chercher à dénigrer l'exactitude de mes propos. Alors je ne sais pas si c'est parce que je suis une femme, jeune, en tout cas voilà, vous avez plutôt eu ce registre. Après vous êtes passé sur la carte ALTRAD, vous avez même dit que vous ne pourriez pas utiliser non plus comme ça. Et ensuite vous êtes parti sur la stratégie populisme, « y a qu'à faut qu'on ». Vraiment, à un moment donné, je vous pose une question, Monsieur le Maire, je vous pose une question, c'est un lieu de débat, c'est un lieu d'information, vous devez y répondre, parce que l'important c'est qu'on discute du fond ensemble et ce serait vraiment très intéressant, parce qu'à force de faire cela, vous dénigrez vos propres stratégies. On l'a très bien vu sur l'affaire de Coallia comment c'était orchestré. Et vous savez quoi ? Ce qui me fait plaisir, c'est que plus vous êtes sur ce genre d'arguments, plus je sais que j'ai tapé juste.

Monsieur le Maire : Madame OLLIER, sur le nichoir Jean Monnet, vous avez la parole. Allez-y, Madame OLLIER, sur le nichoir, square Jean Monnet, de la JCE.

Clothilde OLLIER : Je voulais juste dire à Madame DOULAIN qu'elle n'a pas tout énuméré, puisqu'on pouvait aussi lui couper la vidéo en direct.

Monsieur le Maire : Vous n'êtes plus en grève ?

Clothilde OLLIER : Non, mais vous par contre...

Monsieur le Maire : Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

47. Nature en ville et biodiversité - Création d'un comité de pilotage pour l'Agriparc du Mas Nouguier – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 47. Création d'un comité de pilotage pour l'Agriparc du Mas Nouguier. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur VASQUEZ ? Je propose de mettre aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

48. Nature en ville et biodiversité - Mise à disposition d'une parcelle de maraîchage biologique sise dans l'Agriparc du Mas Nouguier au bénéfice de l'Association Les Compagnons de Maguelone - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 48. Mise à disposition d'une parcelle pour du maraîchage à la faveur des Compagnons de Maguelone et de leur restaurant, dont on souhaite qu'il puisse être rouvert. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

49. Administration générale - Convention de gestion de service entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relative à la compétence "Fontaines - cours d'eau et ouvrages hydrauliques - barrage du Lac des Garrigues" - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 49. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur NISON ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

50. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Projet de modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Avis simple

Monsieur le Maire : Affaire 50. Modification du PLU pour les projets du CHU. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Luc ALBERNHE, M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

51. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Acquisition des locaux de la Maison de la Justice et du Droit - 222 rue François d'Orbay - Quartier Celleneuve à Montpellier – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 51. Acquisition des locaux de la Maison de la Justice et du Droit. Madame FAYE.

Maryse FAYE : *[Coupure du son]* acquisition de locaux. Aujourd'hui, la Maison de la Justice et du Droit est située à Celleneuve et le propriétaire envisage de vendre. Il y a donc deux solutions : soit l'on cherche ailleurs un local, soit l'on part du principe que nous achetons ce local au lieu de le louer. Je pense que notre ami Christophe BOURDIN sera à même de nous expliquer ce que l'on fait dans cette Maison de la Justice et du Droit, et qui nous pousse justement non pas à louer autre chose ailleurs, mais à conserver cette Maison de la justice à Celleneuve et l'acheter.

Monsieur le Maire : Merci. La parole est à Monsieur BOURDIN. Monsieur BOURDIN, vous avez la parole.

Christophe BOURDIN : Merci, Monsieur le Maire, chers collègues. Merci à Maryse FAYE, effectivement. Pour rappel, cette Maison de la Justice et du Droit est mise à disposition de manière gracieuse par la municipalité au Conseil départemental de l'accès au droit. Qu'en est-il ? Le Conseil départemental de l'accès au droit a pour mission principale de permettre à des gens en situation précaire d'avoir un accès au droit. Quand je dis accès au droit, c'est leur permettre de bénéficier de consultations juridiques gratuites dans tous domaines.

En l'espèce, quelques chiffres pour cette Maison de la Justice et du Droit sur 2020. En 2020, dans cette Maison, ont pu être traitées, tant par un accueil physique que par des appels téléphoniques, 6 878 demandes, je dis bien 6 878 demandes, qui ont donné lieu à la rédaction de plus de 3 036 consultations juridiques. Ces consultations juridiques gratuites sont assurées par des avocats, des notaires et des huissiers de justice. Malheureusement, du fait, d'une part de la pandémie, et d'autre part de la grève des avocats pendant plus de deux mois et demi en 2020, nous n'avons pu accueillir que 673 personnes de manière physique ; mais l'ampleur des demandes est très importante.

Juste un dernier mot. Les trois principales demandes des personnes en précarité portent sur le droit de la famille, le droit de la procédure d'exécution et le droit au logement, qui sont effectivement des domaines essentiels. Je ne peux donc que me féliciter de cette disposition. Merci.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Je vous propose de mettre aux voix. Merci de cet éclairage sur cet outil précieux. Je mets aux voix, pour l'acquisition. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christophe BOURDIN, Mme Flora LABOURIER, Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

52. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 52. Ravalement de façades à Celleneuve. Y a-t-il des demandes d'information ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

53. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Déclassement du domaine public parcelle IL 69 Rue William et Catherine Booth à Montpellier - Propriété « Commune de Montpellier » - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 53. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

54. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Déclassement partiel du domaine public parcelles SD 145 et SD 151 Rue du Mas Rouge à Montpellier - Propriété « Commune de Montpellier » - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 54. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

55. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Classement dans le domaine public et transfert à Montpellier Méditerranée Métropole - Chemins ruraux n° 11, 30, 31 et 38 « Commune de Montpellier » - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 55. Classement dans le domaine public et transfert à Montpellier Méditerranée Métropole. Demandes de prise de parole ? Je mets aux voix.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

56. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Vente de la parcelle cadastrée SK 387 de 44 m² à la SA3M - ZAC Port Marianne - Hippocrate – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 56. Cession d'une parcelle de 44 mètres carrés à la SA3M dans le cadre de la ZAC Port Marianne. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

57. Urbanisme durable et maîtrise foncière - ZAC Beausoleil - Lot III - Modification du statut et du nom du bénéficiaire de l'agrément de candidature – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 57. Modification du statut et du nom du bénéficiaire de l'agrément de candidature dans la ZAC Beausoleil. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

58. Urbanisme durable et maîtrise foncière - ZAC Port Marianne-République - Cession à la SA3M des parcelles cadastrées SC 72, SC 49, SC 34 et SC 80 - Avenue Raymond Dugrand – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 58. Cession à la SA3M d'un certain nombre de parcelles. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

59. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Concession d'aménagement Ville « ZAC Port Marianne - Parc Marianne et sa future extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier » - Garanties d'emprunts à la SERM – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 59. Garanties d'emprunts. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

60. Urbanisme durable et maîtrise foncière - ZAC Restanque - Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la SA3M - Garantie d'emprunt à la SA3M - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 60. Garantie d'emprunt, ZAC de la Restanque. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

61. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Concession d'aménagement Ville de Montpellier "Opération d'aménagement Nouveau Grand Cœur" - Garantie d'emprunt à la SA3M – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 61. Garantie d'emprunt pour Grand Cœur. Pas de demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Michel CALVO, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

62. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Hauts de la Croix d'Argent - Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la SA3M - Garantie d'emprunt à la SA3M - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 62. Hauts de la Croix d'Argent. Garantie d'emprunt. Pas de demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Mikel SEBLIN.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

63. Administration générale - Convention relative à la mise en œuvre de la médiation dans le ressort du Tribunal Administratif de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 63. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

64. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Conventions d'installation, gestion, entretien et remplacement de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur les bâtiments appartenant à la Ville de Montpellier avec l'opérateur "Orange" - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 64. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

65. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Engagement dans la démarche de labellisation « Commune économe en Eau » - Charte d'engagement - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 65. C'est Madame-DOMBRE COSTE qui rapporte. C'est Madame SAURAT qui porte cela, mais elle est membre de l'ALEC, donc elle ne peut pas rapporter. C'est pour rentrer dans la démarche de ce label, que beaucoup de communes ont obtenu - communes économes en eau. Vous avez vu que certaines ont reçu le label. Et nous souhaitons nous inscrire aussi, la

commune de Montpellier, dans cette labellisation. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION, Mme Agnès SAURAT.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

66. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Copropriété Ensemble Centre Commercial et Parking du Polygone - Travaux de Rénovation - Autorisation de participer au titre de budget complémentaire

Monsieur le Maire : Affaire 66. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN, Mme Coralie MANTION, Mme Agnès SAURAT.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

67. Administration générale - Ville de Montpellier - SARL MASSILIA Étanchéité - Construction de vestiaires au Domaine de Grammont - Protocole transactionnel - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 67. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

68. Finances - Exonérations tarifaires de la Ville de Montpellier afin de limiter les conséquences de la crise sanitaire due à l'épidémie de Covid-19 – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 68. Exonérations liées à la crise Covid-19. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. On est évidemment très heureux de voir qu'un certain nombre d'exonérations et de soutiens aux entreprises qui avaient été mis en place en 2020 sont reconduits et sont expliqués ici. L'affaire, par contre, telle qu'elle est présentée, m'amène à une remarque et deux questions.

Remarque, premièrement. Même si cette décision arrive un peu tard pour les exonérations de la fin d'année 2020, cette délibération permettra du coup aux différents bénéficiaires, notamment nos TPE et PME, de se projeter, puisque vous précisez bien que ces exonérations dureront tant que les restrictions seront en place. Je pense que cela soulagera tout le monde d'avoir un peu de visibilité, et

c'est bienvenu.

Question, par contre : il n'est pas indiqué d'estimation du coût global de ces aides pour notre commune. En commission, on m'a donné une fourchette de 400 000 euros. Vu que vous avez été très optimiste dans la présentation du budget sur le coût un peu Covid, je pense qu'il est important qu'on en reparle. Ou en tout cas si vous pouviez nous donner une estimation budgétaire, ce serait intéressant. Je pense que c'est bien que tous les conseillers municipaux l'aient en tête.

Du coup, troisième question. Depuis le 3 avril, on est à nouveau confinés et je me demande si cette délibération prend toutes les conséquences pour notre ville. Je crains de voir, dans quelques semaines, une décision prise en douce, potentiellement, exonérant de nouveau la multinationale JC Decaux, parce que trop peu de Montpelliérains auraient été exposés à ses publicités. Je rappelle qu'à ce sujet, vos collègues socialistes et écologistes de la Mairie de Paris ont le courage de se battre en ce moment pour que JC Decaux paie sa redevance, sa part de redevance au bailleur Paris Habitat, qui loue l'occupation de murs, avec cette entreprise, alors que nous, nous louons nos trottoirs. Ils ont bien compris que c'est à cette multinationale d'être solidaire des Parisiens, et non pas l'inverse comme nous le faisons ici. Une adjointe écologiste du 20^e a même déclaré : « *Je considère qu'il est honteux que ces groupes se permettent de demander ce type d'exonération.* ». Je rappelle d'ailleurs que je vous ai adressé un courrier pour que vous nous éclairiez à propos de cette affaire à ce sujet, et que vous n'avez pour l'instant pas daigné me répondre, de manière générale. Je veux bien mes éléments de réponse sur ces différents sujets. Mon rôle est de contrôler, en tant qu'élue minoritaire, la majorité. C'est comme ça. De temps en temps, le lundi en Conseil, vous devez, vous êtes redevable de répondre à mes questions. Je sais que ce n'est pas facile. Après, si vous n'en avez pas les épaules, il ne fallait pas à la fois cumuler la présidence de la Métropole et de la Mairie. Merci.

Monsieur le Maire : 400 000 euros, comme nous vous l'avons répondu en commission, et sur les compensations sur JC Decaux, comme cela vous a été répondu en Conseil de Métropole, sur l'affichage en faveur de la culture, à la fois des artistes et évidemment des programmations culturelles, c'est-à-dire pour l'équivalent de la compensation, ce qui est un moyen de venir en soutien à la culture.

Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

69. Finances - Certification des comptes - Avenant entre la Ville de Montpellier et la Cour des Comptes - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 69. Des marges de certification des comptes, en partenariat avec la Cour des comptes, démarche qui avait été initiée par mon prédécesseur, et évidemment pour laquelle nous continuons. Je mets aux voix. Y a-t-il des demandes de prise de parole sur ce point ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

70. Finances - Certification des comptes - Synthèses des examens ciblés réalisés par la Cour des Comptes - Communication à l'assemblée délibérante

Monsieur le Maire : Affaire 70. C'est la poursuite de la certification. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.
Pour : 63 voix*

71. Finances - Attribution de subvention à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 71. Subvention à l'Agence locale de l'énergie. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION, Mme Agnès SAURAT.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.
Pour : 61 voix*

72. Finances - Cotisation à l'Ordre des Architectes - Exercice 2021 – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 72. Cotisation à l'Ordre des architectes. Ceux qui sont concernés par la profession évidemment ne prennent pas part au vote. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Caroline DUFOIX, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.
Pour : 59 voix*

73. Ressources humaines et dialogue social - Création d'un service commun de Direction des Relations Institutionnelles et de l'Évènementiel - Avenant à la convention de service commun - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 73. Je donne la parole à Monsieur ASLANIAN.

Michel ASLANIAN : Merci, Monsieur le Maire. Mes chers collègues. Il s'agit de la création d'un service commun de Direction des Relations Institutionnelles et de l'Évènementiel, et c'est un avenant à la convention de service commun. Afin de poursuivre un objectif de rationalisation des moyens au service du rayonnement des deux collectivités et de leur territoire, nous proposons de créer un service commun de Direction des Relations Institutionnelles et de l'Évènementiel. Celui-ci sera composé dans un premier temps des trois agents déjà mutualisés au sein du service Protocole et Accueil, ainsi que d'une assistante de direction et d'un responsable administratif et financier, actuellement mutualisés dans le service. Il est également proposé de modifier le poste de responsable du service accueil et protocole en poste de direction qui aura la charge de conduire la mutualisation de l'ensemble de la Direction, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Monsieur GUISEPPIN.

Serge GUISEPPIN : Bonjour. Nous nous abstenons sur cette affaire, ainsi que l'affaire suivante, pour une simple et bonne raison, et vous l'avez précisée en début de Conseil : vous avez confié à Monsieur NYS la réorganisation ou l'optimisation des deux services. Il me semble utile de ne pas prendre cette décision sur une micro-importance, qui a une micro-importance, alors que le sujet va être traité dans sa globalité. Nous attendons de la part de Monsieur NYS et de ses services bien entendu la capacité d'optimiser aujourd'hui ce qui est entrepris pour qu'on dégage de la marge de manœuvre qui, cette marge de manœuvre, je n'en doute pas, nous permettra de doter nos moyens pour mieux investir. Les aides du Gouvernement, comme tout un chacun va bien le comprendre, vont s'arrêter prochainement. Et croyez-moi que nous aurons largement besoin de nos ressources pour venir apporter à tout le monde des bienfaits. Voilà, tout simplement.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur GUISEPPIN. Je mets aux voix l'affaire 73. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Abstentions : 15 voix

Se sont abstenus : M. Luc ALBERNHE, M. Mohed ALTRAD, Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Serge GUISEPPIN, M. Salim JAWHARI, Mme Flora LABOURIER, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, Mme Clothilde OLLIER, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI, Mme Annie YAGUE.

74. Ressources humaines et dialogue social - Modification du tableau des Emplois et des Effectifs – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 74. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : M. Mohed ALTRAD, Mme Alenka DOULAIN, M. Serge GUISEPPIN, M. Salim JAWHARI, Mme Flora LABOURIER, Mme Clothilde OLLIER.

75. Ressources humaines et dialogue social - Instauration de la prime de responsabilité des emplois administratifs de direction – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 75. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

**76. Ressources humaines et dialogue social - Mise à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès de l'association Le Relais - Maison des Enfants dans la Ville –
Approbation**

Monsieur le Maire : Affaire 76. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.
Pour : 62 voix*

**77. Ressources humaines et dialogue social - Mise à disposition d'un agent de catégorie A auprès du service Protocole de Montpellier Méditerranée Métropole –
Approbation**

Monsieur le Maire : Affaire 77. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.
Pour : 63 voix*

**78. Ressources humaines et dialogue social - Mise à disposition d'agents municipaux auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) –
Approbation**

Monsieur le Maire : Affaire 78. Demandes de prise de parole ? Mise à disposition d'agents municipaux auprès du COSC. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Coralie MANTION.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.
Pour : 59 voix*

**79. Ressources humaines et dialogue social - Régime indemnitaire du cadre d'emplois des masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes territoriaux –
Approbation**

Monsieur le Maire : Affaire 79. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.
Pour : 63 voix*

**80. Ressources humaines et dialogue social - Adhésion à titre révocable à Pôle Emploi –
Approbation**

Monsieur le Maire : Affaire 80. Adhésion à titre révocable à Pôle emploi. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

81. Hors Délégation - Représentations du Conseil municipal – Désignations

Monsieur le Maire : Affaire 81. Ce sont des désignations. Deux désignations. La Conférence régionale de la santé et de l'autonomie : on propose la candidature de Monsieur SULTAN. Et la Commission d'attribution du fonds de soutien et de développement des initiatives étudiantes à l'Université Paul Valéry : Madame BRUNET, qui remplacera Madame GIMENEZ - Madame GIMENEZ étant enseignante à l'Université. Je mets aux voix. Adoptée.

Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote électronique, et ce en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Ont été élus :

Organismes	Représentations
Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie	1 titulaire <i>Charles SULTAN</i>
Commission d'attribution du Fonds de soutien et de développement de l'initiative étudiante - Université Montpellier III Paul Valéry	1 titulaire <i>Véronique BRUNET</i> <i>en remplacement de Clara GIMENEZ</i>

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

82. Finances - Réhabilitation du Skatepark de Grammont et création d'un centre d'entraînement BMX freestyle - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n° 2 à la Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Montpellier et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation et autorisation de signature

Monsieur le Maire : Les affaires jusqu'à la 86, ce sont des CRAC, comptes rendus annuels à la collectivité. Affaire 82. CRAC sur le centre d'entraînement BMX freestyle à Grammont. Demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

83. Finances - Réhabilitation de la serre amazonienne et travaux d'urgence - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 – Approbation

Monsieur le Maire : 83. Réhabilitation, enfin, travaux sur la serre amazonienne, CRAC 2019. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

84. Finances - Mise en sécurité et réhabilitation du parc de Lunaret - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n° 2 au mandat - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : 84. CRAC sur la réhabilitation du parc de Lunaret, le zoo. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

85. Finances - Mise en accessibilité des Établissements Recevant du Publics (ERP) du patrimoine immobilier communal - Mandat de Maîtrise d'ouvrage déléguée Ville - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 85. CRAC sur la mise en accessibilité du patrimoine communal. Je mets aux voix. Pas de demande de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

**86. Finances - Réalisation des travaux liés à la pérennité de l'ancienne mairie - ZAC
Pagézy - Mandat Ville de Montpellier - Société d'Aménagement Montpellier
Méditerranée Métropole (SA3M) - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) -
Exercice 2019 – Approbation**

Monsieur le Maire : Affaire 86. Compte rendu annuel d'activité sur le site de l'ancienne Mairie. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

**87. Ville fraternelle et solidaire - Subventions dans le cadre de l'appel à projets du contrat
de Ville de Montpellier au titre de l'année 2021 – Approbation**

Monsieur le Maire : Ensuite, examen des subventions. Évidemment, mes chers collègues, dans vos votes, soyez très vigilants à ne pas vous retrouver dans des situations potentielles où vous seriez juges et parties. J'en appelle donc à votre vigilance. Je rappelle que ce sont près de 900 associations qui sont subventionnées et que, dans le budget, on a prévu une hausse de près de 7 %. Première liste de subventions : celles de l'appel à projets dans le cadre du contrat de Ville, l'affaire 87. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Véronique BRUNET, M. Michel CALVO, M. Sébastien COTE, Mme Clare HART, Mme Coralie MANTION, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Isabelle MARSALA, M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

**88. Ville fraternelle et solidaire - Attribution des subventions aux associations dans la
cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2021 – Approbation**

Monsieur le Maire : Affaire 88. Subventions dans le cadre de la lutte contre les exclusions. Je mets aux voix. Sauf s'il y a des demandes de prise de parole, pardon. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-Dominique DELAVEAU, Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

**89. Accessibilité universelle - Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique
"Accessibilité universelle" - Exercice 2021 – Approbation**

Monsieur le Maire : Affaire 89. Accessibilité universelle. Subvention aux associations. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

90. Vie associative et Maisons pour Tous - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Vie associative" - Exercice 2021 – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 90. Subventions à la vie associative. Je mets aux voix. Monsieur ARIZTEGUI, allez-y. Excusez-moi. Vie associative, affaire 90.

Eddine ARIZTEGUI : Excusez-moi, c'était pour la prochaine, celle de la protection animale, que je voulais intervenir.

Monsieur le Maire : Reçu, reçu. Ok. Je mets aux voix la 90. C'est la 95. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Yves BARRAL, Mme Mylvia HOUGUET, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle MARSALA.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

91. Santé - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2021 – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 91. Thématique santé. Pas de demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

92. Ville éducative et réussite scolaire - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Ville éducative" - Exercice 2021 – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 92. Subventions Ville éducative. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Boris BELLANGER, M. Michel CALVO, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle MARSALA, M. Mikel SEBLIN.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

93. Petite enfance et enfant dans la Ville - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Enfance" - Exercice 2021 – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 93. Petite enfance. Je mets aux voix. Adoptée. Merci, chers collègues. On essaie d'accélérer un petit peu.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

94. Nature en ville et biodiversité - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Nature en ville" - Exercice 2021 – Approbation

Monsieur le Maire : 94. Nature en Ville. Dans cette thématique. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

95. Bien-être animal - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Bien-être animal" - Exercice 2021 – Approbation

Monsieur le Maire : Monsieur ARIZTEGUI, vous vouliez dire un mot sur la 95.

Eddine ARIZTEGUI : Oui, merci Monsieur le Maire. Chers collègues. Effectivement, des associations œuvrent dans notre ville pour la protection animale. Elles apportent notamment des soins aux animaux sauvages, des soins et des stérilisations de chats errants, et un appui pour les personnes sans domicile afin qu'elles puissent aussi nourrir et soigner leurs animaux de compagnie. Leurs actions sont nécessaires à notre Ville. C'est la raison pour laquelle nous leur accordons ces subventions.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

96. Culture et culture scientifique - Attribution de subventions le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2021 – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 96. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Merci, Monsieur le Maire. Je voulais intervenir sur cette affaire des budgets pour la culture sur le budget, la subvention au MO.CO. On n'est évidemment pas contre l'augmentation des moyens pour le MO.CO. Mais nous voudrions comprendre ce retournement et également avoir plus de détails sur l'utilisation de ce montant. Vous aviez prévu un budget de 1,7 million dans la première version du budget, que vous nous avez présentée en décembre. Là, vous nous proposez 3,2 ou 3,3 millions, de mémoire. Donc vous doublez la mise, un budget doublé. Pour un nouveau directeur qui n'avait pas budgété lui-même son projet, je vous avoue que cela nous paraît très original en termes de sérieux budgétaire.

Si nous nous félicitons pour votre prise de conscience soudaine de l'importance du MO.CO, je me permets en effet de vous rappeler vos nombreuses doléances en Conseil et dans la presse au sujet du budget du MO.CO, que vous jugiez pharaonique ; et vous jugiez aussi pharaonique la rallonge que vous avez consentie en 2020 pour « sauver » l'institution.

Il me tient à cœur de m'arrêter un instant pour partager également mon désarroi face au pouvoir de décision que vous vous êtes octroyé récemment en désignant Numa HAMBURSIN comme nouveau directeur du MO.CO. Non seulement vous foulez du pied la démocratie et le cadre juridique que nous sommes censés, plus que quiconque, respecter, mais vous portez également atteinte au secteur de tout un milieu par votre manque d'écoute et le mépris dont vous avez fait part à leur égard. Lorsque l'on vous demande de la transparence sur l'affaire du MO.CO, en octobre dernier, vous fermez les yeux. Lorsque les milieux de l'art se mobilisent par le biais d'une pétition regroupant des milliers de signatures, vous fermez les yeux. Lorsque les étudiants, les enseignants et le personnel du MO.CO vous font part de leurs inquiétudes, vous fermez les yeux. Lorsque les statuts de l'EPCC stipulent la nomination d'un directeur à deux tiers des voix, vous, vous fermez les yeux et outrepassiez vos droits. Il est encore temps de changer votre fusil d'épaule.

Nous vous demandons donc de revenir sur cette décision en rétablissant une nouvelle phase de candidature et nous vous soumettons l'ajout des requêtes suivantes dans les statuts du MO.CO : augmenter la représentativité des acteurs et des visiteurs du MO.CO au sein du jury et, ainsi, valoriser la démocratie ; proposer la répartition de la direction en deux postes, une direction administrative et une direction artistique, en veillant à éviter la subordination du volet culturel à l'administratif et en réfléchissant à un mode de gestion, de direction, plus collégial ; et puis troisième point, garantir la pérennité de l'équipe enseignante pour les cinq prochaines années, équipe menacée par les déclarations de votre nouveau Directeur. Nous devons en finir une fois pour toutes avec cette vision florentine de la culture que vous dénonciez jadis à ma place. Et a priori comme beaucoup de choses, il me semble que votre discours dans l'opposition et au pouvoir n'est pas forcément le même, ou alors on voudrait des éclaircissements sur ce sujet. Merci d'y répondre.

Et je reviens sur ma question, du coup, sur l'affaire précédente. Vu qu'en 2020, avec un confinement, vous aviez fait des exonérations à JC Decaux, est-ce que c'est prévu pour 2021 ? Voilà. Mes questions sont simples. J'espère que vos réponses le seront aussi. Merci.

Monsieur le Maire : Il n'y aura pas d'exonérations à JC Decaux. Les panneaux vont être utilisés pour la culture, comme je vous l'ai indiqué. Nous augmentons les subventions aux associations culturelles et je salue ici le travail de Madame ROBIN qui s'est énormément impliquée là-dessus. Le budget du MO. CO n'est pas à la hausse, contrairement à ce que vous laissez sous-entendre. Donc il sera délibéré. Deux subventions : une à la Ville, une à la Métropole. Effectivement, je m'étais ému de devoir combler un déficit de 170 000 euros l'année dernière, alors que beaucoup de structures culturelles étaient en difficulté et qu'elles ont besoin de nous. Et d'ailleurs nous n'avons pas terminé avec les subventions aux associations. Nous y reviendrons dans d'autres conseils, parce qu'il nous faudra avoir une attention toute particulière pour les artistes qui sortent des différentes écoles, pour pouvoir les accompagner.

Je vous propose de passer au vote. Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Jean-Dominique DELAVEAU, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Isabelle MARSALA, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

97. Jeunesse - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Jeunesse" - Exercice 2021 – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 97. Subventions aux associations jeunesse. Je mets aux voix. Pas de demandes de prise de parole. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

98. Ville sportive - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2021 – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 98, dans le cadre de la délibération sports, et c'est là qu'il y a eu un envoi visiblement tardif, en faveur de notre équipe de handball féminin Montpellier Frontignan, qui n'avait jamais fait l'objet d'aide, et que Monsieur MARTIN a décidé d'aider. Je peux comprendre que cela ait pu provoquer un petit peu d'émotion, mais je pense que tout le monde peut le comprendre, et l'on va veiller évidemment à ce que les envois se passent au mieux. J'indique que Monsieur ALTRAD, à titre personnel, ne prend pas part au vote. Je mets aux voix. Je le remercie de nous l'avoir signalé. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Mohed ALTRAD, M. Christophe BOURDIN, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

99. Relations internationales - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "International" - Exercice 2021

Monsieur le Maire : Affaire 99. Relations internationales. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel CALVO, Mme Clare HART, Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

100. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Commerce" - Exercice 2021

Monsieur le Maire : Affaire n° 100. Commerces. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

101. Affaires militaires - Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "Commémorations" - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 101. Commémorations. Je mets aux voix. Voilà.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Pour les associations, c'est terminé pour ce Conseil. Il y aura d'autres examens de demandes de subventions, toutes se faisant au fil de l'eau. Je précise que l'on va ouvrir un travail pour que les associations de la Ville nous accompagnent dans la stratégie d'éco-responsabilité zéro déchet. Je pense notamment, mon cher collègue Hervé MARTIN, à nos clubs sportifs, pour qu'ils soient plutôt sur des cups que sur des gobelets, etc. On va donc travailler là-dessus, pour ne pas négliger la troisième mi-temps, mais la rendre plus durable, évidemment, quand nous sortirons de la crise sanitaire.

Merci à tous et à toutes pour ce Conseil. Merci à l'ensemble des services qui se sont mobilisés. Merci à la personne qui traduit en langue des signes, permettant de rendre accessible les travaux du Conseil à l'ensemble des Montpelliérains et des Montpelliéraines qui le suivent. C'est évidemment un peu pesant avec l'informatique, mais cela se tient bon an mal an. À tous, très bonne journée. 14 juin : prochain Conseil municipal.

Il y a – je veux le dire à ceux qui nous suivent – du travail en commissions où, souvent, les interventions des orateurs sont traitées. Et c'est dans ce cadre-là qu'ils peuvent apporter des réponses. Si des fois des délibérations n'appellent pas de débat, c'est que souvent, justement, le travail en commission a été fait. Merci à toutes et à toutes.

Très bonne fin de journée.